



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



VENDREDI 14 JANVIER 2022

LA MAGIE DES STATISTIQUES : si nous faisons une moyenne des salaires de moi et de Bill Gates, en moyenne nous sommes riches. Je crois que je vais de ce pas m'acheter une nouvelle voiture.

- ▶ **Richard Heinberg sur ce qu'il faut faire** (Alice Friedemann) p.2
- ▶ **C'est bien de regarder vers le haut** (Tim Watkins) p.7
- ▶ **Pétrole et gaz de schiste américain : l'état des lieux** (Philippe Gauthier) p.14
- ▶ **Je suis le dernier de mon peuple** (Tom Lewis) p.16
- ▶ **ADAPTATION PROFONDE, POST-DURABILITÉ ET POSSIBILITÉ D'EFFONDREMENT SOCIÉTAL** (Kurt Cobb) p.17
- ▶ **LES ÉMISSIONS DE CARBONE ATTEIGNENT UN RECORD : COMMENT CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?** (Kurt Cobb) p.18
- ▶ **Système électrique sous tension : de l'urgence de baisser notre consommation** p.20
- ▶ **Des températures records attendues en Amérique du Sud** p.21
- ▶ **Pollution lumineuse : l'obscurantisme de l'écologisme** (Simone Wapler) p.23
- ▶ **2022, dire la vérité scientifique aux Français** (Biosphere) p.24
- ▶ **ET C'EST ICI QU'ON LA DANS LE ...** (Patrick Reymond) p.26
- ▶ **Crimes contre notre pays** (James Howard Kunstler) p.28
- ▶ **La chute des grands médias et les plus gros mensonges qu'ils ont racontés en 2021** (B. Smith) p.30
- ▶ **Mission climatique accomplie, 2021** (Tom Lewis) p.35

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Le dollar est entré dans une spirale de la mort, et beaucoup plus d'inflation est en route** (M. Snyder) p.37
- ▶ **"C'est comme un magasin soviétique" ...** (Michael Snyder) p.39
- ▶ **« Omicron, le scénario du pire pour la Banque Mondiale ! »** (Charles Sannat) p.42
- ▶ **« 7% d'inflation aux Etats-Unis, record depuis... 1982 »** (Charles Sannat) p.49
- ▶ **« Et si la Chine bloquait l'économie mondiale à nouveau ? »** (Charles Sannat) p.52
- ▶ **Prêts garantis par l'État : attention à la toxicité** (Simone Wapler) p.58
- ▶ **Pourquoi l'inflation est là pour durer** (Philippe Herlin) p.60
- ▶ **Les taux bas poussent les épargnants vers des actifs alternatifs** (Simone Wapler et Henri Bonner) p.61
- ▶ **Cette ruine financière que personne ne saurait prévoir** (Bruno Bertez) p.64
- ▶ **La Bourse américaine n'est pas aussi forte qu'on le croit** (Bruno Bertez) p.66
- ▶ **La vraie révolution est en cours mais personne ne la reconnaît** (Charles Hugh Smith) p.68
- ▶ **Pourquoi l'impression monétaire ne s'arrêtera pas...** (Doug Casey) p.72
- ▶ **L'inflation des prix est à son plus haut niveau depuis 1982. Que va faire la Fed ?** (R. McMaken) p.76
- ▶ **Comment les statistiques du PIB créent l'illusion d'une croissance...** (F. Shostak) p.79
- ▶ **Mauvaises nouvelles, bonnes nouvelles et encore des mauvaises nouvelles** (Jim Rickards) p.83
- ▶ **Partenaire du pouvoir** (Bill Bonner) p.86
- ▶ **Le discours d'investiture qui n'a pas été prononcé** (Bill Bonner) p.89
- ▶ **Les risques du maillon faible chinois** (Bruno Bertez) p.93
- ▶ **Les dirigeants cherchent à gouverner** (Jeff Thomas) p.94
- ▶ **La plus forte inflation des biens depuis 1975** (Brian Maher) p.97
- ▶ **L'argent sain ne suffit pas** (Brian Maher) p.101
- ▶ **L'enfer à payer** (Bill Bonner) p.104

AVERTISSEMENT DE JEAN-PIERRE : 1) Je ne crois jamais aux théories du complot, surtout si elles sont mondiales. 2) Je ne crois pas et je n'approuve pas tous les articles que je publie sur mon site internet. 3) Par contre, ce que j'essai de combattre ce sont les « mensonges par omissions ». C'est ce que j'appelle de « la malhonnêteté intellectuelle ».

Pour un maximum d'objectivité, la pensée scientifique essaie toujours de présenter les contre-opinions ou des points de vue opposés dans leurs articles, ce que ne fait pas toujours (ou même rarement) les médias de masse.

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. **Au 7 novembre 2021**, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont **8284 décès**, **9 726 événements mettant la vie en danger**, **9 580 invalidités permanentes**, **363 anomalies congénitales ou malformations congénitales**, **38 818 hospitalisations**, **79 615 visites aux urgences** et **121 100 consultations chez le médecin**, attribués aux vaccins covids. Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*



.Richard Heinberg sur ce qu'il faut faire

Alice Friedemann Posté le 13 janvier 2022 par energyskeptic

Peak Energy & Resources, Climate Change, Collapse or Extinction?, and the Preservation of Knowledge



Préface. Je vous encourage à lire l'intégralité du billet de Richard Heinberg intitulé "*A simple way...*". C'est un excellent aperçu de l'histoire et de la façon dont nous sommes arrivés à ce point de déclin énergétique. Et comme d'habitude, il est facile à lire, clair et sage, comme tous ses écrits. Une grande partie de cet article reprend les recommandations d'autres articles sur ce qu'il faut faire, mais je pense que sa première idée est importante : utiliser les énergies "renouvelables" pour fournir de l'électricité à des applications particulièrement importantes. C'est la principale raison de construire des turbines solaires et éoliennes, pour maintenir le réseau en état de marche jusqu'à ce que nous n'ayons plus de gaz naturel pour le faire, car il sera déjà difficile de s'adapter à un déclin considérable des transports et de l'industrie.

Richard Heinberg. 2020. Un moyen simple de comprendre ce qui se passe ... et ce qu'il faut faire. Resilience.org 20 octobre 2020



Le monde semble se désagréger aux entournures. Il est essentiel de comprendre pourquoi, afin d'éviter le pire et de trouver les meilleures réponses pour se diriger vers l'avenir écologiquement et socialement sain que nous souhaitons. Il s'avère qu'il existe un cadre relativement simple pour parvenir à cette compréhension.

Cette explication directe propose que la principale force motrice de l'évolution de la société soit l'énergie disponible - une affirmation qui est soutenue par un nombre considérable de recherches scientifiques. Ceux qui ont la patience et la curiosité d'aller plus loin peuvent trouver d'autres facteurs contribuant à l'évolution de la société : la technologie,

l'investissement, les lois relatives aux droits de propriété, les antécédents d'injustice, et plus encore, dont beaucoup impliquent des interactions systémiques complexes qu'il faut du temps pour démêler et comprendre mentalement. Ces éléments sont importants, mais pas aussi importants que l'énergie.

L'énergie est nécessaire pour que tout organisme puisse faire quoi que ce soit. Pour les humains, la nourriture est l'énergie qui alimente le travail. Mais, en outre, les gens ont appris il y a longtemps à exploiter l'énergie du feu, de l'eau et du vent. En utilisant du bois de chauffage, des roues à aubes et des voiles, nous avons construit des sociétés agraires avec des systèmes d'irrigation, des villes, des cathédrales, des moulins et des navires de mer, et nous avons créé au passage des œuvres d'art, de la musique et de la littérature assez remarquables. Les hommes ont également utilisé l'énergie de diverses sources pour se lancer dans des guerres et des conquêtes, et pour asservir des millions d'autres personnes afin de voler les fruits de leur travail forcé. En outre, les humains ont déboisé d'énormes régions pour récolter du bois de chauffage et ont ruiné des millions d'hectares de sol avec des méthodes agricoles non durables.

Lorsque les humains ont commencé à utiliser les combustibles fossiles, il y a quelques siècles, ils ont eu accès à des millions d'années d'énergie solaire que la nature avait recueillies, stockées et transformées en sources d'énergie bien supérieures, du moins à court terme, au bois de chauffage. Ce fut un moment qui a changé la donne. Désormais, les "esclaves" des combustibles fossiles pouvaient faire plus de travail, et à moindre coût, que les esclaves humains en chair et en os. Après tout, un seul baril de pétrole, qui coûte environ 40 dollars sur le marché actuel, contient de l'énergie équivalente à environ cinq ans de dur labeur physique.

Voici les principales tendances qui ont marqué la phase de montée en puissance de l'ère des combustibles fossiles, à mesure que l'énergie bon marché devenait disponible et pouvait être utilisée année après année :

La production est devenue plus rentable. L'apport énergétique des combustibles fossiles a miraculeusement permis de réduire le coût des processus d'extraction des matières premières et de leur transformation en produits. Il est également devenu moins coûteux de transporter des matériaux et des produits à travers le monde afin de tirer parti de ressources relativement plus abondantes et d'une main-d'œuvre bon marché, ainsi que d'une demande croissante, partout où elles existent. Les bénéfices pouvaient alors être réinvestis dans l'extraction de ressources, la fabrication et le transport : on rince et on recommence.

La consommation est devenue plus abordable. Avec plus de combustibles alimentant plus de machines, le travail est devenu moins une question de puissance musculaire et plus une question de puissance cérébrale - la capacité de diriger intelligemment les machines. L'augmentation de la productivité et de la rentabilité a permis aux employeurs de payer des salaires plus élevés à un plus grand nombre de travailleurs. La classe moyenne s'est développée et les gens ont quitté la campagne pour s'installer dans les villes. Dans le même temps, les produits manufacturés devenant moins chers à produire, les entreprises pouvaient se permettre de les vendre moins cher afin de réduire la concurrence. Résultat : les gens pouvaient se permettre de consommer davantage. Et ils étaient constamment encouragés à le faire, afin d'acheter les cargaisons de marchandises produites par les usines et expédiées dans le monde entier. La nourriture et les médicaments sont également devenus moins chers, ce qui a

entraîné une croissance rapide de la population (d'un milliard au début de la révolution des combustibles fossiles à près de 8 milliards aujourd'hui).

Les inégalités sont devenues plus tolérables (avec des exceptions). L'inégalité économique existe depuis l'apparition du premier État agraire en Mésopotamie, il y a 6 000 ans. Les sociétés complexes agissaient comme une pompe à richesse, les impôts et les conquêtes militaires ne cessant d'acheminer les richesses vers les rois, les généraux et les aristocrates. Mais la main-d'œuvre et l'énergie étant limitées, la répartition inégale des richesses dans les sociétés agraires avait des limites : si les paysans mouraient de faim, tout le système social pouvait s'effondrer. Les combustibles fossiles ont permis la croissance continue du système, de sorte que même si ceux qui se trouvaient en haut de l'échelle amassaient des fortunes colossales, ceux qui se trouvaient en bas de l'échelle pouvaient toujours espérer de manière réaliste que leurs enfants aient une vie plus facile que la leur. L'effondrement de la société et les révoltes paysannes sont devenus des problèmes pour les historiens, pas pour les décideurs politiques. Exceptions : la révolution russe de 1917 et la Grande Dépression ; dans les deux cas, les effets de l'inégalité ont menacé le système mondial de manière significative.

La dette est généralement devenue plus facile à rembourser. Dans les économies antérieures aux combustibles fossiles, le montant total de la richesse des sociétés avait tendance à croître très lentement, voire pas du tout, ce qui signifiait que les dettes étaient souvent difficiles à rembourser. Le paiement d'intérêts sur les dettes était si onéreux que le christianisme et l'islam considéraient l'intérêt ("usure") comme un mal. Lorsque les combustibles fossiles ont permis aux économies de se développer, le remboursement des dettes avec intérêts est devenu beaucoup plus facile, et l'utilisation de la dette comme moyen de financer de nouvelles entreprises de toutes sortes s'est fortement développée. Les ménages ont de plus en plus recours à l'endettement pour avancer la consommation dans le temps (consommez maintenant, payez plus tard !), contribuant ainsi à éponger le surplus de production.

Les systèmes politiques et économiques sont devenus plus stables (à quelques très grandes exceptions près). Ces exceptions sont, bien sûr, les deux guerres mondiales, la Grande Dépression et la guerre froide. Cependant, une fois que les décideurs politiques ont estimé avoir tiré les leçons de ces événements désastreux, ils ont mis au point ce qu'ils considéraient comme une formule gagnante. Au sein des nations, une fiscalité progressive et des programmes de redistribution empêcheraient les pauvres de tomber dans le dénuement le plus total et de déclencher des crises politiques. Le commerce mondial soulèverait tous les bateaux, réduisant ainsi les tensions internationales. Pendant ce temps, l'ajustement constant des taux d'intérêt par les banques centrales maintiendrait la consommation, la production et l'investissement sur un pied d'égalité. Des décennies de paix et de prospérité relatives ont suivi.

La nature a été pillée. À mesure que la population et la consommation augmentaient, les ressources naturelles s'épuisaient de plus en plus rapidement, tandis qu'une pollution toujours plus importante était déversée dans l'environnement. La faune et la flore ont disparu à mesure que l'habitat était dégradé ou réquisitionné pour l'agriculture. La combustion de quantités toujours plus importantes de combustibles fossiles a commencé à déstabiliser le climat, menaçant la civilisation elle-même. Mais les décideurs politiques se sont rassurés et ont assuré à leurs électeurs que ces problèmes ne pouvaient être résolus qu'avec davantage d'énergie et d'argent. La croissance était la réponse à tous les problèmes.

La descente qui s'annonce

Les combustibles fossiles s'accompagnent de quelques problèmes graves. Le premier, bien sûr, est le plus connu : les émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion du charbon, du pétrole et du gaz naturel réchauffent la planète, entraînant des sécheresses, des inondations et des vagues de chaleur record. Un problème plus subtil est que les combustibles fossiles sont des ressources non renouvelables en voie d'épuisement, que nous récoltons selon le principe du fruit mûr. L'homme a généralement commencé par extraire les ressources énergétiques de meilleure qualité et les plus faciles d'accès, laissant pour plus tard les ressources de moindre qualité et plus difficiles à obtenir. **Après quelques siècles de cette pratique, les meilleurs combustibles fossiles**

ont pour la plupart disparu. Il faut utiliser davantage d'énergie pour extraire et traiter ces combustibles, de sorte que l'énergie nette qu'ils peuvent fournir à la société diminue. Cela signifie qu'il y aura de moins en moins d'énergie disponible au fil du temps pour toutes les activités que nous voulons mener dans nos foyers, nos communautés et nos nations.

Des sources d'énergie alternatives sont disponibles. Mais les plus viables d'entre elles, le solaire et l'éolien, sont intermittentes, ce qui signifie que la société devra investir dans des stratégies coûteuses de stockage de l'énergie pour les déployer à grande échelle. Une part relativement faible de notre énergie provient actuellement de ces sources, de sorte que d'énormes projets d'infrastructure seront nécessaires pour assurer la transition - et la nécessité de construire toutes ces nouvelles infrastructures intervient au moment où nos meilleures sources d'énergie fossile bon marché ont entamé leur déclin inévitable. **Dans l'ensemble, il est presque impossible d'éviter la conclusion que notre avenir nous réserve moins d'énergie disponible, et probablement beaucoup moins. La production mondiale de pétrole vient probablement de culminer, et nous avons donc déjà entamé la longue descente énergétique.** Et les tendances sont assez claires.

La production devient moins rentable. Cette tendance a commencé avec l'industrie pétrolière elle-même : les prix des carburants ne sont plus assez élevés pour générer des profits ; lorsque les prix augmentent suffisamment, ils dépriment la demande, ce qui réduit également les profits (c'est le résultat de l'épuisement des ressources pétrolières de la plus haute qualité). L'industrie pétrolière n'est tout simplement plus aussi rentable qu'avant : si Saudi Aramco semble encore se porter assez bien, la plupart des entreprises qui ont été responsables de l'augmentation de la production mondiale de pétrole au cours de la dernière décennie voient leurs dépenses en capital dépasser leurs revenus. **Étant donné que toute production dans l'ensemble de l'économie nécessite un apport d'énergie, la tendance à la baisse de la rentabilité est susceptible de s'étendre à l'industrie manufacturière et à l'agriculture également.**

La consommation devient de moins en moins abordable. La baisse de la rentabilité exercera une pression à la baisse sur les salaires, de sorte que les travailleurs auront plus de mal à se permettre d'acheter des biens. Déjà, la plupart des membres de la génération Z ne s'attendent pas à gagner autant que leurs parents.

L'inégalité devient moins tolérable. Avec une croissance moindre, une croissance nulle ou même une contraction économique substantielle en perspective, les personnes au bas de l'échelle économique sont mises à rude épreuve. Les taux de pauvreté augmentent aux États-Unis et dans de nombreux autres pays. Pendant ce temps, la pompe à richesse est toujours à l'œuvre : huit personnes contrôlent désormais autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Des manifestations pour l'égalité raciale ont éclaté aux États-Unis, après des années d'agitation dans les pays du Moyen-Orient et d'Amérique latine, sur la base de revendications pour une répartition plus équitable des richesses et du pouvoir politique. Parmi les jeunes d'Amérique du Nord, l'idée du socialisme devient de plus en plus attrayante.

La dette est sur le point de devenir moins facilement remboursable. Rappelez-vous que la dette a augmenté pendant la période d'essor énergétique, car elle était plus facilement remboursable. Paradoxalement, lorsque la croissance économique a ralenti aux États-Unis au cours des trois dernières décennies, le montant total de la dette a commencé à augmenter encore plus rapidement. Il s'agissait d'une stratégie délibérée de la part des décideurs politiques et des banques centrales pour compenser les effets du ralentissement de la croissance. Mais cette stratégie a une durée de vie limitée. À partir d'un certain point, les renflouements cesseront de permettre aux entreprises et aux ménages de continuer à s'endetter alors qu'ils ne seront jamais en mesure de rembourser. C'est ce qui se passe déjà dans l'industrie pétrolière, où les entreprises spécialisées dans la fracturation font faillite et ne remboursent pas leurs emprunts.

Les systèmes politiques et économiques sont de moins en moins stables. Malheureusement, la grande majorité des gens ne comprennent pas la simple dynamique historique décrite dans cet essai. Ils se retrouvent moins à même de s'offrir ce dont ils ont besoin et moins à même de rembourser leurs dettes. Des explications partisans concurrentes expliquent pourquoi la vie devient plus difficile et, à mesure que les gens adoptent ces explications,

ils se polarisent davantage sur le plan politique ; en conséquence, les décideurs ont plus de mal à trouver des compromis pour résoudre les problèmes.

La pandémie accélère le processus. En raison de la pandémie de COVID-19, la production, la consommation et le transport sont tous déprimés. Les gouvernements et les banques centrales sont intervenus pour empêcher l'économie de sombrer, mais la plupart des fonds de sauvetage ont été canalisés vers le système financier, ce qui a accru les inégalités économiques. En outre, *les renflouements n'ont fait que créer davantage de dettes afin d'éviter que les dettes existantes ne soient remboursées*. La partisanerie augmente. Ainsi, les systèmes politiques et économiques sont déstabilisés plus rapidement que ce n'était le cas avant la pandémie.

L'effondrement environnemental s'accélère et accélère le processus d'effondrement sociétal. Le changement climatique est aggravé par des rétroactions qui se renforcent mutuellement (par exemple, la fonte de la glace arctique laisse de l'eau sombre à sa place, qui absorbe davantage de chaleur solaire et fait fondre encore plus de glace). Un climat instable rend l'agriculture plus problématique et provoque davantage de catastrophes naturelles, dont la réparation coûte cher. Au-delà d'un certain point, l'argent dépensé pour se remettre d'une catastrophe fait qu'il y a moins d'argent disponible pour se remettre de la prochaine catastrophe (c'est déjà un problème pour la Californie). Les gens se sentent plus malheureux et, confrontés à des récits contradictoires, deviennent plus partisans ; le cycle continue.

Ce qu'il faut faire

Parce qu'ils ne comprennent pas la dynamique sous-jacente décrite ci-dessus, **les décideurs politiques** agissent à l'aveuglette. Par-dessus tout, ils essaient de faire quelque chose qui est en fin de compte impossible - maintenir la croissance économique à perpétuité. Faire autre chose est inconcevable pour eux, car l'incapacité à maintenir la croissance entraînera des pertes. En réalité, ce que les décideurs doivent faire, c'est minimiser les pertes en l'absence de croissance. Notre meilleur objectif serait de nous adapter au déclin de l'énergie tout en jetant les bases d'une société durable post-combustibles fossiles. La poursuite de cet objectif alternatif nécessitera une action intelligente et courageuse. Les erreurs sont inévitables. Mais si nous continuons tous à faire ce qui semblait logique à l'époque des combustibles fossiles, nous risquons d'assister à un résultat lamentable, voire horrible.

Une fois que les responsables politiques ont compris ce qui se passe et pourquoi, la chose la plus importante qu'ils peuvent faire est de partager cette information avec tout le monde. Ce n'est que si tout le monde comprend la situation que les membres de secteurs économiques concurrents et de groupes sociaux politiquement polarisés sont susceptibles de s'unir. La cohésion sociale sera nécessaire si nous voulons modifier collectivement les attentes et les comportements tout en travaillant dur et en faisant des sacrifices.

Étant donné que l'effondrement du statu quo sera provoqué par des réductions de l'énergie utile, il est logique d'accorder à l'énergie une priorité élevée dans la planification des réponses. Nous avons besoin de sources d'énergie non fossiles. Cependant, comme ces sources ne pourront pas fournir autant d'énergie que les combustibles fossiles, nous devons les déployer de manière stratégique - non pas dans l'intention de maintenir les modèles actuels de production et de consommation industrielles, mais dans le but de maintenir les produits de première nécessité disponibles alors que la quantité d'énergie utile diminue. *Oubliez la 5G, l'Internet des objets et les voitures à conduite autonome.* Concentrez-vous sur la low tech pour l'essentiel, et utilisez les énergies renouvelables pour fournir de l'électricité aux applications qui sont particulièrement importantes. **Au cours des dernières décennies, nous avons numérisé toutes les connaissances humaines ; si le réseau tombe en panne, nous perdons complètement la civilisation.** Nous devons choisir les connaissances essentielles et laisser le reste de côté, mais cela prendra un certain temps. En attendant, nous avons besoin d'électricité pour maintenir le réseau en état de marche, et l'énergie solaire et éolienne peut la fournir.

L'alimentation est également une priorité absolue. Offrez des incitations et une formation aux enfants des villes pour qu'ils s'installent à la campagne et *créent de petites exploitations agricoles*. Mettez des terres à leur disposition s'ils sont prêts à les exploiter de manière durable et faites tout ce qui est nécessaire pour leur permettre de vivre décemment. Promouvoir le jardinage urbain. Soutenir les réseaux de distribution alimentaire locaux ainsi

que les installations de stockage et de transformation locales, à petite échelle et économes en énergie.

Réduire de manière contrôlée la production et la consommation de produits manufacturés. Le meilleur moyen d'y parvenir est de supprimer autant que possible les éléments de profit et d'accessibilité de la distribution. Cela signifie que les produits de première nécessité doivent être distribués davantage par quotas que par prix. Le **rationnement** a souvent bien fonctionné dans le passé ; nous en avons plus que jamais besoin.

~~La réduction des inégalités y contribuera.~~ Si les inégalités se maintiennent aux niveaux actuels, la cohésion sociale sera difficile à maintenir. La réduction des inégalités peut se substituer à la croissance économique globale pour empêcher les plus pauvres de sombrer dans la misère. ~~Taxe les riches.~~

Se concentrer sur l'économie locale. Cela signifie qu'il faut renoncer aux aspirations à la construction d'un empire et à de nombreux aspects du commerce mondial, mais la relocalisation aura pour avantage des relations communautaires plus solides et plus satisfaisantes.

Oubliez vos dettes. Commencez par les prêts étudiants, mais ne vous arrêtez pas là. Les défauts de paiement se produiront de toute façon ; l'important est de soutenir les personnes qui se retrouvent au chômage à la suite de faillites. Gardez les renflouements pour les industries qui sont réellement essentielles (nous n'avons vraiment pas besoin de fonds spéculatifs, de compagnies aériennes et de sociétés automobiles).

Réduire la population en encourageant les petites familles plutôt que les grandes, et en soutenant pleinement les droits des femmes.

Réduire les dommages causés à l'environnement afin qu'il ne soit pas aussi coûteux de se remettre d'une catastrophe naturelle ou de dépolluer. La réduction de la population, de la production et de la consommation sera certainement utile, mais nous pourrions faire tout aussi bien en transformant l'agriculture de manière à ce que les exploitations construisent des sols arables plutôt que de les détruire, et capturent le carbone atmosphérique plutôt que de l'ajouter.

~~En ce qui concerne la pandémie, tout le monde devrait imiter la Nouvelle-Zélande.~~ Cela signifie un confinement total pendant plusieurs semaines, puis des efforts massifs de test et de traçage dirigés par des dirigeants compatissants, mais forts et à l'esprit scientifique. Pas d'excuses. Pas d'arguments sur les masques et les questionnaires de contact. Il suffit de le faire. Éliminez le virus. Ensuite, nous pourrions passer à autre chose et faire la fête.

Ce qui m'amène à un dernier point : la vie ne se résume pas à la survie. Nous sommes tous plus susceptibles de nous engager volontairement dans l'effort collectif décrit ci-dessus si nous pouvons nous amuser dans le processus. Au cours des prochaines décennies, nous devons construire un système social qui diffère radicalement de l'économie de croissance industrielle et axée sur la consommation du 20e siècle. Faisons-en un beau monde humain, rempli d'occasions de chanter, de danser, de réfléchir, de se souvenir, d'imaginer, de pleurer, de méditer et de toutes les autres activités vitales qui se déroulent dans une culture saine. Engagez des artistes créatifs dans ce processus et permettez à tous ceux qui ont un brin de créativité de trouver des moyens de l'exprimer.

<J-P : Sauf que... comme il y aura une grande correction inévitable de la population, avec des famines mondiales et son cortège de maladies, il sera difficile de s'amuser.>

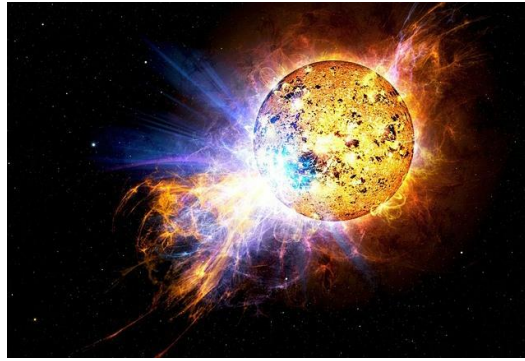
▲ [RETOUR](#) ▲

.C'est bien de regarder vers le haut

Tim Watkins 12 janvier 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



On me dit que je devrais envisager de déposer une plainte pour droits d'auteur contre le film de Netflix *Don't Look Up*, puisque j'en ai écrit une version dans mon livre de 2015, *La conscience des moutons*, et pour exactement la même raison :

"Nous avons tous déjà vu ce film : Un astéroïde géant se dirige droit sur nous, et il a l'air bien gros. Bien qu'un peu plus petit que le rocher qui a anéanti les dinosaures - ainsi que 90 % de la vie sur Terre - celui-ci pourrait bien détruire la civilisation humaine. S'il frappe une masse continentale, il crachera de la pollution dans la haute atmosphère. Il en résultera d'abord un "hiver nucléaire" mondial, au cours duquel les températures chuteront et la vie végétale se flétrira à cause de l'absence de lumière solaire. Ceux d'entre nous qui survivront à l'impact devront faire face à la famine en raison des mauvaises récoltes. À plus long terme, nous risquons un réchauffement planétaire incontrôlé, car les gaz piégés dans la haute atmosphère agissent comme une couverture pour empêcher la chaleur de rayonner dans l'espace. Même si l'astéroïde frappe un océan, les choses ne s'arrangent guère. Des vagues de tsunami de très grande taille balayeront la planète, anéantissant 70 à 90 % des villes du monde et causant des dommages massifs aux infrastructures. La vapeur d'eau qui s'échappe dans le ciel est un gaz à effet de serre trois fois plus puissant que le dioxyde de carbone que l'humanité pompe régulièrement dans l'atmosphère. Cela aussi menace de provoquer un réchauffement planétaire incontrôlé..."

"Que ferions-nous, nous les humains, si cela était réel ?

*"La décision d'agir maintenant devrait être évidente si ce n'est que deux facteurs aggravants. Premièrement, les gouvernements du monde moderne ont tendance à ne pas faire confiance à la population. Ils ont donc essayé de garder le silence sur tout cela tout en disant à la population de continuer à travailler comme si de rien n'était. En effet, de nombreux politiciens et bureaucrates sont eux-mêmes heureux d'accéder à toute information qui semble montrer que le problème n'est peut-être pas aussi grave qu'on le craignait au départ. Mais avec autant d'astronomes amateurs qui surveillent le ciel, et avec plusieurs dénonciateurs à l'intérieur, tôt ou tard, les nouvelles de l'astéroïde vont entrer dans le domaine public. D'où le deuxième facteur aggravant : le rôle des médias de masse (et de plus en plus, des médias sociaux). **La plupart des journalistes et des rédacteurs en chef sont paresseux** (les affiches Twitter et Facebook le sont encore plus). Ils ne vont pas faire beaucoup de recherches par eux-mêmes. Ils vont plutôt se tourner vers des "experts" pour obtenir l'histoire. Mais les "experts" vers lesquels ils ont tendance à se tourner sont ceux qui travaillent au sein du gouvernement. Et si ces derniers ne nient pas le risque, ils voudront donner une tournure positive à l'histoire pour montrer qu'ils contrôlent la situation. Comme tout le monde, les journalistes et les rédacteurs en chef seront confrontés à un état que les psychologues appellent le "dénier". Cela se produit lorsque la situation dans laquelle ils se trouvent est trop traumatisante pour que leur esprit puisse la traiter en une seule fois. Une personne qui est dans le déni cherchera quelqu'un - n'importe qui - qui lui dira que le traumatisme n'est pas réel. Ainsi, les journalistes et les rédacteurs en chef se tourneront également vers ce petit groupe de scientifiques qui affirment soit que l'histoire des astéroïdes n'est pas vraie, soit qu'elle n'est pas sérieuse.*

"Pour le public, les médias grand public offrent une image dangereusement rassurante de la situation difficile. Dans un souci d'"équilibre", on accorde presque autant de poids à la minorité de scientifiques qui ne pensent pas qu'il y a un problème qu'aux 90 % qui disent qu'il faut agir sérieusement maintenant. Dans le même temps, les scientifiques officiels du gouvernement cachent toute inquiétude qu'ils ont, car ils croient à tort que la population paniquera si on lui dit la vérité. Au lieu de cela, ils donnent l'impression que le gouvernement prend des mesures appropriées (même si les scientifiques et les décideurs du gouvernement ont du mal à comprendre le problème et encore moins à trouver une solution viable).

"On laisse donc le public continuer à faire comme si de rien n'était. Pendant combien de temps ? A quel moment le public s'impatiente-t-il ? À quel moment prendrons-nous des outils et descendrons-nous dans la rue pour exiger que nos dirigeants agissent ? Vingt ans avant que l'astéroïde ne frappe ? Quinze ans ? Dix ans ? Cinq ans ? Un an ? Six mois ? Une semaine ?"

Dans le film, une doctorante (Kate Dibiasky-Jennifer Lawrence) découvre une comète géante se dirigeant droit vers la planète Terre. Après avoir vérifié les calculs avec son professeur (Dr. Randall Mindy-Leonardo DiCaprio), le couple prend les ondes dans une vaine tentative d'avertir l'humanité du sort qui nous attend si nous n'agissons pas.

Le fait que la comète soit une métaphore du changement climatique devrait être évident pour tous, sauf pour le spectateur le plus écervelé. Et le stéréotype des différents acteurs qui entrent en jeu est tout aussi brutal. Brie Evantee-Cate Blanchett, présentatrice médiatique égocentrique, est l'incarnation d'une industrie qui ne se préoccupe plus des faits et de la raison, mais uniquement de l'attention et de la gratification immédiate - pas étonnant que les médias grand public aient critiqué le film. Pendant ce temps, le président - une version féminine de Donald Trump (President Orlean-Meryl Streep) est trop préoccupé par les sondages et les inquiétudes concernant les élections de mi-mandat pour s'inquiéter d'une comète qui anéantirait toute vie sur Terre.

Le Dr Teddy Oglethorpe-Rob Morgan est le scientifique stéréotypé de la NASA qui a averti les administrations successives du risque, et qui a même un plan pour le surmonter... si seulement nous agissons assez tôt. Mais il n'a pas l'influence politique et la présence médiatique nécessaires pour l'emporter. C'est pourquoi Kate Dibiasky et Mindy sont recrutées pour sensibiliser le public par le biais des médias. Kate Dibiasky refuse de faire des compromis et joue le rôle de la folle des médias, dont les avertissements sont trop alarmistes - elle finit par être emmenée avec une capuche sur la tête par le FBI - tandis que le Dr Randall Mindy est peu à peu aspiré dans le marécage de Washington, pour devenir finalement le conseiller scientifique du président Orlean.

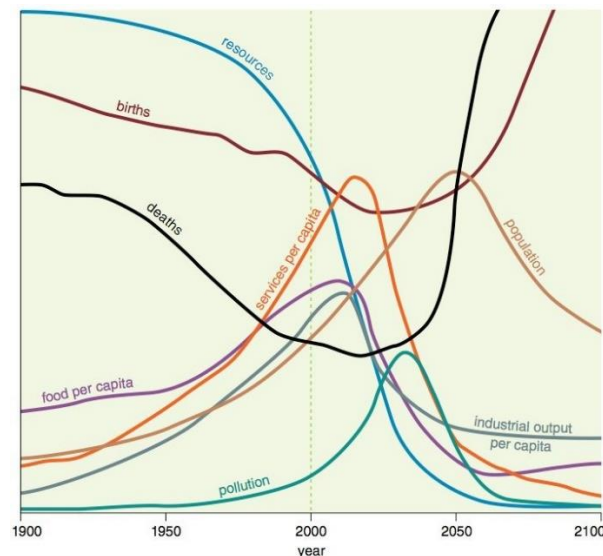
Finalement, le président Orlean est persuadé par les sondages de lancer une mission pour détourner la comète de sa trajectoire de collision avec la Terre. Mais alors que les fusées sont en route, Peter Isherwell - Mark Rylance, un amalgame de Musk, Gates et Zuckerberg -, un grand milliardaire de la technologie, arrive et utilise le poids de ses dons de campagne pour mettre un terme à la mission. Il s'avère que la comète contient des trillions de dollars de minéraux rares, assez pour que tout le monde ait de nouveaux téléphones portables... pensez aux emplois ! Au lieu de détourner la comète de sa trajectoire de collision, le plan d'Isherwell est d'utiliser les nouvelles technologies pour fracturer la comète en morceaux plus petits et plus faciles à gérer, qui pourraient ensuite être posés et récupérés en toute sécurité dans le Pacifique. Comme on pouvait s'y attendre - comme pour l'hyperloop et les tuiles solaires - la technologie n'est pas à la hauteur des espérances. La comète reste intacte, et la destruction de la Terre est inévitable.

Finalement, la comète est visible à l'œil nu, ce qui incite les scientifiques à inviter les gens à "lever les yeux". Bientôt, divers médias luviaux signalent leur vertu en se joignant à la campagne "levez les yeux". Mais assez rapidement, un stéréotype hollywoodien des déplorables pro-Trump se rassemble derrière le slogan "Don't look up" (ne regardez pas en l'air) comme un dernier acte de déni lorsque les faits deviennent évidents. Finalement,

même les déplorables se retournent contre l'administration Trump-Orlean lorsque l'un d'entre eux lève accidentellement les yeux et ne peut plus nier ce qui est évident pour tout le monde : "ils nous ont menti..."

Les héros du film prennent un dernier repas ensemble alors que la comète frappe la Terre, envoyant une onde de choc destructrice autour de la planète. Les gens des médias sont ivres morts. Orlean, Isherwell et plusieurs centaines de milliardaires peu recommandables prennent une fusée de haute technologie pour se rendre sur une autre planète semblable à la Terre... où ils sont rapidement dévorés par les habitants ressemblant à des dinosaures.

Aussi divertissant que soit le film - et il ne fait aucun doute que de nombreux wokeurs vert vif auront hoché la tête avec sagesse tout au long du film - ses stéréotypes grossiers ne servent qu'à masquer une situation bien plus grave que le simple fait d'être frappé par une fusée spatiale. En apparence, les médias peuvent être vénaux et les présidents vaniteux. Mais les administrations s'attaquent à toute une série de crises - dont le changement climatique fait partie - sans grand succès. Depuis le début des années 1970, lorsque l'effondrement du système monétaire de Bretton Woods a été suivi de peu par le premier choc pétrolier, ouvrant la voie à une période de stagflation profonde, les gouvernements des pays développés sont aux prises avec les limites de la croissance, c'est-à-dire la reconnaissance par toutes les branches du monde universitaire, à l'exception des économistes, qu'une croissance infinie sur une planète finie est impossible :



Les limites de la croissance sont le résultat des premières modélisations informatiques qui ont évolué vers la modélisation de phénomènes tels que le changement climatique - mais pas vers la modélisation de l'économie par les économistes - aujourd'hui. Il a montré que si la civilisation industrielle continuait à croître, à consommer et à polluer de la même manière, nous connaissons **un effondrement à peu près maintenant.** Notez que le changement climatique n'est qu'un élément de ce phénomène. L'épuisement des ressources, les pénuries alimentaires et l'effondrement de l'économie peuvent être aussi dommageables les uns que les autres.

Puisque, à maintes reprises, les économistes se sont révélés être des idiots, il est trop facile de tomber dans le piège qui consiste à penser que "l'économie" n'est pas importante. Nous en avons été témoins au début de la pandémie, lorsque le fait de se préoccuper de l'économie revenait à fermer les yeux sur la mort prématurée de millions de personnes. Mais l'effondrement des chaînes d'approvisionnement et l'absence d'investissement dans la relance de secteurs tels que le pétrole et le gaz, qui a fait grimper les prix dans la stratosphère et transformé un problème d'inégalité en une véritable crise, démontrent l'importance de l'économie "réelle". Nous considérons trop facilement comme acquis le quasi-miracle de la lumière disponible en appuyant sur un interrupteur ou de l'eau potable disponible en tournant un robinet. Mais si l'on supprime ces éléments et d'autres comme la nourriture dans les supermarchés ou l'approvisionnement domestique en électricité et en gaz à un prix abordable - comme c'est le cas actuellement - le nombre de morts augmente une fois de plus.

Ces déplorables qui sont dépeints comme des imbéciles dans Don't Look Up sont en fait la partie croissante de la population occidentale qui a assisté à la disparition de la prospérité depuis le premier choc pétrolier. À l'époque, bien sûr, ils constituaient une minorité suffisamment faible pour ne pas avoir d'importance. Mais après des décennies de néolibéralisme et depuis le krach de 2008 et les années d'austérité économique qui ont suivi, ils approchent de la majorité et, comme le Brexit et Trump l'ont démontré, ils constituent un bloc de vote significatif. Et bien que leurs rangs puissent inclure une minorité qui nie l'existence du changement climatique, la majorité d'entre eux semblent prendre le changement climatique aussi au sérieux que leurs adversaires de la gauche libérale - les deux groupes **font simplement le déni différemment** :

"Cependant, si nous élargissons un peu le débat, nous verrions que la plupart des libéraux ont simplement déplacé une énorme cargaison de déni en aval, et que ce déni est aussi nuisible que celui des conservateurs. Bien que les différents aspects du déni libéral constituent mon principal sujet général ici, et seront abordés dans les cinq sections suivantes, ils s'ajoutent à la croyance selon laquelle nous pouvons éviter les niveaux les plus catastrophiques de perturbation climatique sans changer notre mode de vie fondamental. Ce mythe repose sur des erreurs aussi profondes et fondamentales que le déni conservateur du changement climatique lui-même."

C'est la manière dont les libéraux-gauchistes - issus pour la plupart de la classe des cadres supérieurs ayant fait des études universitaires - cherchent à répartir le coût de la réponse au changement climatique qui alimente le soutien pro-Trump/Farage de la part d'une classe ouvrière en diminution et d'un précarat croissant qui ne voit que trop clairement une autre version du socialisme pour les nantis payée par l'éco-austérité pour le reste d'entre nous. Et ce qui rend tout cela encore plus difficile à supporter, c'est le fait que la techno-utopique **Nouvelle Grande Réinitialisation Verte** colportée comme le sauveur de notre mode de vie est un échec. C'est une chose de demander à des millions de personnes de souffrir de la faim et du froid dans la recherche d'une véritable solution. Mais ce qui est proposé n'est rien d'autre qu'une dernière frénésie impérialiste de la part des élites mondiales avant que la civilisation industrielle ne tombe en poussière. Et si c'est vers la poussière que nous nous dirigeons, il existe de nombreux moyens plus égalitaires d'y parvenir.

C'est la fausse prémisse de Don't Look Up - l'hypothèse que si seulement un plus grand nombre d'entre nous sont conscients du problème, il y aura une solution toute faite pour sauver la situation. Dans un film plus réaliste, juste au moment où tout le monde est distrait par l'arrivée imminente d'une comète, la Terre serait aveuglée par une répétition tout aussi probable de l'événement de Carrington de 1859. À l'époque, l'éruption solaire massive qui a frappé la Terre n'a produit guère plus qu'un bon spectacle de lumières. Aujourd'hui, une population mondiale dont les systèmes de survie dépendent d'un approvisionnement en électricité 24/7/365 de plus en plus fragile serait catapultée à l'âge de pierre en quelques heures lors d'un événement similaire. Et comme la pandémie actuelle de covid nous l'a rappelé, il existe bien d'autres événements et processus susceptibles de déclencher une extinction que le changement climatique et les éruptions solaires. Et comme pour le changement climatique et les éruptions solaires, la vérité est que, bien que nous soyons douloureusement conscients de la menace, nous n'avons pas les moyens matériels de sauver notre civilisation... et les choses que nous faisons pour maintenir une croissance infinie sur une planète finie ne peuvent que rendre l'effondrement à venir encore pire.

.En bref : Insensible pour d'autres raisons ; Johnson en difficulté ; choc monétaire à venir



OVO : une erreur de jugement

La société d'énergie OVO a été critiquée pour avoir conseillé aux gens de se blottir contre leurs animaux domestiques pour se réchauffer cet hiver. L'une des raisons pour lesquelles les gens ont commencé à garder les animaux à l'intérieur était précisément qu'ils pouvaient être utilisés de la même manière que nous utilisons les bouillottes aujourd'hui. Donc, oui, nous pourrions utiliser les animaux de compagnie comme source de chaleur... sauf que nous sommes beaucoup moins nombreux à pouvoir nous payer de la nourriture pour animaux de compagnie de nos jours. Parmi les autres suggestions, citons la consommation de porridge, le port d'une couche supplémentaire et les sauts en étoile. Mais si ces conseils peuvent déranger les libéraux métropolitains - qui sont sur le point de découvrir comment vit l'autre moitié de la population - pour le précarier en plein essor de la Grande-Bretagne, ils font simplement partie d'un mode de vie soumis à des contraintes énergétiques.

Les réponses des différents partis politiques à la hausse spectaculaire des prix du gaz et de l'électricité sont également instructives. Alors que le parti travailliste a été le plus bruyant à critiquer le faux pas d'OVO, sa réponse instinctive - la suppression de la TVA - a été typiquement celle de la classe moyenne. De toutes les réponses possibles du gouvernement à la crise des prix de l'énergie, celle-ci est la moins efficace et la plus favorable à la classe moyenne. L'économie sur la facture moyenne s'élèverait à environ une livre par semaine sur les factures de tout le monde, indépendamment du revenu du ménage. Rétablir le triple verrouillage des pensions et restituer les 20 £ qui ont été supprimées des allocations l'année dernière serait la meilleure approche, car elle ciblerait les personnes les moins à même de payer des factures plus élevées - mais les travaillistes ne sont pas intéressés par cela, et le gouvernement ne le fera pas car il perdrait la face. Au lieu de cela, la réforme la plus probable sera celle de la réduction pour les maisons chaudes, qui permet actuellement à certains ménages bénéficiant de certaines allocations de demander un rabais de 140 £. Le gouvernement est également sous la pression de ses propres députés pour supprimer les subventions vertes qui représentent 25 % des factures d'électricité des particuliers.

Aucune de ces réponses immédiates n'est suffisante pour faire face à la crise énergétique prolongée - et probablement irréversible - qui est due en partie à l'absence d'investissement pendant la pandémie, en partie à l'augmentation de la demande et de la concurrence dans l'économie mondiale et en partie à l'épuisement des réserves mondiales finies. La réalité est que l'énergie va devenir de plus en plus chère à partir de maintenant. Face à cette situation difficile, le conseil d'OVO n'est insensible que dans le sens où il ne va pas assez loin. Le précarier croissant a renoncé il y a des années à tenter de faire quelque chose d'aussi extravagant que de chauffer une maison entière. Se tenir au chaud est tout ce qui compte. Et au mieux, cela signifie chauffer une seule pièce < tout en faisant attention que la plomberie ne gèle pas >. Le plus souvent, il s'agit d'enfiler des couches de vêtements supplémentaires - le marché des combinaisons de sacs de couchage explose d'ailleurs aujourd'hui. En fonction de leur consommation d'énergie respective, une couverture électrique ou une bonne bouillotte (il vaut mieux ne pas utiliser les deux ensembles) revient beaucoup moins cher que de chauffer une chambre.

Peut-être qu'un jour prochain, on nous rappellera aussi l'objectif initial d'un débit de boissons - pas un endroit pour boire de l'alcool, du moins, pas principalement, mais plutôt un endroit pour se réchauffer pendant les longues nuits d'hiver... pour autant que les pubs n'aient pas tous fermé d'ici là.

Les malheurs du gouvernement ne font que commencer

La mousse politique sur la bière cette semaine concerne la fête arrosée de Boris Johnson alors que le reste du Royaume-Uni était en état d'urgence. Pour l'instant, le parti tory semble prêt à le laisser en place... idéalement jusqu'après les élections locales de mai. Cela dit, au moins trois conservateurs de haut rang - Truss, Sunak et Hunt - se positionnent ouvertement comme des successeurs potentiels, tandis que les responsables du parti planifient la manière la plus favorable de déposer un Premier ministre sans déclencher de crise constitutionnelle.

La goutte d'eau à laquelle Johnson lui-même s'accroche est que, le Royaume-Uni étant probablement la première économie à passer de la pandémie covid à la phase endémique, nos chances économiques pourraient s'améliorer considérablement. Mais cela risque de n'être qu'un vœu pieux.

Des problèmes de devises à venir

S'il est probable que la pandémie touche à sa fin, de sombres nuages économiques se profilent à l'horizon. Les décisions prises l'année dernière de réduire de 20 £ les allocations, de supprimer le triple verrouillage des pensions et d'augmenter l'assurance nationale - une taxe sur l'emploi - pour financer le NHS et les soins sociaux, étaient fondés sur la fausse attente d'un boom post-covid similaire à celui qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Au lieu de cela, la menace de nouvelles restrictions à l'approche de Noël a servi à enfoncer encore plus de clous dans le cercueil des secteurs de l'hôtellerie et du commerce de détail à ce qui aurait normalement été la période la plus rentable de l'année.

Et puis nous avons eu la crise du gaz, avec des prix de gros qui ont atteint plus de 900 % au début de 2021, avant de se stabiliser à environ 400 % d'augmentation annuelle. Comme le Royaume-Uni dépend du gaz pour 50 à 60 % de sa production d'électricité, et en conséquence des politiques "vertes" qui permettent aux producteurs d'énergie éolienne d'esquiver le coût de l'intermittence, la hausse des prix du gaz s'est traduite par une forte augmentation du prix de l'électricité. Et pour ajouter l'insulte à l'injure, divers prélèvements "verts" - en fait des taxes privées - sont ajoutés aux factures d'électricité et, avec la taxe sur la valeur ajoutée, représentent un tiers - 30 % - du prix final. Les entreprises ont déjà du mal à faire face à ces coûts et auront été consternées par les commentaires de Chris O'Shea, PDG du plus grand fournisseur d'énergie britannique Centrica, selon lesquels la hausse des prix de l'énergie persistera pendant au moins 18 mois, les politiques "vertes" mondiales amenant les pays du monde entier à passer du charbon au gaz.

Les ménages ont été protégés de la hausse des prix dans une certaine mesure grâce à un plafonnement des prix imposé par l'État. Mais en février, l'autorité de régulation fixera un nouveau plafond basé sur les prix actuels, qui entrera en vigueur au début du mois d'avril. Cela portera la facture du ménage moyen à environ 2 000 £ par an, en supposant que les ménages continuent à consommer de l'électricité et du gaz au même rythme - ce qui est hautement improbable. Au lieu de cela, nous risquons d'assister à une accélération de la "spirale de la mort énergétique", les consommateurs réduisant leur consommation d'énergie pour tenter de garder des factures raisonnables.

Les conséquences politiques immédiates sont assez claires. Le 1er avril 2022, les ménages vont subir une augmentation vertigineuse de leurs factures d'énergie, le même jour que l'augmentation de nouveaux impôts locaux et nationaux, ainsi que l'augmentation des prix des services réglementés tels que les tarifs ferroviaires et les redevances d'eau. Et si les médias ont couvert certaines augmentations de salaire dans quelques secteurs et concentrées dans une poignée de lieux - notamment Londres - la majorité d'entre nous auront des augmentations de salaire inférieures à l'inflation, si tant est que nous ayons la chance d'avoir une augmentation. Cela signifie que, loin de payer des factures d'énergie plus élevées, la plupart d'entre nous réduiront notre consommation, ce qui mettra encore plus de pression sur les entreprises de distribution d'énergie qui ont déjà des problèmes de trésorerie.

L'énergie domestique n'est même pas le nuage d'orage le plus sombre à l'horizon proche. Alors que les médias se focalisent sur les fêtes de Downing Street et l'augmentation du prix du gaz, le prix du pétrole brut Brent a tranquillement grimpé à 85 dollars le baril. C'est une autre raison pour laquelle ceux qui ont la chance de pouvoir travailler à domicile peuvent s'estimer heureux. Pour ceux qui sont obligés de faire la navette, cela se traduira par une nouvelle hausse des prix de l'essence et du diesel, qui sont déjà proches de leur sommet historique, à savoir 1,46 £ par litre d'essence et 1,49 £ par litre de diesel (7,57 \$ par gallon américain pour l'essence et 7,72 \$ par gallon pour le diesel). Comme pour l'électricité et le gaz, il est probable que les entreprises et les ménages réduiront leur consommation dans une certaine mesure. Mais une grande partie du coût du carburant est cachée dans le coût de tout ce qui est transporté dans l'économie. Si les coûts de transport

augmentent, le coût de tout le reste augmente également.

Dans une certaine mesure, les économistes considèrent que les services publics comme le gaz et l'électricité, ainsi que le carburant, sont "inélastiques". On suppose que nous n'avons tout simplement pas le choix de les payer. Mais ce n'est pas tout à fait vrai. Par exemple, la pénurie de main-d'œuvre à Londres suggère que certains anciens travailleurs ont choisi d'accepter des emplois moins bien rémunérés plus près de chez eux, ce qui leur évite de faire la navette ou de payer un loyer exorbitant pour une chambre partagée dans l'un des quartiers les plus pauvres de Londres. C'est particulièrement vrai pour les milliers de citoyens européens qui sont partis lors du premier verrouillage et ne sont pas revenus. Néanmoins, il est beaucoup plus difficile d'éviter de payer le prix de ces articles non discrétionnaires que d'éviter de faire des achats discrétionnaires comme acheter des produits électriques, partir en vacances à l'étranger ou prendre un repas au restaurant. Et c'est dans ces secteurs discrétionnaires que l'on peut s'attendre à ce que les dommages les plus importants résultent de l'augmentation des coûts qui ne peuvent tout simplement pas être répercutés.

Si la crise actuelle est essentiellement une crise énergétique, la réalité est que nous avons payé l'énergie bien moins chère que la valeur qu'elle nous apporte en retour. Et même avec les augmentations de prix actuels, l'énergie et le carburant ne représenteront probablement pas plus d'un quart des coûts globaux de la plupart des entreprises. La masse salariale est de loin le coût le plus important dans presque toutes les entreprises, du magasin du coin à Microsoft. Il s'ensuit que la hausse des prix va se traduire par des licenciements. Et comme presque tous les emplois peu ou semi-qualifiés ont déjà été supprimés ou externalisés au maximum, cela signifie qu'une partie non négligeable de la classe moyenne des cadres est sur le point de rejoindre la file d'attente du crédit universel.

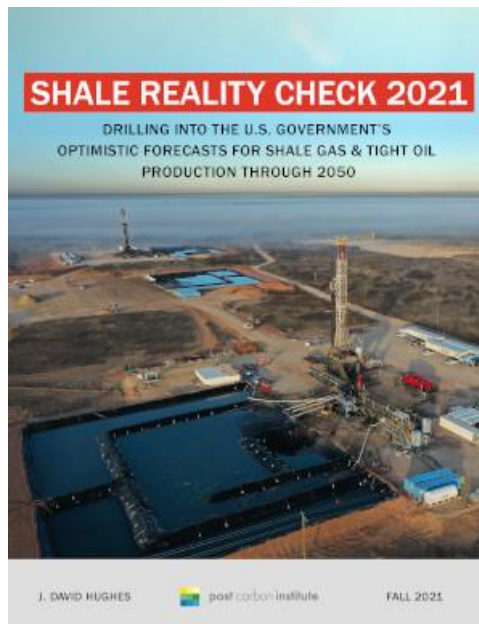
Si vous êtes un gouvernement qui a récemment emprunté quelque 300 milliards de livres sterling pour financer votre tentative démesurée de contrôler un virus, c'est une très mauvaise nouvelle. Non seulement le boom que vous espériez ne se produira pas, mais l'assiette fiscale sur laquelle vous comptiez pour rembourser cette dette est sur le point de se réduire considérablement. Non seulement les vaches à lait que sont le carburant et l'énergie vont cesser de rapporter à des niveaux proches de ceux d'avant la pandémie, mais la perte d'emplois - en particulier les emplois de cadres supérieurs - entraînera une réduction massive des recettes de l'impôt sur le revenu et de l'assurance nationale, qui représentent une grande partie des recettes publiques. Les taxes sur les entreprises ne pourront pas non plus combler le fossé, car elles diminueront elles aussi, les entreprises tentant d'équilibrer la hausse des coûts et la baisse des revenus.

Cela soulève une question particulièrement désagréable : Si le(s) gouvernement(s) (britannique) ne peut pas rembourser ses dettes, peut-il continuer à emprunter ou sommes-nous confrontés à une crise monétaire qui pourrait voir les taux d'intérêt augmenter et les coûts d'importation grimper en flèche, alors même que l'économie nationale est en train de prendre un virage en U ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pétrole et gaz de schiste américain : l'état des lieux

Philippe Gauthier 9 janvier 2022



Les zones d'exploitation du pétrole et du gaz de schiste sont dans un état de déplétion beaucoup plus avancé que ce que laissent entendre les statistiques de l'EIA, l'agence américaine d'information sur l'énergie. C'est du moins ce qu'avance le géologue canadien David Hughes, dans un [rapport publié en décembre 2021](#) par le Post Carbon Institute. L'EIA prévoit un niveau de production élevé jusqu'en 2050, mais le total représente 4,5 fois les réserves de pétrole et 3,6 fois les réserves de gaz démontrées, ce qui paraît douteux.

David Hughes est une sommité dans son domaine. Il a 40 ans de métier, dont 32 à la Commission géologique du Canada, où il a coordonné les efforts nationaux d'évaluation des réserves de charbon et de gaz non conventionnel. Il publie depuis dix ans une série de rapports au Post Carbon Institute, ainsi que diverses autres publications qui lui ont conféré une réputation internationale.

Dans son étude, David Hughes critique le *Annual Energy Outlook 2021*, un rapport de l'EIA qui compile chaque année les sources d'énergie dont disposent les États-Unis, ainsi que des prévisions de production jusqu'en 2050. Ce rapport propose plusieurs scénarios, mais celui qui sert de référence prévoit que les schistes produiront 69 % du pétrole et 77 % du gaz aux États-Unis entre 2020 et 2050.

Les puits de pétrole et de gaz de schiste ont toutefois la particularité de s'épuiser très rapidement. La production d'un puits donné chute de 75 à 90 % en trois ans seulement et sans nouveaux forages continuels, la production d'une zone peut chuter de 25 à 50 % en un an. La qualité de ces zones d'exploitation est également irrégulière et présente un mélange de bons secteurs (*sweet spots*) exploités en priorité et de zones peu productives et sans intérêt qui sont délaissées, car non rentables. Les bons secteurs ne couvrent au mieux que 20 % des zones pétrolières et gazières de schiste.

Après l'explosion initiale de cette production en 2011, les efforts de forage se sont concentrés sur les bons secteurs à partir de 2014 et ceux-ci ont rapidement été saturés. Les efforts se sont déplacés vers des secteurs moins avantageux, mais ceci s'est traduit par une hausse de coûts d'investissement par puits et une hausse du prix du pétrole ou du gaz nécessaire pour justifier ces forages.

La production a néanmoins augmenté de manière soutenue de 2011 à 2019. Elle est actuellement de 12 % inférieure à celle de son sommet de 2019, mais il est difficile de départager ce qui est dû à la déplétion géologique de la ressource et ce qui est lié à la baisse de la demande en temps de pandémie. Certaines zones de production pourraient encore rebondir au-delà de leur niveau de 2019-2020, tandis que d'autres sont de toute évidence en déclin terminal.

Critique des chiffres de l'EIA

Comment l'EIA en arrive-t-elle à prévoir une production représentant 4,5 fois les réserves de pétrole et 3,6 fois les réserves de gaz démontrées d'ici 2050? Selon David Hughes, son erreur consiste à extrapoler à l'ensemble d'une zone pétrolière ou gazière les niveaux de rendement observés jusqu'ici. Cette approche est fortement biaisée, parce que les meilleurs secteurs sont exploités en premier, laissant de côté les secteurs marginaux ou carrément inexploitable. L'EIA considère aussi de manière très optimiste que le coût de forage et de mise en service d'un puits ne dépassera pas 30 dollars le baril, ce qui est déjà le niveau actuel.

David Hughes estime donc que le niveau de production d'ici 2050 sera inférieur aux prévisions de l'EIA. Il calcule aussi que le scénario de référence de l'EIA exigerait le forage de 643 105 puits, au coût estimé de 4 360 milliards de dollars (pétrole et gaz combinés). Cet effort et cette dépense s'arriment mal aux autres priorités américaines en matière d'environnement et de sécurité énergétique.

Le chercheur observe aussi que **six des sept zones de pétrole de schiste analysées (représentant 98 % de la production) sont déjà en déclin.** Pendant l'été 2021, leur niveau de production était de 15 à 41 % inférieur à celui observé lors de leur pic. Dans le cas du gaz, cinq des six zones étaient en déclin, à des niveaux de 12 à 66 % inférieurs à celui de leur pic. Deux de ces zones, Barnett et Fayetteville, ont atteint leur pic dès 2011 et 2012 et sont en déclin terminal, les nouveaux forages étant rares.

Les constats zone par zone sont résumés dans ce tableau. Les blancs représentent une absence de production ou un pic non encore atteint.

Zone	Production, juillet 2021		Date du pic	Déclin par rapport au pic
	Pétrole (mb/j)	Gaz (bcf/j)		
Zones pétrolières (schistes)				
Bakken	1,12	1,94	Novembre 2019	25,6 %
Eagle Ford	0,96	3,90	Mars 2015	40,6 %
Permian: Spraberry	1,24	13,15		
Permian: Wolfcamp	2,34		Mars 2020	15,7 %
Permian: Bone Spring	0,57		Mars 2020	2,9 %
Austin Chalk	0,10		Décembre 2018	17,2 %
Niobara	0,39	2,85	Novembre 2019	30,4 %
Autres	0,59		Septembre 2019	29,0 %
Total	7,31	21,85	Novembre 2019	12,2 %
Zones gazières (schistes)				
Barnett		1,99	Novembre 2011	62,3 %
Haynesville		11,10		
Marcellus		25,29		
Utica		7,08	Septembre 2019	14,8 %
Fayetteville		1,00	Novembre 2012	66,0 %
Woodford		2,76	Mai 2019	11,9 %
Autres		4,31	Septembre 2019	24,0 %
Total		53,53		

Compilé par Philippe Gauthier, d'après Hughes (2021)

En conclusion, David Hughes estime que si la production de pétrole et de gaz de schiste va demeurer élevée à courte et moyenne échéance, les prévisions trop optimistes rendent un mauvais service à la stratégie énergétique

à long terme des États-Unis. Non seulement le pays va demeurer un importateur net de pétrole jusqu'en 2050, même selon les estimations optimistes de l'EIA, mais la production risque de plus d'être inférieure aux prévisions, à un coût plus élevé. La « révolution du schiste » a donné 15 ans de répit au pays, mais celui-ci touche à sa fin.

Source : David Hugues, [Shale Reality Check 2021](#), Post Carbon Institute, 8 décembre 2021

▲ [RETOUR](#) ▲

.Je suis le dernier de mon peuple

Par Tom Lewis | 11 janvier 2022

THE DAILY IMPACT



Mon nom est Chingachgook <le dernier des Mohicans>. Je suis un rédacteur. Je suis le dernier de mon peuple.

Autrefois, nous étions aussi nombreux que les bisons. Nous parcourions les couloirs de toutes les entreprises de communication, empêchant les personnes qui ne savaient pas épeler, ponctuer ou parler la langue, ou qui ne savaient tout simplement rien, de vous importuner.

Nous, les rédacteurs, avons été mis en danger lorsque les personnes qui nous payaient ont découvert que vous ne vous en souciez pas, que vous étiez heureux de payer pour une écriture, une parole et une pensée bâclées tant que cela ne remettait pas en cause vos opinions ou ne troublait pas votre esprit. Nous avons encore été mis en danger lorsque les plateformes sociales se sont ouvertes et que les gens ont réalisé qu'ils pouvaient transmettre leurs divagations au monde entier - gratuitement, alors qu'il fallait auparavant des milliers, voire des millions de dollars pour construire une station de radio ou de télévision, ou créer un journal ou un magazine.

Les vannes se sont ouvertes, et les rédacteurs en chef ont été mis au pied du mur. Bientôt, plus personne ne savait où mettre une apostrophe (it's ou its ?), la différence entre there et they're, loose et lose - mais tout le monde était absolument sûr de ses références en sciences politiques, médecine, relations internationales, religion et philosophie.

Et il n'y a pas que Facebook et Internet. Au cours des derniers mois, dans des livres publiés par les plus grandes maisons du pays, figurant sur la liste des best-sellers du New York Times, j'ai lu que des gens "claquaient les freins" de leur voiture, voyaient comment une lumière "apparaissait à la fenêtre" et enduraient la "vitre de l'accouchement". (Les applications de vérification orthographique ne sont pas des éditeurs. Le mien n'a attrapé qu'une seule des malpropretés ci-dessus).

Les éditeurs existaient pour empêcher la langue, qui est notre seul lien avec les autres et la seule source de notre information et de notre éducation, de se fondre dans une boue inutile, ce qu'elle est en train de faire. Je n'ai pas vu d'éditeur, dans la nature ou au bureau, depuis des années. Nous sommes presque tous partis. Nous allons vous manquer, quand il sera trop tard.

ADAPTATION PROFONDE, POST-DURABILITÉ ET POSSIBILITÉ D'EFFONDREMENT SOCIÉTAL

Par Kurt Cobb Dimanche 17 mars 2019

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb

J'écris cet article principalement pour vous inciter à lire un article universitaire qui a attiré une attention relativement large. Il s'intitule "**Deep Adaptation : A Map for Navigating Climate Tragedy**".

Il est remarquable à plus d'un titre. Tout d'abord, il a été rédigé par un professeur de leadership en matière de durabilité, qui s'emploie depuis longtemps à aider les organisations, notamment les gouvernements, les organisations à but non lucratif et les entreprises, à devenir plus durables. Deuxièmement, l'auteur, **Jem Bendell**, est arrivé à la conclusion suivante après un examen exhaustif des résultats les plus récents concernant le changement climatique : "**effondrement inévitable, catastrophe probable et extinction possible**". Troisièmement, son article a été rejeté pour publication non pas parce qu'il contenait des erreurs de fait, mais en grande partie parce qu'il était trop négatif et qu'il était considéré comme une source de désespoir.

Il est important de comprendre ce que Bendell entend par "effondrement" dans ce contexte. Il n'entend pas nécessairement par là un événement qui se produirait dans un laps de temps relativement court, partout dans le monde et en même temps. Il entend plutôt par-là de graves perturbations de nos vies et de nos sociétés, à un degré tel que nos arrangements institutionnels actuels deviennent largement inutiles. Il pense que nous ne serons pas en mesure de répondre à l'ampleur de la souffrance et du changement en faisant les choses comme nous les faisons maintenant, avec seulement quelques ajustements réformistes.

Il n'est pas surprenant que cette idée ne soit pas bien accueillie dans les milieux de la durabilité. En effet, nos arrangements actuels, même s'ils sont "réformés" pour tenir compte des impératifs environnementaux, ne sont en aucun cas à la hauteur de la tâche à accomplir. **Nos institutions actuelles sont structurellement incapables de répondre à ce qui va arriver** et, par conséquent, la consultation sur la manière de les réformer est en grande partie une course de dupes - ce n'est pas la manière dont les experts et les consultants en durabilité veulent être considérés.

Bendell propose plutôt une éthique "post-durabilité". Nous devons abandonner l'espoir que notre société puisse poursuivre sa trajectoire actuelle - en tenant compte, bien sûr, de la réduction des émissions de carbone et de l'adaptation au changement climatique - et adopter ce qu'il appelle une "adaptation profonde". Ce programme appelle à la résilience, au renoncement et à la restauration. Les mots eux-mêmes, en particulier le terme "renoncement", donnent une idée de l'approche radicale que M. Bendell juge nécessaire aujourd'hui. Pour plus de détails, je vous implore de lire le document.

La partie la plus intéressante de ce document est peut-être sa discussion détaillée de ce que Bendell appelle le "**déni de l'effondrement**". Comprendre la psychologie derrière le déni de l'effondrement en tant que possibilité et l'opprobre jeté sur ceux qui en parlent ouvertement est essentiel pour comprendre le discours actuel sur le changement climatique (et de nombreux autres sujets environnementaux existentiels).

Il s'avère que l'espoir peut être un opiacé. Il peut vous empêcher de penser à ce que vous pourriez avoir à faire si le pire se produisait. Que vous soyez d'accord ou non avec Bendell sur le caractère inévitable de l'effondrement, sa lecture bouleversera probablement vos façons habituelles de penser aux réponses à nos défis environnementaux et augmentera probablement l'étendue des réponses que vous êtes prêt à envisager.

LES ÉMISSIONS DE CARBONE ATTEIGNENT UN RECORD : COMMENT CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Par Kurt Cobb Dimanche 31 mars 2019

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb

Lorsque les émissions de carbone ont semblé se stabiliser de 2014 à 2016, certains ont eu l'espoir que la civilisation industrielle pourrait tout simplement être capable de découpler les émissions de carbone de la croissance économique. Après tout, l'économie mondiale avait progressé et pourtant les émissions de carbone n'avaient pas augmenté avec elle.

Avance rapide jusqu'à aujourd'hui. Il s'avère que les humains brûlent encore beaucoup de carbone pour soutenir la croissance économique, puisque les émissions de carbone ont atteint un nouveau record en 2018. L'arrêt temporaire de 2014 à 2016 était principalement dû au remplacement rapide des centrales électriques au charbon par du gaz naturel et des sources d'énergie renouvelables, une tendance qui, à elle seule, ne peut pas résoudre la crise climatique.

Ainsi, une fois de plus, les responsables politiques se demandent comment ils pourraient parvenir à la baisse rapide des émissions que les scientifiques du monde entier jugent nécessaire pour éviter un changement climatique catastrophique. La réponse est en fait simple et extrêmement douloureuse. **Ils doivent cesser de se concentrer sur la croissance et faire un effort considérable pour réduire les émissions.**

L'une des raisons pour lesquelles la plupart des dirigeants du monde refusent d'envisager cette solution est qu'elle entraînerait des troubles massifs, car les personnes situées au milieu et au bas de l'échelle économique seraient privées de la possibilité d'améliorer leur vie matérielle. La seule façon de faire face à une telle situation serait de leur garantir les éléments de base que sont le logement, l'éducation, les soins de santé et une alimentation abordable, ce que la plupart des élites dirigeantes ne peuvent envisager comme une possibilité.

Inverser le changement climatique produirait sans aucun doute beaucoup d'activité économique. Elle pourrait même permettre une certaine croissance économique. Mais si la croissance reste l'objectif de toutes les sociétés de la planète, il est presque certain que nous ne parviendrons pas à lutter contre le changement climatique.

Il y a aussi le problème de la croissance continue qui met en danger de nombreux autres systèmes, au-delà du climat, dont les humains dépendent pour leur survie. La liste comprend les sols fertiles, l'eau potable, l'air sain et les forêts viables. Et il s'avère que ces quatre éléments sont également liés au changement climatique. La dégradation des sols par les méthodes agricoles modernes libère du carbone dans l'atmosphère. Le passage à une agriculture qui, simultanément, construit les sols et séquestre le carbone permettrait de résoudre les problèmes de fertilité et de climat.

L'augmentation des sécheresses et des inondations est une caractéristique attendue du changement climatique, et ces deux phénomènes mettent en danger l'approvisionnement en eau propre et adéquate.

La plupart des gens savent que les arbres stockent beaucoup de carbone. La déforestation libère ce carbone lorsque les arbres se décomposent. La plantation d'arbres l'absorbe.

Quant à l'air, ce que nous faisons pour le rendre plus sain accélère le changement climatique mondial. En réduisant la pollution atmosphérique, on réduit les aérosols qui proviennent de cette pollution, aérosols qui bloquent une partie de la lumière du soleil. En assainissant l'air, nous laissons entrer une plus grande quantité de lumière qui se transforme ensuite, en partie, en chaleur.

Pour faire évoluer une société mondiale entière vers une existence respectueuse du climat, il faudrait une solidarité et une coopération sans précédent. L'aspect le plus difficile de cette solidarité serait de garantir une vie décente à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique, alors qu'ils travaillent avec l'ensemble de la société pour éviter les pires conséquences d'un changement climatique et pour construire un mode de vie qui ne soit pas fondé sur l'accumulation continue.

Certains signes montrent que les gens commencent à penser en ces termes, puisque le revenu de base universel est désormais un thème de la prochaine campagne présidentielle américaine. En Inde, le projet Modicare, du nom de l'actuel premier ministre Narendra Modi, permettra à 500 millions d'Indiens de bénéficier d'une assurance maladie gratuite. On peut se demander si le système sera viable tel qu'il est conçu actuellement. Mais c'est le genre de garantie qu'il faudra mettre à la disposition des pauvres afin de s'assurer leur aide dans la lutte contre le changement climatique. (Ce n'était pas, bien sûr, la raison de la mise en œuvre de Modicare).

Je pense que ce n'est pas un hasard si de nombreux pays remarquables pour leurs réalisations en matière de réduction des émissions de carbone disposent de systèmes publics de protection sociale généreux. La liste des pays dont les émissions de gaz à effet de serre ont culminé au plus tard en 2010 comprend l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Costa Rica, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède et la Suisse. Un grand nombre des pays européens cités ont atteint un pic au plus tard en 2000.

Une grande partie de l'ancienne Union soviétique et de l'Europe de l'Est entre également dans cette catégorie. L'une des raisons est l'implosion de leurs économies après l'effondrement de l'Union soviétique et la chute du mur de Berlin. Une autre raison peut être les prestations sociales publiques que la plupart d'entre eux continuent d'offrir à leurs citoyens.

La solidarité et le confort de base ne sont pas une garantie de progrès en matière de climat. Mais ils semblent constituer un point de départ très important, surtout si l'on considère l'ampleur de la tâche à accomplir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Système électrique sous tension : de l'urgence de baisser notre consommation

Concepcion Alvarez Publié le 11 janvier 2022

novethic

Vague de froid, absence de vent et production nucléaire en baisse. Ces trois facteurs mettent sévèrement à mal notre système électrique faisant craindre des tensions sur l'approvisionnement dans les prochaines semaines. Pour les experts, cela devrait pousser le gouvernement à accélérer sur la grande oubliée de la transition énergétique : l'efficacité énergétique (rénovation thermique, baisse de la consommation d'énergie...).



Le gouvernement planche sur un décret autorisant une augmentation temporaire des plafonds de production

des centrales à charbon pour les mois de janvier et février.

La vague de froid qui s'abat sur l'Hexagone, [contrastant avec les températures exceptionnellement douces pendant les fêtes de fin d'année](#), risque de mettre à mal notre approvisionnement en électricité. Selon RTE, le gestionnaire du réseau, *"le recours à des moyens post marché (interruption de grands consommateurs industriels, baisse de la tension sur les réseaux de distribution) serait probable en cas de vague de froid (de l'ordre de 4°C en dessous des normales) ou de situation de très faible production éolienne sur la plaque européenne, et quasi-certain si ces deux facteurs se combinent"*.

C'est pour cette raison que le gouvernement planche sur un décret autorisant une augmentation temporaire des plafonds de production des centrales à charbon pour les mois de janvier et février. Depuis le 1er janvier, celles-ci sont normalement limitées à un seuil d'émission de gaz à effet de serre équivalent à environ 700 heures de fonctionnement sur l'année. Le projet de décret prévoit d'élever ce seuil à 1 000 heures. La France compte encore deux centrales à charbon, à Saint-Avold (dont la fermeture est prévue en mars prochain) et à Cordemais.

"Notre système électrique n'est pas fiable"

Face à ces tensions, n'est-on pas allés trop vite sur la sortie du charbon, mais aussi la fermeture de Fessenheim, érigées en symboles par le président Emmanuel Macron ? *"On s'est effectivement précipités sur la fermeture de Fessenheim, même si ça n'aurait pas tout changé, du coup, on essaie de trouver des moyens de passer l'hiver"*, explique Nicolas Goldberg, senior manager énergie pour le cabinet de conseil Columbus Consulting. *"Je pense que nous aurons encore un ou deux hivers compliqués le temps que l'EPR de Flamanville, la centrale à gaz Landavisiau et les parcs éoliens offshore ne soient mis en service"*.

Pour Neil Makaroff, du Réseau action climat, la situation actuelle est le résultat du retard pris par la France sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. *"Notre système électrique n'est pas fiable d'autant qu'on a une envolée des prix due à l'importation de gaz au sein de l'Union européenne. La France subit la procrastination sur les énergies renouvelables – nous sommes l'un des rares pays en Europe à ne pas avoir atteint ses objectifs 2020 - mais aussi sur la rénovation énergétique des bâtiments et l'efficacité énergétique. La première bataille à mener est celle de la baisse de la consommation d'énergie"* rappelle le chargé des politiques européennes.

"Nous sommes à la croisée des chemins"

La France fait actuellement face à plusieurs problématiques. **L'absence de vent ralentit la production des éoliennes.** D'autre part, [la disponibilité du parc nucléaire a atteint son niveau le plus bas](#) jamais enregistré à cette période de l'année avec une fourchette comprise entre 43 et 51 GW pour la majeure partie de janvier. *"Il ne s'agit néanmoins en rien de situations de 'black-out' impliquant une perte généralisée de l'alimentation électrique sur le territoire, mais d'une opération contrôlée par RTE et mise en œuvre en lien avec l'administration territoriale de l'État, qui a un impact localisé et limité dans le temps (2 heures maximum consécutives), épargnant les consommateurs sensibles (en particulier le secteur de la santé)"*, a précisé RTE.

Faire tourner les centrales à charbon pour éviter les coupures d'électricité, c'est finalement un moindre mal pour Nicolas Goldberg. *"Certes, les centrales à charbon sont très polluantes, mais s'il devait y avoir des coupures d'électricité parce qu'on a interdit aux centrales à charbon de fonctionner, le risque serait très important sur le plan de l'acceptabilité de la transition écologique"* prévient-il. *"Nous sommes à la croisée des chemins, on devrait être plus sereins après 2024, même si on n'échappera pas à la question de la performance énergétique"* rappelle-t-il lui aussi.

Des températures records attendues en Amérique du Sud

Karine Durand Spécialiste météo extrême et environnement Publié le 12/01/2022

20 ANS FUTURA PLANÈTE



L'Argentine, le sud du Brésil, l'Uruguay et le Paraguay sont confrontés à des températures caniculaires cette semaine. La barre symbolique des 50 °C sera peut-être atteinte ou frôlée ces jours-ci.

L'Amérique du Sud se trouve actuellement en plein été et le mois de janvier est habituellement le plus chaud de l'année. Mais après avoir subi une première vague de [chaleur](#) d'intensité sévère la semaine dernière, le sud du continent, en particulier l'Argentine, suffoque à nouveau sous des températures extrêmes. Ce week-end, les régions agricoles du sud de l'[Argentine](#) seront touchées par des pics à 48 °C, voire peut-être localement 50 °C, ce qui donnerait lieu à un record absolu de chaleur enregistré pour le pays.

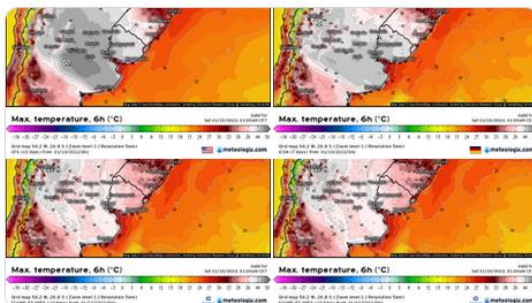
L'Argentine sera alors la zone la plus chaude du monde l'espace de quelques heures. Sur cette région connue pour ses vastes cultures de [maïs](#), les 35 à 40 °C seront dépassés presque partout jusqu'à la fin de semaine. À Buenos Aires, le [mercure](#) devrait grimper jusqu'à 38 °C. D'une manière générale, les températures se situent environ 10 à 12 °C au-dessus des moyennes de saison. La sécheresse sévit depuis déjà plusieurs mois sur cette zone et les experts agricoles estiment que [seulement 30 % des cultures en cours sont encore en bon état](#).



Dr. Serge Zaka (Dr. Zarge)
@SergeZaka



Une canicule invraisemblable va s'abattre sur la région agricole argentine (maximales prévues entre 47 & 50°C*!). Le record national (fiable) du pays étant de 47.3°C à Campo Gallo le 16 oct. 1936. Maïs, soja & vigne sont en (pré)floraison, laissant craindre un désastre agricole.



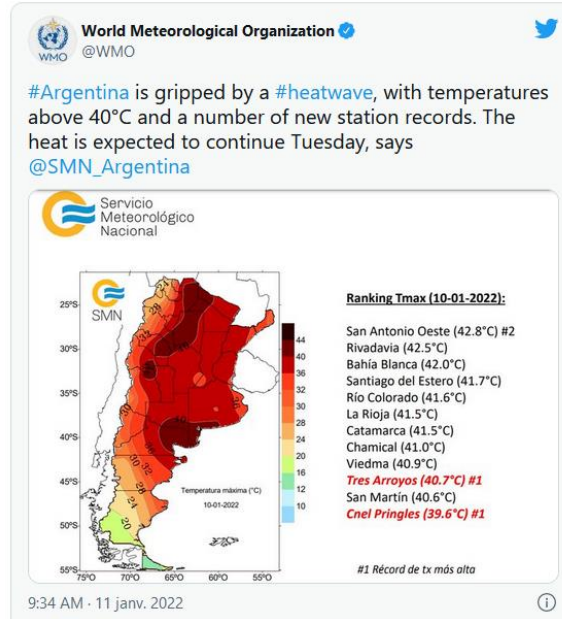
3:53 AM · 10 janv. 2022



[Lire la conversation complète sur Twitter](#)

Le phénomène La Niña en cause

Les années marquées par [le phénomène La Niña](#), une [anomalie](#) chaude des températures de l'océan Pacifique, coïncident généralement avec les pires années de [sécheresse](#) dans le sud de l'Argentine. Le phénomène [La Niña](#) a toujours des conséquences très marquées sur l'Amérique du Sud, avec un temps plus humide que la normale au nord (inondations au Brésil) et une sécheresse au sud, en Argentine, Chili et Uruguay, probablement accentuée par le [réchauffement climatique](#) de ces dernières années.



▲ [RETOUR](#) ▲

.Pollution lumineuse : l'obscurantisme de l'écologisme

Simone Wapler 1 janvier 2022

La pollution lumineuse est un nouvel ennemi que nos autorités combattent déjà farouchement. Les armes préférées sont déjà dégainées : réglementation, taxation.



Avec les illuminations de fêtes, le sujet de la pollution lumineuse redevient le marronnier en vogue des [medias](#).

Longtemps sous-estimé, ce phénomène est désormais un chantier incontournable pour les collectivités, assène [La Tribune](#). La pollution lumineuse est néfaste pour les êtres vivants, alerte [France Bleu](#). Elle modifie l'expression génique chez les têtards de crapaud commun, s'alarme [l'inee.cnrs](#). *Libération*, au travers de son [Check-News](#) (dont la réputation d'imprécision et de légèreté n'est plus à faire) déplore que toutes les nuisances soient

difficiles à dénoncer car pas assez mesurées. Plus de 200 éclairages non réglementaires photographiés en une nuit par FNE 192, s'indigne [La Dépêche](#).

Rassurez-vous, la réglementation s'est déjà emparée de cet important problème qui nous mine à notre insu. Il existe donc de multiples articles contenus dans la loi « portant engagement national pour l'environnement » dite Grenelle II.

[L'article 41 de la loi](#), codifié à l'article L.583-1 du Code de l'environnement précise les 3 raisons de prévenir, supprimer ou limiter les émissions de lumière artificielle lorsque ces dernières :

- sont de nature à présenter des dangers ou à causer un trouble excessif aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes
- entraînent un gaspillage énergétique
- empêchent l'observation du ciel nocturne.

Suivent des prescriptions techniques, des zonages, des plages horaires, des préconisations, des exceptions, etc. Bref, une bonne petite jungle réglementaire comme savent en créer nos zélés fonctionnaires. Ils donnent ainsi du boulot supplémentaire à des élus locaux qui auront eu l'idée saugrenue d'éclairer le clocher ou le patrimoine de leur village : « l'arrêté introduit un volet de contrôle : chaque gestionnaire d'un parc de luminaires devra avoir en sa possession un certain nombre d'éléments permettant de vérifier la conformité des installations d'éclairage (donnée sur l'intensité lumineuse, date de mise en fonction, puissance électrique du luminaire...) ».

Gulliver enchaîné par mille petits riens

Progressivement, sans que nous y prenions garde, nous voici ainsi entravés par des myriades de petites réglementations tatillonnes, tel Gulliver immobilisé par les Lilliputiens comme le notait l'entrepreneur Elon Musk dans une [interview récente](#).

Les voyages de Gulliver écrit par Swift sont moins connus en France que le Micromégas de Voltaire mais ces récits fantastiques n'avaient d'autre but que d'être des satires de la société de leur époque.

Les Lilliputiens sont en guerre permanente contre les îliens de Blefuscu qui refusent de se voir imposer le côté par lequel il faut casser les œufs à la coque (les gros-boutistes et les petits-boutistes s'arc-boutant sur leurs positions respectives).

Les écologistes semblent, eux aussi, être entrés dans des guerres absurdes : les arbres morts, la pollution lumineuse, le nucléaire, le CO2, les moteurs thermiques, etc.

L'écologisme, loin de lutter contre la véritable pollution, ou plus simplement le gâchis de ressources – y compris et surtout celui qui est imposé par les puissances publiques et ces guerres idiotes – est devenu une idéologie. Cette idéologie s'oppose désormais à tout ce qui a conduit à ce que l'abondance et le choix remplacent la disette et la famine : la liberté d'entreprendre, la propriété privée, le capitalisme, la technologie.

Les écologistes contemporains auraient au XXe siècle probablement dit non à l'électricité nucléaire qui nous permet encore (mais pas pour longtemps, probablement) d'avoir de l'énergie ne dépendant pas de la consommation de forêts englouties il y a des milliards d'années dont la macération a produit les hydrocarbures. Les écologistes auraient, au XVIIIe siècle, dit non à la culture en Europe de la pomme de terre qui a pourtant éradiqué les famines. Il y a dix mille ans, ils auraient encore dit non au développement de l'agriculture. Il y a 400 000 ans, ils se seraient opposés à la domestication du feu. L'écologisme n'est plus aujourd'hui que le nouveau visage de l'obscurantisme.

2022, dire la vérité scientifique aux Français

12 janvier 2022 / Par biosphere



le point de vue des écologistes

Jean-David Zeitoun nous avait montré en juin 2021 que l'industrialisation des sociétés occidentales avait produit un effet largement délétère sur la santé : « L'urbanisation à marche forcée, la densification de l'habitat dans des conditions insalubres et le maintien de fortes inégalités sociales détériorent l'espérance de vie. Aujourd'hui, nous avons d'un côté dans le PIB les dépenses de santé et les médicaments, mais de l'autre les pesticides, les hydrocarbures, la cigarette ou l'alcool. Avec les cancers, les maladies cardio-vasculaires, le diabète et l'obésité, morbidité et mortalité s'accroissent. Aux facteurs de risque comportementaux s'ajoutent, de plus en plus, les grandes menaces environnementales que sont le réchauffement, l'effondrement de la biodiversité et les pollutions diffuses, et sur lesquelles viennent se greffer les risques de maladies infectieuses émergentes comme le Covid-19. La « résistance à mourir » commence à rencontrer ses limites. » Un médecin et épidémiologiste qui ne s'intéresse pas seulement aux symptômes du mal-être occidental mais aussi à ses causes, ça c'est un écologiste.

Jean-David Zeitoun en janvier 2022 élève le débat : « On ne sait pas si les candidats à l'élection présidentielle de 2022 auront recours à la science, mais beaucoup de thèmes de campagne s'y prêteront : la santé, l'environnement, la démographie. Les candidats auront l'opportunité d'élaborer leurs programmes sur une quantité de faits. Par exemple un État qui tient à protéger sa population doit s'en prendre aux industries qui vivent intentionnellement ou non de la production de maladies. La chimie, les transports fossiles, l'alcool, le tabac, certains aliments toxiques et, peut-être, déjà, les médias sociaux ont tous des effets négatifs sur la santé physique et mentale. Ces industries détruisent plus de valeur qu'elles n'en créent, et elles ne rendent pas heureux. Cette conception scientifique de la campagne peut s'appliquer à l'environnement – un sujet que je connais un peu – et à la démographie – un domaine que je ne connais pas mais dont les scientifiques ont aussi des choses à nous dire. »

Michel SOURROUILLE sur [lemonde.fr](#) : Au niveau démographique, on a démontré de manière scientifique que les Français par leur empreinte écologique ont déjà dépassé la capacité de charge de leur territoire, la France est donc surpeuplée. Il faut par voie de conséquence arrêter toute aide aux familles nombreuses de la part de l'État pour mettre les citoyens en face de leur responsabilité personnelle en matière de fécondité. La science nous dit « fin des allocations familiales », mais la politique nous dit « est-ce que cela va faire plaisir aux électeurs ? » C'est là le dilemme entre une démocratie reposant sur des citoyens conscients des faits bien établis et un populisme où des citoyens irresponsables vont continuer de voter...

montaphilant : Sourrouille, le malthusianisme est une idéologie populiste totalitaire sans aucun fondement scientifique. Au passage, vous connaissez bien mal la France qui est en réalité un désert démographique.

Michel SOURROUILLE @ Montaphilant. La France avec plus de 100 hab./km² offre à chaque personne un carré de moins de 100 mètres de côté dans lequel, pour être autonome, il doit pouvoir à la fois faire son potager, nourrir son bétail, construire sa maison, trouver du pétrole, et même laisser un peu d'espace pour la nature sauvage... En fait le Français moyen se retrouve dans un « désert » qui mesure moins d'un hectare... alors il préfère, pour échapper au vertige de sa solitude, s'entasser dans des conurbations qui deviennent ingérables. Bien entendu nous aimerions aussi avoir votre point de vue argumenté. Par exemple, quand on vous parle de dépassement de la capacité de charge, quels sont vos arguments scientifiques pour dire le contraire ?

.2022, le programme d'Anne Hidalgo

Dans une France gouvernée par Anne Hidalgo, en bref et avec commentaires très méchants :

– **augmenter le smic de 15 % dès son arrivée au pouvoir....** Pourquoi pas si en contrepartie on instaure un salaire maximum autorisé « au forceps » ! <... *ce qui va augmenter la consommation, donc détruire encore plus rapidement l'environnement.*>

Lire, [pour des patrons payés au mieux à 10 fois le SMIC](#)

– **le plus gros salaire d'une société ne doit pas excéder vingt fois le salaire le plus faible....** Mesure pas préparée en amont, trop clivante, cela n'arrivera pas, ce sont des paroles en l'air.

Lire, [2022, le revenu maximum autorisé au programme](#)

– **inscrire dans la Constitution la lutte contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité....** C'était déjà une volonté, avortée, d'Emmanuel Macron !!!! Le 6 juillet 2021 le gouvernement avait annoncé vouloir mettre "un terme au processus de révision constitutionnelle". Hidalgo plus forte que la droite sénatoriale ?

Lire, [Le référendum CLIMAT n'aura pas lieu](#)

– **100 % d'énergies renouvelables « aussi rapidement que possible », sans construction de nouveaux réacteurs nucléaires....** Aucune trace de sobriété énergétique dans ce discours.

Lire, [EDF et le scénario « 100 % renouvelables »](#)

– **installer un million de nouvelles bornes de recharge de véhicules électriques....** Avec des éoliennes reliées à la borne ?

Lire, [Le rêve de l'automobile pour tous prend fin](#)

– **Le prix du billet d'avion sera augmenté d'une taxe carbone si le trajet peut se faire en train de manière « comparable »....** Une taxe carbone remise dans un petit coin !

Lire, [la fuite éperdue des politiques devant la taxe carbone](#)

– **le « numéro deux » du gouvernement sera d'un ministre du climat, de la biodiversité et de l'économie....** On vu ce que ça a donné avec Nicolas Hulot ministre et numéro deux ; rien du tout.

– **le droit de vote serait donné aux étrangers pour les élections locales....** Faut pas avoir honte, c'était déjà dans le programme de Mitterrand en 1981 et dans celui d'Hollande en 2012.

– **création d'un tribunal pénal international de l'environnement....** La Cour internationale de justice de La Haye a toujours refusé de reconnaître un droit d'ingérence écologique.

– **chaque jeune toucherait 5 000 euros le jour de ses 18 ans....** Comme rien n'indique si c'est au service d'un projet ou pour s'éclater entre potes aux Bermudes, c'est de l'argent foutu en l'air. Les jeunes doivent apprendre la sobriété et l'effort, on va à l'inverse en distribuant inconditionnellement de l'argent.

Nucléaire, trop coûteux pour être valable

Entre 1976 et 1990 (14 ans), la France a mis en service 48 réacteurs, entre 1990 et 2010 (20 ans), 8 réacteurs à eau pressurisée dite de deuxième génération. Entre 2010 et aujourd'hui, rien, zéro.

Adrien Pécout : « Le chantier du réacteur nucléaire EPR (European Pressurized Reactor) de « troisième génération » à Flamanville connaît retard et surcoûts. EDF a commencé le chantier de l'EPR en 2007, et visait initialement une mise en service... pour 2012. La date de chargement du combustible dans la cuve du futur réacteur a été décalée de fin 2022 au second trimestre 2023. Le coût de construction était estimé à l'origine à 3 milliards d'euros, il est passé à 12,7 milliards d'euros annonce l'entreprise. En juillet 2020, la Cour des comptes considérait même que le coût total du chantier s'élèverait à plus de 19 milliards d'euros. »

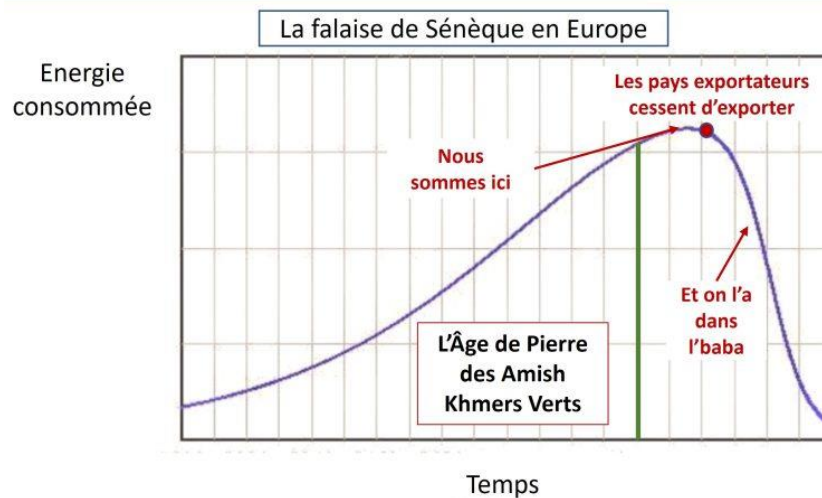
Les deux premiers EPR à être entrés en fonctionnement dans le monde, en 2018 et 2019, se trouvent en Chine, à Taishan. Un phénomène d'usure mécanique de certains composants d'assemblages a déjà conduit à l'arrêt, en juillet 2021, de l'un d'eux.

Malgré les problèmes constatés sur le chantier de Flamanville-3, Emmanuel Macron, qui ne doute de rien même contre l'évidence, avait annoncé le 9 novembre 2021 son intention de « relancer la construction de réacteurs nucléaires dans notre pays ». On se contente de chercher désespérément comment accroître l'offre, le nucléaire un jour, l'hydrogène un autre jour, les agrocarburants parfois, la recherche du mouvement perpétuel le plus souvent. Mais absolument personne ne parle des nécessaires économies d'énergie.

▲ [RETOUR](#) ▲

.ET C'EST ICI QU'ON L'A DANS LE ...

12 Janvier 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND



... [baba, tout le monde](#) l'aura compris. Si certains ont pensé à une partie charnue, je n'y peux rien s'ils ont l'esprit mal placé.

Bien que, personnellement, avec mon bébé covid ridicule, j'ai l'impression d'avoir été banané dans les grandes largeurs. [Remboursez](#).

Comme dit l'auteur de l'article, les pays exportateurs n'exportent plus et les pétrins bien que ne pétrissant plus, nous mettent dans le dit pétrin. C'est clair non ???

Pour les pays non exportateurs, on a deux cas de figure, [le Mexique](#) qui n'a, de toute façons plus assez de ressources propres, et l'Indonésie, qui en a (charbon, mais plus de pétrole), mais se retrouve dans la situation de

l'Argentine de Kirchner. À cette époque, le prix de la viande flambaient, parce que les producteurs préféraient vendre à l'exportation, dédaignant le marché intérieur et ses bouseux pas assez friqués.

Après, la préférence à l'export peut fonctionner un temps. Mais entre l'exportation et les troubles intérieurs, mon petit "doit" me dit qu'on choisira, à terme, de sacrifier clients externes, sauf ceux possédant de gros, gros muscles.

Questions branquignols, [on a EDF](#) en pole position. L'EPR est encore dans les choux. A croire que c'était une plantation des dits choux avant. Le gag c'est qu'ils en veulent 14.

Les allemands sont beaucoup plus réalistes devant la [catastrophe nucléaire](#). De toute façon, **s'obstiner dans le nucléaire, ce n'est que reculer pour mieux s'écraser dans la falaise de Sènèque.**

Question crétinisme ambiant, les [compagnies aériennes](#) qui font voler des [avions vides](#), des autorités qui refusent de changer les règles, que ce soit pour le transport aérien ou pour le [marché de l'électricité](#), [précipitent la crise](#).

[Le nucléaire piétine](#) et visiblement est rentré dans sa spirale de la mort. De plus, quel mineur va exploiter une mine d'uranium s'il sait qu'il vendra à un prix ridicule ? D'ailleurs, [la crise Kazakh](#) prouve la fragilité du modèle, assis sur UN producteur, assurant 40 % de la production.

.TWIST AGAIN À MOSCOU...

Vous vous souvenez du film "twist again à Moscou", il y avait un immeuble d'habitation qui voyait sans cesse sa date de livraison décalée.



Là, le "Diverge again à Flamanville" diverge sérieusement.

[La propension](#) de not'bon président à passer pour un C... va devenir proverbiale.

Résumons : la pénurie d'uranium menace, EDF n'a pas les moyens d'entretenir son parc existant, ni en compétences, ni en finances.

La simple rentabilité du site de Trouville, pardon, Flamanville est simplement impossible.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Crimes contre notre pays

Par James Howard Kunstler – Le 3 janvier 2022 – Source kunstler.com



Cette année de psychose mondiale écœurante s'est terminée avec le Dr Robert Malone, virologue et spécialiste des vaccins, qui a bombardé Internet de trois heures de franc-parler sur la campagne des autorités sanitaires américaines visant à détruire la vie d'au moins un demi-million de citoyens américains (jusqu'à présent) et, en donnant l'exemple, à nuire à des multiples de ce nombre d'innocents dans toute la civilisation occidentale. Le podcasteur Joe Rogan a apporté son aide de manière habile grâce à une [interview](#) qui fait enfin sortir le

monde d'une transe de consensus épique.

Par autorités sanitaires, je n'entends pas seulement le Dr Anthony Fauci, le coordinateur national désigné pour le SRAS-CoV-2, ou ses complices des agences du département de la santé et des services sociaux, CDC, NIH, NIAID, etc., mais aussi l'establishment médical américain aveugle composé de médecins en pratique clinique, de chercheurs, d'administrateurs d'hôpitaux et de cadres pharmaceutiques qui ont agi avec une malveillance collective stupide jamais vue depuis que les crématoires de la bureaucratie nazie ont mis en œuvre leur solution finale.

Nous savons ce que vous avez fait. Vous avez conçu et breveté un virus à gain de fonction en même temps que vous conspiriez avec des entreprises pharmaceutiques pour concevoir et breveter des pseudo-vaccins, puis vous les avez lâchés sur le public. Vous n'avez pas seulement échoué à tester correctement les « vaccins » conçus par Moderna, Pfizer et Johnson & Johnson, mais vous avez délibérément bâclé les essais et menti à ce sujet. Vous avez créé de riches incitations financières pour que les hôpitaux traitent mal les patients atteints de Covid en n'utilisant pas les antiviraux connus, sûrs et efficaces. Vous avez conspiré avec les médias sociaux et d'information pour supprimer les informations sur ces médicaments antiviraux courants qui auraient éclairé les décisions de nombreux patients et sauvé des milliers de vies. Vous avez traité des patients en phase terminale d'un trouble vasculaire induit par la Covid-19 avec le remdesivir, un médicament inefficace et toxique que le Dr Fauci avait développé sans succès pour une épidémie d'ébola il y a des années (les infirmières sont devenues si cyniques à l'égard du protocole remdesivir qu'elles l'ont surnommé « *run-death-is-near / cours-la-mort-est-proche* »). Vous avez incité les responsables gouvernementaux à confiner la société, à imposer le port de masques inutiles et, maintenant, à imposer la « vaccination » en menaçant de priver les citoyens de leurs moyens de subsistance.

La Cour suprême des États-Unis entendra les plaidoiries ce vendredi 7 janvier, afin d'interdire les obligations de « Joe Biden » visant à contraindre à la « vaccination » les entreprises qui emploient plus de cent personnes, ainsi qu'un mandat distinct imposant la vaccination au personnel des « prestataires » certifiés Medicare/Medicaid (c'est-à-dire la plupart des hôpitaux et des cabinets médicaux). Il y a de fortes chances que la Cour se prononce contre ces obligations. La décision est attendue pour le lundi 10 janvier, jour où les obligations sont censées prendre effet. <Résultat : Jugement positif.>

Les actions du gouvernement autour de l'événement Covid-19 semblent de plus en plus être délibérément et malicieusement destinées à nuire à des vies et à provoquer un effondrement social et économique. Dans les dernières semaines de 2021, les responsables fédéraux de la santé publique ont même bloqué les expéditions d'anticorps monoclonaux dans le pays, malgré leur efficacité prouvée. Les CDC ont programmé la fin de l'utilisation des tests PCR pour la Covid-19 le 31 décembre, après les avoir déclarés peu fiables en août. Pourquoi ce décalage de cinq mois ? (Pour que le nombre de cas reste élevé, voilà pourquoi).

Tous les efforts sont faits pour prolonger les autorisations d'utilisation d'urgence de « vaccins » dangereux et inefficaces afin de maintenir des boucliers contre la responsabilité au profit de leurs fabricants. C'est pour cette raison que Pfizer refuse de diffuser aux États-Unis sa version [Comirnaty](#), approuvée par la FDA, du produit BioNTech protégé par l'EUA. Le Pentagone a menti et fait des confusions sur son utilisation des deux produits Pfizer afin d'imposer illégalement des vaccinations BioNTech non approuvées à des hommes et des femmes

enrôlés. Les directeurs d'hôpitaux, les médecins et leurs associations professionnelles continuent de persécuter leurs collègues qui s'expriment publiquement contre les « vaccins ». Les fabricants de « vaccins » refusent de divulguer le contenu exact de leurs produits et ont été autorisés à ne pas divulguer les données relatives aux essais de sécurité avant un demi-siècle. La conclusion évidente est qu'ils ne veulent pas que le public soit informé de tout cela. L'effet net est que la médecine aux États-Unis a détruit sa propre autorité. Qui peut faire confiance à son médecin sachant qu'il s'est associé à cette malhonnêteté épique ?

Le pays se dirige vers un test de réalité angoissant à une échelle et une vitesse jamais vues dans l'histoire du monde. On peut déjà supposer que le gouvernement a perdu le contrôle de l'histoire de la Covid-19. La peur de l'Omicron est un échec cuisant. Beaucoup de cas, peu de morts, des symptômes légers. La crédibilité du gouvernement est foutue. Dans les mois à venir, nous apprendrons à quel point ces « vaccins » étaient nocifs – surtout chez les enfants américains – alors que les décès s'accumulent en raison des dommages causés aux organes et au système immunitaire des gens.

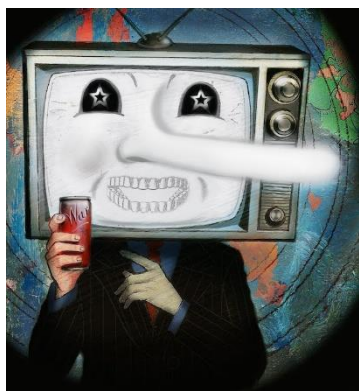
Les perfides médias d'information se démènent maintenant pour ajuster leurs récits, mais ils n'échapperont pas à la série de mensonges qu'ils ont sournoisement établie. Ils ne peuvent pas effacer ou réécrire chaque histoire dans leurs archives, et beaucoup d'entre elles sont de toute façon imprimées sur papier. Ensuite, ils essaieront de s'excuser. (« Désolé, mais la pandémie nous a rendus un peu fous. ») Ce n'est guère suffisant. Ils doivent répondre devant les tribunaux – ou alors nous devons simplement déclarer les États-Unis comme un État sans loi.

Les crimes de la Covid-19 contre nos concitoyens ne représentent qu'une partie d'un ensemble de tests de réalité qui nous attendent en 2022. Pensez-vous que le conseiller spécial John Durham s'est éclipsé pour boire des pina coladas dans l'oubli après avoir inculpé un duo de garçons de courses (Danchenko et Sussman) ? Il est une force hypersonique en orbite autour d'un groupe bien connu de criminels politiques qui vont être poursuivis. La prochaine étape sera le naufrage de l'économie américaine. Pensez-vous que les crimes entourant l'élection nationale de 2020 sont enterrés et oubliés ? Vous allez avoir de mauvaises surprises. Les choses ont vraiment basculé. Vous ne le réalisez simplement pas encore.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La chute des grands médias et les plus gros mensonges qu'ils ont racontés en 2021

Par Brandon Smith – Le 30 décembre 2021 – Source [Alt-Market](#)



Si l'année écoulée a confirmé une chose, c'est que les médias grand public sont totalement malhonnêtes. Oui, la plupart des gens s'en doutaient déjà, mais les 12 derniers mois ont apporté plus de confirmation que les dernières années réunies. L'année 2021 a clairement montré que les médias grand public sont le bras armé de la propagande des élites politiques et des entreprises, des grands gouvernements aux grandes entreprises pharmaceutiques.

Bien qu'il y ait eu quelques exemples brillants de journalisme indépendant et généralement impartial dans les MSM, ces moments sont aussi rares que les observations du monstre du Loch Ness et presque aussi incroyables. On a menti au public de façon si constante que nous ignorons parfois le journalisme légitime lorsqu'il apparaît, car il est plus sûr de supposer que les médias sont toujours malhonnêtes.

J'ai personnellement remarqué une avalanche de publicités récemment payées par les grandes plateformes médiatiques traditionnelles comme le New York Times, qui tentent désespérément de convaincre le public

qu'elles sont toujours pertinentes. Le message est qu'ils sont la seule « *vraie source* » d'informations, tandis qu'ils supplient les gens de s'abonner et de lire à nouveau leur vomit tout chaud. Les médias de gauche s'effondrent, les colporteurs de propagande en ligne et les prostituées du [click-bait](#) comme Buzzfeed et Vox [imposent](#). Le manque de profits est évident et les licenciements ont été agressifs.

Ces plateformes ont survécu ces dernières années grâce au battage médiatique et au capital-risque des start-ups, mais l'argent gratuit s'est épuisé et elles ne savent plus quoi faire. Le plan de Buzzfeed était d'entrer en bourse et de vendre des actions, mais ce plan a échoué si complètement et l'action de la société a [plongé](#) si fort que l'événement a exposé tous les autres médias technologiques naissants à un examen plus approfondi. En d'autres termes, personne ne fait confiance à ces médias, du moins pas assez pour y investir, et maintenant le voile de leur supposé « succès » a été levé. Buzzfeed [prétendait](#) valoir 1,5 milliard de dollars ; la réalité a révélé qu'ils ne valent presque rien.

Les médias traditionnels ont également vu leur audience s'effondrer au cours des dix dernières années, mais l'année dernière en particulier n'a pas été tendre avec eux. TOUTES les grandes chaînes d'information ont vu leurs taux d'audience baisser, CNN ayant enregistré la [plus forte baisse](#). CNN est confrontée à une réduction épique de 68 % de ses chiffres en prime time en 2021, tandis que MSNBC a maintenant la plus petite audience en prime time qu'elle ait connue depuis 2016. Fox a également fait face à des baisses d'audience cette année, mais continue de rester le média d'information par câble le plus regardé jusqu'à présent, probablement en raison de la popularité continue de commentateurs comme Tucker Carlson.

Certains pourraient blâmer la perte de la couverture des élections, mais ce n'est pas comme s'il n'y avait pas eu assez de nouvelles pour faire le buzz en 2021. Avec des millions de personnes travaillant toujours à domicile et faisant face à des restrictions Covid intermittentes cette année (dans les États bleus), on pourrait penser que cela représente un public captif pour la machine à peur. Bon sang, même YouTube et d'autres plateformes de médias sociaux nous imposent quotidiennement le contenu du MSM tout en enterrant toute alternative. Pourtant, leurs chiffres continuent de chuter et le public se moque.

YouTube a même supprimé le bouton « *J'aime pas* », juste pour protéger les médias d'entreprise et la Maison Blanche du bombardement hilarant de pouces en bas qu'ils reçoivent sur chaque vidéo. Il est inacceptable que nous, les paysans, ayons la possibilité d'exprimer notre mécontentement.

Alors, où les gens se tournent-ils pour leurs informations si ce n'est vers les « *médias dominants* » ? Bien que les statistiques ne soient pas aussi bien suivies pour les sources indépendantes, il est évident, au vu des chiffres d'audience et d'abonnement, que les médias alternatifs deviennent rapidement la force dominante en matière d'information. Mes propres chiffres d'audience ont augmenté d'au moins 30 % rien qu'au cours des deux dernières années et cela semble être la tendance générale pour les médias conservateurs et libertariens. Des sites web comme Social Blade, qui suit les statistiques des chaînes YouTube, confirment la conclusion selon laquelle les médias alternatifs sont en train de devenir les médias de référence.

Pourquoi cela se produit-il ? C'est un phénomène qui s'est produit depuis longtemps. Les chiffres des médias traditionnels sont en baisse depuis de nombreuses années et les tranches d'âge de leur audience ont augmenté de façon spectaculaire. Cela s'est accéléré après 2016, lorsque le masque des médias grand public est complètement tombé et que s'est révélé ce que nous connaissons désormais comme la « *guerre des cultures* ».

La migration des audiences est indéniable dans les médias de divertissement et de culture pop. Les plateformes grand public financées par un flux de trésorerie constant provenant des coffres des entreprises de Disney, Time Warner, Comcast, Viacom, etc, régnaient autrefois en maître dans les publications de divertissement. Les médias technologiques de taille moyenne s'efforçaient de rester dans les bonnes grâces de ces sociétés en échange de faveurs et d'un accès privilégié. Aujourd'hui, des entreprises qui ont des milliards de dollars à leur actif sont contrecarrées par des chaînes YouTube à bas prix comme Geeks And Gamers, The Quartering, Nerdrotic, Clownfish TV, etc.

L'effusion de sang a été si horrible que les sociétés de médias sociaux (avec leur agenda partagé) se sont associées aux majors pour supprimer ces types de chaînes, les démonétiser ou les effacer de la vue du public avec leurs algorithmes. Les chaînes alternatives attirent l'attention parce qu'elles offrent quelque chose que les gens veulent – une opinion et une analyse honnêtes au lieu d'une opinion achetée et payée par les corporations.

Dans la sphère politique et sociale, de nombreuses réussites ont été enregistrées, notamment le podcast de Joe Rogan, Steven Crowder, Ben Shapiro, l'émission « *You Are Here* » de Blaze TV, Tim Pool, et la liste est encore longue. Dans le domaine des médias économiques, des sites comme **Zero Hedge** continuent d'attirer des millions de lecteurs que la plupart des autres institutions grand public souhaiteraient avoir.

Bien sûr, certaines de ces sources d'information sont encore en train de rattraper ceux d'entre nous qui étaient considérés comme des « **théoriciens du complot** » il y a quelques années. Mais ce n'est pas grave. Je ne dis pas qu'il n'y a pas plus rien à faire. Ce que je dis, c'est qu'une révolution est en train de se produire dans la façon dont les gens consomment les médias et qu'au moins certaines vérités parviennent aux gens normaux.

Je travaille et publie dans les médias alternatifs depuis 16 ans et je ne pense pas que les nouveaux venus dans ce domaine réalisent à quel point les Américains se sont affranchis du discours dominant au cours de cette période. Lorsque j'ai commencé, le simple fait de rêver à l'audience que nous avons aujourd'hui était considéré comme un fantasme naïf. Aujourd'hui, je continue à trouver un grand espoir dans la croissance du journalisme indépendant.

Le fait est que, pendant des décennies, les institutions corporatives ont trompé les masses en leur faisant croire qu'elles seules étaient qualifiées pour agir en tant que gardiennes et gardiens du goulot d'étranglement de l'information. Elles seules étaient les véritables « *journalistes* ». Elles ont maintenant perdu le respect du public et leur rôle de gardiennes est terminé. Sur cette note, examinons quelques-unes des raisons pour lesquelles la confiance dans les médias dominants a implosé. **Examinons quelques-uns des plus gros mensonges perpétrés par les MSM en 2021...**

L'« insurrection » du 6 janvier

Probablement l'une des plus grandes infox de la décennie. Les médias grand public ont sans cesse répété la propagande selon laquelle la manifestation conservatrice au Capitole le 6 janvier était une sorte de tentative planifiée de prise de contrôle national et de coup d'État violent ayant entraîné plusieurs morts. La réalité était beaucoup moins sexy.

Tout d'abord, le FBI a été forcé d'admettre qu'il n'y avait aucune preuve à l'appui de l'affirmation selon laquelle la manifestation était un coup d'État organisé. Et quand une institution extrêmement hostile aux patriotes admet cela, vous savez que le gouvernement n'a RIEN.

Pas un seul mort attribué à l'origine aux manifestants du 6 janvier n'a été causée par eux, de sorte que cette fable a été jetée dans le trou de mémoire. Bien qu'il y ait eu de la violence et qu'une manifestante non armée ait été abattue par la police (Ashli Babbitt), le résultat de l'événement n'avait rien à voir avec une insurrection. Les manifestants sont entrés, ont tourné en rond pendant un petit moment, certains ont volé quelques souvenirs, puis tout le monde est parti. Cela peut à peine être considéré comme une « *émeute* ». Comparez cela aux émeutes de BLM à travers le pays, qui ont entraîné de multiples meurtres réels par des personnes y participant directement, sans parler des milliards de dollars de dégâts matériels. Les médias ont qualifié ces émeutes de « *protestations pacifiques* » tout en condamnant les participants du 6 janvier comme des monstres.

Lorsque les conservateurs protestent contre quelque chose, au moins nous allons à la source au lieu de brûler les maisons et les entreprises de personnes innocentes. Et je veux expliquer quelque chose d'autre aux gauchistes parce que je ne pense pas qu'ils comprennent – Quand vous verrez une « *insurrection* » conservatrice (rébellion

contre la tyrannie centralisée), ils ne seront pas désarmés comme ils l'étaient le 6 janvier et ils ne s'arrêteront pas tant que tous les éléments corrompus de l'establishment ne seront pas écartés du pouvoir. Si vous vous êtes cachés sous votre lit après les événements du 6 janvier, vous n'en avez vraiment aucune idée.

La défaillance du réseau électrique du Texas

Wow, quel gâchis politique la couverture de cet événement a été. Plusieurs personnes meurent à la suite d'une tempête hivernale qui frappe le Texas et met hors service une partie de son réseau électrique indépendant. La première chose que font les médias grand public est d'écrire des articles sur la façon dont cela « *prouve qu'ils ne pourront jamais faire sécession de l'Union* ». Ces gens sont obsédés par la centralisation, au point qu'ils perdent la tête si vous produisez votre propre électricité.

Paul Krugman, un expert en communication notoire de l'establishment, s'est lancé dans une tirade dans le New York Times, rejetant toute preuve que les défaillances des éoliennes financées par le gouvernement fédéral ont conduit à la crise du réseau électrique du Texas. Les faits sur ce sujet sont enterrés à ce jour.

Les chiffres prouvent que Paul Krugman et le MSM ont complètement tort. Le Mises Institute a [publié](#) un article complet sur ce sujet, basé sur une analyse de l'*Institute For Energy Research*, mais je vais résumer :

Les médias et Paul Krugman ont affirmé que l'incident avait été causé par le réseau de gaz naturel mal préparé du Texas et que les éoliennes n'y étaient pour rien. Par extension, les médias ont affirmé que cela rendait « *risible* » toute idée qu'un État comme le Texas puisse devenir indépendant d'une gouvernance centralisée et d'un réseau centralisé. Il est important de noter que Krugman ne propose aucune statistique réelle pour étayer ses arguments. Un « *économiste* » devrait être mieux informé.

La vérité est que les éoliennes défaillantes ont effectivement été la principale source du déclin du réseau électrique. Avant la tempête hivernale de février, les éoliennes produisaient environ 28 % (près d'un tiers) de l'électricité du Texas, tandis que le gaz naturel en fournissait 43 %. À la fin du gel, l'énergie éolienne n'était plus que de 6 %, tandis que le gaz naturel a pris le relais pour atteindre 65 % du réseau. En d'autres termes, soit Krugman a menti, soit il n'a pas tenu compte des statistiques réelles. Bien qu'il y ait eu des défaillances dans certaines centrales au gaz naturel, la faute en revient en grande partie à l'énergie éolienne financée par le gouvernement fédéral. Pendant la crise du réseau, le gaz naturel a perdu 7 % de sa production globale, tandis que les éoliennes financées par le gouvernement fédéral ont perdu 47 % de leur production. C'EST UN FAIT.

Gardez également à l'esprit que la demande d'électricité dans l'État est montée en flèche à cette époque, battant tous les records précédents, peut-être parce que la population de l'État est passée de 29 à 30 millions d'habitants entre la fin de 2019 et le début de 2021. Des millions de personnes venaient de déménager au Texas en quelques mois pour échapper aux politiques des États bleus, comme les impôts élevés et les obligations oppressives autour de la crise Covid. Et c'est ici que nous trouvons ce qui est probablement le motif central derrière les mensonges des médias sur le Texas – L'establishment ne veut pas que les Américains migrent et se rassemblent pour lutter contre les obligations. Mentir sur le Texas à chaque occasion, même pendant une tragédie, révèle leurs craintes sous-jacentes.

La recherche sur le gain de fonction de Fauci

Anthony Fauci est peut-être le **menteur** le mieux payé de l'histoire récente, mais ses mensonges vont au-delà du simple rôle de propagandiste pour le gouvernement. La pandémie de Covid s'est heureusement traduite par un taux moyen de mortalité par infection très bas (seulement 0,27 % officiellement), ce qui signifie que plus de 99,7 % de la population n'a pas à s'inquiéter du virus à un moment donné. Avec le variant léger Omicron maintenant en circulation, le nombre de décès est encore plus bas. Cependant, il y a eu des décès qui n'auraient pas dû se produire et Fauci en est en partie responsable.

Bien que le plus grand laboratoire de virologie de niveau 4 d'Asie se trouve à Wuhan, en Chine, juste à côté de l'épicentre de l'épidémie de Covid-19, les médias grand public, sur ordre du gouvernement et de l'establishment médical, se sont battus bec et ongles pour nier tout lien. S'il s'agissait d'une enquête sur un meurtre, ce serait comme si un détective entrait dans une pièce pour trouver un cadavre et un voisin debout au-dessus avec un couteau ensanglanté, puis achetait une glace au suspect et l'envoyait promener. Si vous n'avez pas été témoin de l'agression au couteau, pourquoi enquêter davantage ?

Pourquoi les médias étaient-ils si catégoriques pour ignorer l'évidence ? Peut-être parce que des agences gouvernementales comme le NIAD et le NIH, sous la direction d'Anthony Fauci, ont participé au financement de recherches clandestines sur le « *gain de fonction* » des coronavirus dans ce même laboratoire de Wuhan. Cela expliquerait pourquoi la souche initiale de Covid qui s'est répandue dans le monde au début de 2020 [correspondait à 96 %](#) aux échantillons conservés dans ce laboratoire depuis 2013. Les 4 % restants pourraient être attribués à une manipulation génétique par gain de fonction.

Fauci a nié toute implication dans la recherche sur le gain de fonction, qui est principalement utilisée pour la militarisation d'un virus ou d'autres micro-organismes. Les médias l'ont violemment défendu et ont accusé toute personne critiquant Fauci d'être des théoriciens de la conspiration cinglés. Il s'avère qu'il mentait à nouveau. La publication de [plus de 900 documents](#) relatifs à la recherche sur les coronavirus financée par Fauci et le gouvernement américain à Wuhan prouve que les médias ont soit défendu aveuglément Fauci sans examiner les preuves, soit qu'ils partagent le même agenda.

La pandémie des non-vaccinés

Le terme « **Breakout case** » est aujourd'hui couramment utilisé dans les médias pour décrire les personnes entièrement vaccinées qui tombent tout de même malades et meurent d'une infection Covid. Mais il n'y a pas si longtemps, on disait que tous ceux qui tombaient malades à cause du virus n'étaient pas vaccinés. Les médias et le gouvernement continuent d'insister sur l'idée que les personnes non vaccinées remplissent les hôpitaux et les lits de soins intensifs, mais il n'existe AUCUNE preuve pour étayer ces affirmations. Pendant ce temps, les pays les plus vaccinés de la planète sont également confrontés à des taux d'infection parmi les plus élevés de la planète et à des décès incessants.

En Irlande, par exemple, plus de [63% des décès récents](#) du fait de la Covid-19 étaient des personnes entièrement vaccinées. En Israël, près de [60 % des personnes hospitalisées](#) pour la Covid sont entièrement vaccinées. L'Uruguay, le Bahreïn, les Maldives et le Chili ont tous des taux de vaccination très majoritaires et tous ont connu [des pics de décès](#) et d'infections dus à la Covid-19.

Si les vaccins fonctionnent réellement, comment cela est-il possible ?

Conclusion : Les vaccins ne fonctionnent pas, du moins pas de la manière dont les entreprises pharmaceutiques l'ont initialement prétendu. Ajoutez à cela le fait que les personnes ayant une immunité naturelle sont [13 à 27 fois plus protégées](#) contre la Covid-19 que les personnes qui se soumettent au vaccin. On peut se demander quel est l'intérêt de ces vaccins expérimentaux à ARNm, dont l'innocuité n'est pas prouvée par des données à long terme.

« Stagflation » transitoire

Le déni de l'inflation américaine par les médias grand public est monnaie courante depuis un certain temps. Aujourd'hui, ils ne peuvent plus le cacher. Avec une inflation des prix qui atteint des sommets inégalés [depuis 40 ans](#) (selon les chiffres officiels), le portefeuille de l'Américain moyen en prend un coup, et cela ne peut qu'empirer à partir de maintenant.

Les médias semblent être spécifiquement investis dans la dissimulation des données économiques réelles au public et dans la protection de la Réserve fédérale et des pratiques bancaires centrales en général. Je n'entrerai pas dans mes théories sur la raison pour laquelle c'est le cas (j'ai déjà beaucoup écrit sur ce sujet dans mon [dernier article](#)), je dirai seulement qu'une population non préparée est une population facile à contrôler quand un crash économique se produit.

La Covid-19 empêche-t-elle le public de fréquenter les salles de cinéma ?

L'industrie du cinéma était sur le déclin bien avant l'arrivée de la pandémie de Covid-19, et il est indéniable que cela était largement dû à la propagande d'extrême gauche implantée dans les films hollywoodiens depuis 2016. Oui, Hollywood était « *Woke* » avant cela, mais loin d'être aussi mauvais que ce que l'industrie est devenue au cours des cinq dernières années. Hollywood appelle cette politisation des films « *inclusivité* », mais avoir plus de personnes noires et brunes dans les films n'est pas le problème. Il s'agit plutôt de l'injection de l'idéologie gauchiste « *Woke* » et du cultisme dans tout, des films aux séries télévisées en passant par les publicités.

La guerre culturelle est TRÈS réelle, et malheureusement, la plus grande erreur des conservateurs a été d'ignorer le combat dans le divertissement populaire jusqu'à récemment. Il y a cependant de l'espoir, et il se trouve dans le mantra « *Get Woke Go Broke ! / Être Éveillé vous brise !* ». Les spectateurs votent avec leur porte-monnaie et le consensus est qu'ils ne veulent pas que la politique de gauche empoisonne leur divertissement. Ces deux dernières années, les gauchistes dans les médias ont dit que l'effondrement des profits des théâtres était dû à la peur du public vis-à-vis de la Covid-19. Cette excuse a récemment été détruite par le dernier film Spiderman, qui n'a pas de politique « *Woke* » et qui a attiré des millions de spectateurs dans les salles. Le film a rapporté plus d'un milliard de dollars en 5 jours, battant les records précédents.

Il est clair que la Covid-19 n'est pas du tout un facteur, mais si vous regardez presque tous les films ratés de l'année dernière, il y a un fil conducteur qui les relie : la propagande « *Woke* ». Personne n'en veut, personne n'aime ça. Les médias n'ont plus d'autre moyen de la nier.

Il y a beaucoup d'autres mensonges que je n'ai pas eu l'occasion de couvrir ici, mais je pense que vous avez saisi l'image. Qui sait ce que l'année prochaine nous réserve en termes de propagande de la part de nos gardiens d'entreprise ? Au moins, pour l'instant, les médias alternatifs ont pris le relais pour combler le vide et apporter des faits là où il n'y avait que tromperie. Pour se débarrasser de la vérité, ils devront se débarrasser de nous. Sinon, le marché libre a parlé.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Mission climatique accomplie, 2021

Par Tom Lewis | Le 13 janvier 2022



La guerre contre le changement climatique a connu une nouvelle année faste. Grâce à une combinaison de force d'inaction, d'inattention concentrée, d'ignorance des faits, d'amnésie stratégique et de simple inertie, nous avons une fois de plus réussi à ne pas perdre face à cet ennemi implacable qui, à notre humble avis, n'existe pas vraiment. Considérez les événements marquants de cette année dans notre non-lutte épique :

- En 2021, les États-Unis ont subi plus de catastrophes météorologiques d'une valeur de plusieurs milliards de dollars - au moins 20 - qu'au cours de toute autre année enregistrée. Parmi ces catastrophes, citons une chaleur

et une sécheresse exceptionnelles dans les États de l'Ouest, une vague d'incendies de forêt, une vague de froid intense au Texas, quatre tempêtes tropicales et ouragans, et huit orages et tornades violents. À la fin de l'année, ce n'est pas une mais deux tornades qui ont éclaté dans les États du sud et du centre, au cours du mois de décembre le plus chaud jamais enregistré. Mais voici la bonne nouvelle qu'ils ne vous diront pas : Le coût total de ces catastrophes - 145 milliards de dollars - n'est que le troisième plus élevé de l'histoire. N'est-ce pas formidable ? <Le PIB est en pleine forme avec ces événements.>

- Le réchauffement des océans causé par les gaz à effet de serre a atteint un record absolu en 2021. En fait, les océans se réchauffent depuis la fin des années 1980, à un rythme huit fois plus rapide qu'au cours des décennies précédentes. Il y avait plus d'énergie thermique dans les océans en 2021 que jamais depuis le début des mesures, il y a 60 ans. Mais voici la bonne nouvelle qu'ils ne vous disent pas : Les températures de l'air en surface - et c'est là que nous vivons tous après tout - n'ont été que les cinquièmes plus chaudes jamais enregistrées. Bravo !

Le réchauffement du pergélisol dans l'Arctique a présenté un "risque élevé" pour les infrastructures. Plus de 120 000 bâtiments et 25 000 kilomètres de routes dans la toundra arctique sont construits sur le pergélisol, un sol qui ne dégèle jamais. Mais avec des températures moyennes dans la région en hausse de 4 degrés Celsius, soit trois fois l'augmentation moyenne mondiale, le permafrost est en train de fondre. La perte du support de base se traduit par des routes tordues, des bâtiments déformés, des pipelines rompus, etc. En outre, la fonte du pergélisol libère dans l'atmosphère des tonnes de carbone, l'un des principaux gaz à effet de serre enfermé dans le sol gelé depuis des millénaires. Mais voici la bonne nouvelle qu'ils ne vous disent pas : il faudra attendre trois bonnes décennies avant que la région ne soit pratiquement inhabitable. Nous avons le temps de réfléchir à ce qu'il faut faire.

- Mais la meilleure nouvelle de 2021 concerne l'économie américaine, qui est revenue en force de son coma induit par la pandémie. Cela signifie, bien sûr, que les émissions américaines de gaz à effet de serre ont bondi en 2021, éloignant encore plus le pays de ses objectifs climatiques, fixés dans des engagements solennels pris à des endroits comme la COP-25 et Paris. L'augmentation de la pollution est due à la production d'électricité à partir du charbon, qui a augmenté de 17 %. Mais voici la bonne nouvelle qu'ils ne vous disent pas : les émissions sont toujours inférieures aux niveaux pré-pandémiques. On devrait s'en occuper l'année prochaine.

Alors, réjouissez-vous. Les choses s'aggravent avec une lenteur vertigineuse, et d'ici peu, Elon Musk ou quelqu'un d'autre trouvera une solution facile et universelle. Et l'autre bonne nouvelle, c'est que nous ne serons pas soumis à une solution gouvernementale tyrannique - le gouvernement a poussé la boîte tellement loin qu'il ne la trouve même plus. Vous savez, à cause de la pollution de l'air.

▲ [RETOUR](#) ▲



Le dollar est entré dans une spirale de la mort, et beaucoup plus d'inflation est en route

le 12 janvier 2022 par Michael Snyder

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



Quelqu'un s'attendait-il vraiment à ce que les choses se passent différemment ? Lorsque le gouvernement fédéral a continué à emprunter et à dépenser des milliers de milliards de dollars que nous n'avions pas, nous avons été avertis que ce jour allait arriver. Et lorsque la Réserve fédérale a continué à injecter des milliers de milliards de dollars frais dans notre système financier, nous étions prévenus que ce jour viendrait. Alors pourquoi quelqu'un est-il surpris par ce qui se passe en ce moment ? Mercredi, on a appris qu'en décembre, l'indice des prix à la consommation américain a augmenté au rythme le plus rapide depuis près de 40 ans...

L'inflation a augmenté au rythme le plus rapide depuis près de quarante ans en décembre, la hausse rapide des prix alimentant les craintes des consommateurs concernant l'économie et faisant chuter la cote de popularité du président Biden.

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 7 % en décembre par rapport à l'année précédente, selon un nouveau rapport du département du travail publié mercredi, marquant la hausse la plus rapide depuis juin 1982, lorsque l'inflation avait atteint 7,1 %. L'IPC, qui mesure une série de biens allant de l'essence aux soins de santé en passant par l'épicerie et les loyers, a augmenté de 0,5 % au cours du mois de novembre.

Ils ne cessent de nous dire que l'indice des prix à la consommation augmentait en fait plus rapidement en 1982, mais chaque fois que les médias d'entreprise font une telle affirmation, ils ne sont pas honnêtes.

Le mode de calcul de l'indice des prix à la consommation a été modifié plus de deux douzaines de fois depuis 1980, et à chaque fois, l'objectif était de faire paraître le taux d'inflation plus faible.

Selon John Williams de shadowstats.com, si l'indice des prix à la consommation était toujours calculé de la même manière qu'en 1990, le taux d'inflation officiel serait actuellement supérieur à 10 %.

Et si l'indice des prix à la consommation était toujours calculé de la même manière qu'en 1980, le taux d'inflation officiel serait actuellement supérieur à 15 %.

Mais 7 %, c'est beaucoup mieux que 15 %, n'est-ce pas ?

Nous pouvons nous faire une meilleure idée de ce qui se passe réellement lorsque nous commençons à examiner les catégories individuelles. Les chiffres suivants ont été publiés plus tôt dans la journée par Citizen Free Press...

Essence : 56 % d'augmentation
Mazout de chauffage : 42%.
Voitures d'occasion : 37,3
Location de voitures : 36 %.
Gaz naturel : 31%.
Hôtels : 27,6
Bœuf : 18,6
Porc : 15,1
Meubles : 13.8%
Voitures neuves : 12 %.

Malheureusement, il semble que le prix de l'essence va bientôt augmenter encore plus.

En effet, Reuters nous apprend que certains analystes prévoient que le prix du pétrole pourrait bientôt dépasser les 100 dollars le baril...

Les prix du pétrole, qui ont grimpé de 50 % en 2021, vont encore progresser cette année, prédisent certains analystes, qui estiment que le manque de capacités de production et les investissements limités dans le secteur pourraient faire grimper le brut à 90 dollars, voire plus de 100 dollars le baril.

Il faut de l'énergie pour transporter la quasi-totalité des biens que nous achetons régulièrement, et une hausse du prix de l'essence entraînera donc une pression inflationniste sur l'ensemble de notre économie.

Certaines entreprises réagissent à cette crise en offrant à leurs clients moins pour le même prix qu'auparavant.

Par exemple, si vous commandez des ailes de poulet chez Domino's Pizza, vous ne recevrez désormais qu'un paquet de huit...

Les clients de Domino's Pizza qui commandent des ailes de poulet en recevront bientôt moins pour le même prix.

La chaîne de pizzerias a annoncé qu'elle réduisait le nombre d'ailes de son offre à emporter à 7,99 \$ de 10 à 8 pièces seulement, en raison de la hausse des coûts de l'alimentation et de la main-d'œuvre. Les ailes deviendront également une exclusivité en ligne, ce qui signifie que les clients ne pourront plus les commander par téléphone.

Tout autour de nous, il y a des preuves que notre niveau de vie diminue rapidement.

Le coût de la vie augmente beaucoup, beaucoup plus vite que les salaires, et c'est une tendance extrêmement alarmante. Selon Zero Hedge, le salaire horaire moyen réel a maintenant diminué pendant 9 mois consécutifs...

Enfin, et c'est peut-être le plus important pour Main Street, le salaire horaire moyen réel a baissé (de 2,4 % en glissement annuel) pour le 9e mois consécutif...

Ainsi, la prochaine fois qu'un politicien essaiera de vous dire d'être reconnaissant que vos salaires augmentent ou que vous puissiez trouver un nouvel emploi mieux rémunéré, rappelez-lui que l'augmentation du coût de la vie dépasse les gains salariaux, grâce à la surabondance d'argent de la

Fed, aux politiques de verrouillage du Congrès et à la monnaie hélicoptère qui ont écrasé la qualité de vie de millions de personnes.

En d'autres termes, la plupart des Américains s'appauvrissent.

Pendant ce temps, les pénuries effroyables qui ont éclaté à l'échelle nationale continuent de faire les gros titres dans tout le pays.

Selon USA Today, voici quelques-unes des pénuries les plus graves auxquelles nous assistons actuellement...

- Pénurie de lait maternisé
- Pénurie de fromage frais
- Pénurie d'aluminium
- Pénurie de nourriture pour chats et pour chiens
- Pénurie de tendres de poulet
- Pénurie d'aliments pour le déjeuner
- Pénurie de papier toilette
- Pénurie de bière

Et il s'avère que la peur d'Omicron a également provoqué une grave pénurie de médicaments contre le rhume...

Les magasins de la région de Dallas-Fort Worth sont confrontés à des pénuries de médicaments contre le rhume alors que la saison de la grippe reprend et que la variante omicron du coronavirus se poursuit.

"La nouvelle pénurie de papier toilette", a déclaré à Fox 4 un employé d'une pharmacie d'East Dallas à propos des étagères vides.

Un pharmacien d'un établissement CVS de l'est de Dallas a déclaré que les clients présentant des symptômes semblant être ceux du coronavirus ou de la grippe ont acheté des médicaments contre le rhume et du sirop contre la toux, tandis que d'autres viennent simplement s'approvisionner.

Donc, si vous pensiez faire des réserves de Benadryl pour une raison quelconque, je vous conseille d'aller en acheter pendant que vous le pouvez encore.

Les médias d'entreprise semblent absolument stupéfaits que nos politiciens à Washington et les magiciens de la Réserve fédérale aient perdu le contrôle de notre économie.

Mais nous avons été prévenus pendant des années que ce qu'ils faisaient tuerait le dollar américain, et la spirale de la mort dans laquelle nous sommes maintenant entrés va devenir extrêmement douloureuse.

Ce que nous vivons maintenant n'est pas simplement une autre crise économique à court terme.

C'est véritablement le début de la fin pour l'économie américaine, et je vous recommande de vous préparer en conséquence.

▲ [RETOUR](#) ▲

"C'est comme un magasin soviétique" : Les Américains sont absolument horrifiés par les rayons vides d'un bout à l'autre du pays.

11 janvier 2022 par Michael Snyder

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



Il y a un an, on nous avait promis que le régime Biden nous mènerait vers un nouvel âge d'or de prospérité. De toute évidence, cela ne s'est pas produit. Au lieu de cela, nous sommes confrontés à des rayons vides et à des prix douloureusement élevés d'un bout à l'autre du pays. Beaucoup comparent cette crise à l'ère de Jimmy Carter dans les années 1970, mais à l'époque, nous n'avions pas de pénuries persistantes pendant des mois. À ce stade, personne ne peut nier ce qui se passe. Même le Washington Post admet que "les médias sociaux sont inondés de photos d'étagères d'épicerie vides". L'administration Biden a promis de résoudre nos problèmes de chaîne d'approvisionnement, mais ils ne font qu'empirer. Lorsque Fox News a interrogé un épiciers sur les rayons vides, il a donné une réponse effrayante que beaucoup d'entre nous n'oublieront pas de sitôt : "C'est comme un magasin soviétique en 1981. C'est horrible".



Avant la pandémie, de nombreux Américains pensaient qu'il était impossible qu'une telle chose se produise un jour aux États-Unis d'Amérique.

Mais c'est pourtant le cas.

Un autre client interrogé par Fox News a même utilisé le mot "affamé" dans sa réponse...

Larry, un autre client de DC, a déclaré à Fox News : "Quoi qu'il en soit, je sais qu'ils doivent se dépêcher de régler le problème, car les gens vont mourir de faim. Ça va être dur si ça continue comme ça".

De nombreux clients ont énuméré une litanie de produits d'épicerie qu'ils n'ont pas pu trouver, allant du lait aux boissons en passant par les produits frais.

"Tout, la viande, les œufs, les produits laitiers, certains pains étaient épuisés, la plupart des légumes, tous les produits frais", a déclaré un homme à la sortie d'une épicerie Giant.

Non, personne dans ce pays ne va être "affamé" dans un avenir proche, mais il ne fait aucun doute que les choses commencent à devenir vraiment folles.

En fait, les choses vont tellement mal que même CNN a été forcé d'admettre que les étagères de nos magasins ont été "nettoyées"...

Les rayons des épiceries américaines sont vides, et ils le restent, car les magasins s'efforcent de réapprovisionner rapidement les produits de première nécessité comme le lait, le pain, la viande, les soupes en conserve et les produits de nettoyage.

Ces derniers jours, les consommateurs mécontents ont exprimé leur frustration sur les médias sociaux en publiant sur Twitter des photos de rayons vides dans les magasins Trader Joe's, Giant Foods et Publix, entre autres.

Si la peur d'Omicron peut faire cela, à quoi ressemblerait notre pays en cas d'urgence nationale majeure à long terme ?

Vous devriez commencer à y réfléchir.

Les chaînes d'épicerie sont tout à fait conscientes qu'une vague d'"achats de panique" a déferlé sur le pays, et elles essaient donc de faire ce qu'elles peuvent pour éviter que la situation ne s'aggrave encore...

Les épiceries sont certainement conscientes des rayons vides, a déclaré Mme Lempert, et elles essaient de limiter les achats de panique, qui ne font qu'aggraver la situation.

Une stratégie : Répartir les produits. Pour ce faire, ils proposent à la fois des variétés et des quantités limitées de chaque produit afin d'éviter la thésaurisation et d'étirer leurs stocks entre les livraisons.

Mais la distribution en éventail des produits ne va pas vraiment tromper qui que ce soit.

Nous pouvons tous voir ce qui se passe, et toutes les photos qui circulent sur les médias sociaux ne feront qu'alimenter encore plus la frénésie.

La bonne nouvelle, c'est qu'au moins les choses vont mieux dans ce pays que dans une grande partie du reste du monde.

Par exemple, à Cuba, les gens font maintenant jusqu'à 11 heures de queue juste pour avoir de la nourriture...

"J'ai passé presque toute la nuit ici juste pour acheter quelque chose. Ce n'est pas facile, c'est un grand sacrifice juste pour pouvoir manger", a déclaré à l'AFP Ed Elvis Miranda, 47 ans, sur un marché de La Havane la semaine dernière.

Cette femme au foyer avait pris sa place dans la file d'attente vers 1 heure du matin, et est finalement partie environ 11 heures plus tard, juste avant midi.

Soyez donc reconnaissants pour les bénédictions que nous avons encore.

Espérons que nous obtiendrons un soulagement à court terme et que les rayons des magasins commenceront à s'améliorer lorsque la vague d'Omicron s'estompera et que des températures plus chaudes arriveront.

Mais rien ne pourra empêcher l'inflation de continuer à s'emballer. Selon CNBC, le revenu médian dans ce pays a en fait diminué au cours des deux dernières années, alors même que le coût de la vie a considérablement augmenté...

Alors que les consommateurs paient davantage pour tout, de l'épicerie à l'essence, le revenu des

ménages ne parvient pas à suivre le rythme de l'augmentation du coût de la vie, selon des rapports récents.

Au cours des deux dernières années, le revenu médian a diminué de 3 % alors que le coût de la vie a augmenté de près de 7 %, en partie à cause de la hausse des coûts du logement et des frais médicaux.

Pour tenter de joindre les deux bouts, les consommateurs américains se sont endettés comme jamais auparavant...

Le ménage américain moyen endetté doit aujourd'hui 155 622 dollars, soit plus de 15 000 milliards de dollars au total, y compris les dettes liées aux cartes de crédit, aux hypothèques, aux lignes de crédit immobilier, aux prêts automobiles, aux prêts étudiants et aux autres obligations du ménage, soit une augmentation de 6,2 % par rapport à l'année dernière.

Dans l'Amérique d'aujourd'hui, la plupart des gens s'en sortent à peine d'un mois à l'autre.

Vivre de salaire en salaire n'est pas une bonne chose, mais c'est la réalité pour la grande majorité de notre population.

Ainsi, lorsque les conditions économiques deviennent extrêmement mauvaises dans ce pays, la plupart des Américains n'auront aucune sorte de coussin financier sur lequel s'appuyer.

Et comme la grande majorité de notre population n'est pas "préparée" de quelque manière que ce soit, toute sorte de pénurie alimentaire à long terme deviendrait extrêmement douloureuse très, très rapidement.

Pendant des années, j'ai encouragé mes lecteurs à se préparer avec bon sens au moment où le chaos économique ébranlerait notre nation.

Ce moment est arrivé, et la plupart de nos concitoyens ne sont absolument pas préparés à ce qui se passe.

Mais si vous pensez que c'est le pire qui puisse nous arriver, attendez, car la vérité est que ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que la partie émergée de l'iceberg.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Omicron, le scénario du pire pour la Banque Mondiale ! »

par [Charles Sannat](#) | 14 Jan 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Tremblez d'effroi mes amis, la Banque Mondiale est pétrie de peurs. Omicron, c'est le scénario du pire pour la croissance mondiale.

Courrez aux abris.

Mais surtout, surtout, stockez du papier Qr.. code !

Hahahahahahahahaha.

Plus c'est grave, plus je suis d'humeur badine.

Comme vous le savez, nous avons expérimenté un covid familial pendant les fêtes.

Quelques observations d'ordre personnel. Rien de bien officiel ni de bien médical, disons que je vais vous raconter ma modeste expérience.

Omicron, semble bénin parce que pour l'essentiel cela n'entraîne pas d'hospitalisation. Remarquez qu'à plus de 300 000 cas par jour, il vaut mieux, car sinon nous serions obligés de soigner les gens dans la rue.

Petite anecdote du jour, je vous rappelle que je ne suis pas médecin, mais un bon copain m'appelle et me dit que son petit (qui est dans la même école que le mien) a très mal à la tête. Je lui demande s'il a mal à la gorge, il me dit oui. Et puis dans le bas du dos aussi ? Oui me dit-il. Tu es allé chez le médecin. Oui, j'en sors. Et qu'a-t-il dit ? Que c'est une gastro.

Hahahahahahahahaha.

J'ai beaucoup ri.

Je lui ai aimablement conseillé de changer de médecin et tu sais copain, je pense que le petit il a Omicron, parce que le mal de dos, de tête et de gorge, c'est pas une gastro qui va nécessiter du papier Qr... code.

Bon deux jours après c'est-à-dire aujourd'hui le petit est positif au test antigénique. Seul le médecin semblait surpris.

Le test à j+0 et J+2 ne servant à rien puisque tout cela sonne avec beaucoup de retard. Celui à J+4 est plus pertinent, mais c'est une autre histoire de protocole sanitaire qui finira par s'adapter, toujours trop peu et trop tard !

Bref, Omicron est une vacherie qui vous fatigue, vous cloue au lit et vous fait mal. Oui. Mais, je n'ai pas l'impression que cela soit de nature à faire dérailler le monde et l'économie.

Le problème c'est notre traitement de la situation.

Soit nous sommes confrontés à une maladie mortelle, soit pas ! C'est soit une maladie mortelle dans 10 % des cas, soit c'est une grippe, et pas une grippette mais une forte, une grosse et une vraie grippe qui couche même les costauds, mais... on se relève ! C'est toute la différence.

Si Omicron n'est pas mortel, et c'est une bénédiction dont on peut se réjouir, il n'est peut-être pas utile de tout fermer, de tout verrouiller, et de chercher à tout réduire.

Au contraire, affrontons cela la tête haute, à la guerre comme à la guerre, on ne gagne pas la guerre en tournant le dos au danger.

Pourtant la Banque mondiale tremble.

Omicron pourrait provoquer un scénario du pire pour la croissance mondiale, selon la Banque mondiale

« Le variant Omicron nous montre encore une fois que la pandémie est toujours parmi nous », a souligné Ayhan Kose, responsable des prévisions de la Banque mondiale. OSORIOartist / stock.adobe.com

L'institution a révisé en baisse de 0,2 point sa prévision de hausse de PIB mondial pour 2022, à 4,1 %.

La croissance mondiale va ralentir cette année et un scénario du pire n'est pas exclu sous l'effet du variant Omicron, qui se répand comme une trainée de poudre sur tous les continents accentuant pénurie de main d'oeuvre et problèmes logistiques, a prévenu mardi la Banque mondiale. L'institution a révisé en baisse de 0,2 point sa prévision de hausse de PIB mondial pour 2022, à 4,1 %, après 5,5 % en 2021, également en baisse de 0,2 point par rapport à l'estimation de juin dernier.

Mais, selon différentes hypothèses, « les perturbations économiques simultanées provoquées par Omicron pourraient réduire davantage la croissance mondiale cette année, de 0,2 à 0,7 point de pourcentage », indique l'institution, ce qui ferait tomber la croissance à 3,9 % voire 3,4 %. Dans ce scénario du pire, « la grande partie du choc se ferait sentir au premier trimestre 2022, suivi d'un rebond notable au deuxième trimestre », précise-t-elle.

« Le Covid-19 continue de faire des ravages, en particulier au sein de la population des pays pauvres », a déploré David Malpass, son président lors d'une conférence téléphonique, soulignant que l'on assistait à un «renversement troublant» de la réduction de la pauvreté, de l'amélioration de la nutrition et de la santé. Il s'est aussi alarmé de l'impact sur l'éducation: « la proportion d'enfants de 10 ans qui ne savent pas lire une histoire de base est passée de 53 % à 70 % dans les pays à revenu faible et intermédiaire ».

Il souligne que cette quatrième vague entraîne pour le moment moins de restrictions que la vague initiale de 2020. « Et si la vague venait à s'atténuer bientôt, l'impact économique serait plutôt bénin ». Mais « si le variant venait à s'installer durablement, avec un nombre d'infections demeurant élevé et mettant sous pression les systèmes de santé, alors la croissance serait plus faible », note-t-il.

Car dans un tel scénario, les pénuries de main d'oeuvre s'accroîtraient, perturbant davantage les chaînes d'approvisionnement mondiales et alimentant l'inflation. Face à une inflation galopante, la banque centrale américaine (Fed) pourrait remonter brutalement les taux, ce qui renchérirait le coût de l'emprunt pour les pays émergents, déjà soumis à un endettement record.

Primum non nocere !

D'abord ne pas nuire !

C'est un vieux principe médical et politique de bon sens un peu oublié ces derniers temps, dans notre époque d'hystérie collective anti-covidiste.

N' imaginez pas que je fasse partie de ceux qui pensent que le Covid n'existe pas.

Il existe bien et quand vous le rencontrez, vous savez intimement que vous êtes en contact avec un agent pathogène que vous n'aviez jamais affronté jusqu'ici. Vous le ressentez profondément. C'est très différent. Donc il est indéniable que ce Covid n'est pas anodin.

Mais, une fois dit cela, qu'allons-nous faire. Que faisons-nous ?

Allons-nous continuer à refuser de vivre parce que vivre veut dire savoir mourir parfois, même si cela n'arrive qu'une seule fois dans sa vie, et nous l'espérons tous, le plus tard possible ?

Allons-nous continuer à nous cacher, à nous enfermer ?

Si nous faisons cela, si nous poursuivons les stratégies stupides dites du 0 Covid, alors nous allons créer des dégâts économiques incommensurables et à ce stade ils sont déjà monumentaux, je pense, en particulier aux dettes d'État accumulées ces deux dernières années.

Si nous continuons à nous cacher, alors nous allons créer des dégâts psychologiques irréparables dans une partie très importante de la population. Or, l'économie c'est aussi beaucoup de psychologie. Lorsque les ventes de préservatifs s'effondrent, même si je vous en parle de manière badine, c'est un signal faible très fort de la dépression dans laquelle plonge le monde, notre monde.

Les décisions politiques sont essentielles, et la gestion d'une crise sanitaire comme celle que nous traversons depuis maintenant deux ans, ne se résume pas à un décompte macabre et anxiogène quotidien où nous affichons sur le tableau le nombre de victimes du jour et celui des nouveaux contaminés.

Le Covid est une zoonose !

Au mois d'août j'ai pris date avec un dossier intitulé, *2022, l'échec de la vaccination*. Nous y sommes. Comme prévu. Tout le monde sait que je suis voyant et que je lis dans les entrailles de mes poules de cristal !

Et bien non, même pas.

Il s'agit juste d'analyse.

Qu'est-ce que le Covid, un SARS, et qu'est-ce qu'un SARS ? Un virus qui va de l'homme à l'animal et inversement. C'est donc une zoonose.

Vous pouvez piquer et vacciner tous les bipèdes que vous voulez, autant de fois que vous le voulez. Vous pouvez pendre, tuer, ou taxer tous les bipèdes non-vaccinés pour vous faire du bien si cela vous chante. Vous pouvez faire des bûchers, ou aller cueillir du gui avec une serpe d'or et un chapeau pointu turlututu sur la tête, cela ne changera rien au fait que ce virus est dans les visons, dans les rats, les souris, les veaux, les vaches, les cochons, les chiens, vos chats et tous les animaux susceptibles de porter ce « Covid ». Ha, j'oubliais les pangolins et les chauves-souris !

Pour Omicron, il a muté dans... les souris !

Et oui !

Omicron vient des souris.

Des souris et des hommes donc !

Alors, je ne dis pas que la vaccination ne sert à rien de manière générale, bien que là pour Omicron, on ne peut pas dire que les résultats semblent satisfaisant, les vaccinés étant aussi couchés au lit pendant deux jours que les non-vaccinés et Omicron étant peu létal, il est impossible de parler de manière sérieuse de l'efficacité du vaccin sur les formes graves, vu qu'il n'y a pas de forme grave ou si peu et c'est tant mieux.

Je dis juste, comme l'OMS ou l'EMA, que la vaccination ne sera qu'un de nos outils mais que nous ne pouvons pas baser nos stratégies que sur la vaccination de masse qui ne fonctionne pas.

Je dis juste que nous ne pouvons pas nous enfermer à chaque pic épidémique.

Je dis que nous allons devenir fous si nous continuons à ne plus vivre ainsi.

Il faut vivre.

Et si la Banque mondiale a peur, ce n'est pas en réalité du virus, mais des réactions excessives et délirantes des États, et je pense ici notamment à la Chine quand elle sera confrontée à Omicron et cela va arriver au cours de l'année 2022.

Comment va réagir la Chine ?

Vu de chez moi et de ma petite ville normande, tout le monde attrape Omicron, c'est une hécatombe.

Alors que va faire la Chine ?

Enfermer un milliard et demi de Chinois ?

Va-t-elle poursuivre sa stratégie du 0 Covid ?

Même pour Omicron ?

Si oui, alors ce sera terrible pour l'économie mondiale car la Chine restera enfermée pendant au moins 6 mois et les pénuries seront d'une ampleur jamais vue. Nous manquerons de tout, toute notre économie s'éteindra faute de « produits » et de « marchandises », tout étant transformé en Chine.

Voilà pourquoi la banque mondiale tremble, voilà la véritable raison.

Le problème n'est pas Omicron.

Le problème ce sont nos réactions.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Les sanctions de l'enfer contre la Russie. Et si la Russie coupait le gaz à l'Europe ?



Voici ce que dit l'agence de presse Bloomberg, une agence de presse américaine rappelons-le.

« Les États-Unis poussent l'UE à préparer les sanctions contre la Russie dans les domaines de l'énergie et des banques »

Les États-Unis souhaitent que leurs alliés se mettent d'accord sur une liste, mais le calendrier reste flou.

L'administration Biden pousse les alliés de l'Union européenne à finaliser un vaste ensemble de sanctions contre les banques et les entreprises énergétiques russes qui pourraient être imposées conjointement avec les États-Unis si le Kremlin attaquait l'Ukraine, selon des personnes au fait des discussions.

L'urgence est d'autant plus grande que Vladimir Poutine n'a montré aucun signe de retrait des milliers de soldats qu'il a rassemblés près des frontières de son voisin. Les États-Unis estiment qu'un accord sur des options de sanctions spécifiques enverrait un signal ferme au président russe. »

Il vaut mieux que l'agenda reste flou, parce que prendre des sanctions terribles contre la Russie, en plein hiver, c'est une très mauvaise idée quand la moitié des centrales nucléaires françaises est à l'arrêt, que le vent ne souffle pas pour faire tourner nos moulins à vent modernes, et que l'Allemagne et une grande partie de l'Europe dépendent... du gaz russe.

C'est même une idée totalement stupide, parce que si les sanctions occidentales vont trop loin, et malgré la pondération russe, il arrivera à un moment où à force de chatouiller l'ours russe, il ne faudra pas s'étonner de ses coups de griffes.

L'agence Sputnik, russe, résume ainsi laconiquement la situation.

« Les démocrates du Sénat américain ont proposé de nouvelles sanctions contre la Russie si elle envahit l'Ukraine. Le texte vise de hauts responsables politiques, dont Vladimir Poutine, des institutions financières, ainsi que le Nord Stream 2.

Le 12 janvier, alors que le conseil Otan-Russie venait de se terminer, le sénateur démocrate Robert Menendez a dévoilé un projet de loi visant à imposer des sanctions radicales de hauts responsables du gouvernement et de l'armée russes, ainsi que contre des banques si Moscou s'engage dans des hostilités contre l'Ukraine.

Selon le texte intitulé « Défendre la souveraineté de l'Ukraine », Joe Biden devra déterminer si le gouvernement russe est « engagé ou soutient sciemment une escalade significative des hostilités ou des actions hostiles en ou contre l'Ukraine ». Une décision qui déclencherait automatiquement des sanctions.

Parmi les mesures proposées figurent une interdiction d'entrée aux États-Unis et le gel des avoirs américains du Président russe, du Premier ministre, des ministres russes des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi que des militaires hauts gradés (commandants en chef des forces aériennes, terrestres et de la marine).

De plus, dans les 30 jours suivants l'invasion, le Président américain devra imposer des sanctions contre au moins trois des plus grandes banques russes parmi les 12 de la liste, dont Sberbank, VTB, Gazprombank, ainsi que contre le Fonds russe des investissements directs (qui assure notamment la promotion des vaccins Spoutnik V et Spoutnik Light). Le texte prévoit également la fin de l'utilisation des services de communication entre les banques (comme le système SWIFT) pour les institutions sanctionnées.

Enfin, le projet de loi propose d'imposer des sanctions contre la dette extérieure russe et contre le gazoduc Nord Stream 2.

D'après le texte, Washington s'engage à apporter une aide financière à Kiev en cas d'invasion par la Russie ».

Par prudence, il vaudrait mieux attendre le printemps, ou alors c'est vraiment se tirer une balle dans le pied de la politique énergétique européenne, ce que fera l'Europe sans hésiter puisque nous sommes totalement soumis aux intérêts américains.

Charles SANNAT

.France Info s'inquiète des taux qui montent et menacent la dette !

« Finance : les taux d'intérêt explosent » s'inquiète France Info à juste titre d'ailleurs, et vous allez voir le montant énorme, que dis-je colossal de la dite explosion !

« La dette du pays devrait s'alourdir de plusieurs milliards d'euros, à cause de l'augmentation des taux d'intérêts, qui sont régulièrement en proie aux emprunts du gouvernement. S'ils étaient négatifs jusqu'à cet automne, ils sont passés au positif, à 0,27 % sur dix ans ».

Mon Dieuuuuuuu, 0.27 % de taux positif mettrait notre pays en danger ? Diantre, il ne nous en faut plus beaucoup pour risquer la faillite !

Hahahahahahaha.

Cette année 2022 démarre sur les chapeaux de roues dans tous les domaines.

Le délire atteint des sommets, bien que je soupçonne nos chers mamamouchis de reculer à chaque fois un peu plus le délire encore plus loin. Toujours plus haut, toujours plus fort !

« Si l'État français a profité de ces dernières années pour emprunter à des taux très peu élevés, ceux-ci sont en augmentation depuis le rétablissement de l'économie. Ainsi, ces taux ont augmenté jusqu'à 0,27 % en janvier 2022, et les experts prévoient une flambée allant jusqu'à 0,75 % en décembre 2022. « On passe d'un régime où c'était très bon marché d'emprunter à un régime où lorsque l'on emprunte, on doit un peu d'argent à ses créanciers. On ne pourra pas le dépenser sur l'éducation, sur la défense ou sur d'autres postes qui pourraient être utiles pour la société civile », explique l'économiste Natacha Valla.

Et oui ma grande, c'est le principe de la dette. Quand y en a trop et bien le service de la dette coûte tellement cher que pour le payer il faut couper dans les dépenses.

C'est la raison pour laquelle je dis depuis 10 ans, que les conséquences de la faillite, ou les conséquences des politiques économiques nécessaires pour éviter la faillite sont sensiblement les mêmes.

Mais bon, rassurez-vous.

Les taux montent, la Banque de France explique même que l'endettement est hétérogène entre les pays et que c'est un immense facteur de risque, mais France Info ne voit rien.

« Pas de risque de crise pour la zone euro ».

Ouf vous êtes rassuré.

Quand la Pravda française vous explique que le nuage de Tchernobyl s'est arrêté à la frontière c'est qu'il est passé.

Quand on vous dit qu'il n'y a pas de risque de crise pour la zone euro...

Allez régalez-vous cette dernière phrase est truculente.

« La hausse des taux d'intérêt risque de coûter cher sur la durée. Les services de Bercy prévoient même un coût de 30 milliards d'euros d'ici 2030. Les pays du sud de l'Europe sont également en proie à ces augmentations. En Italie, il s'élève à 1,26 %, et 1,53 % en Grèce. Cependant, plusieurs experts affirment qu'il faut rester vigilant, mais qu'il n'y a pas de risque de crise pour la zone euro. « S'il y a une préoccupation majeure sur la dette, c'est l'Italie qui va souffrir en premier, avant qu'un risque majeur ne se manifeste sur la France. L'Italie sera en quelques sortes un baromètre du risque perçu sur les dettes publiques en Europe », rassure l'analyste financier Charles-Henri Colombier ».

Si ça foire, ça sera d'abord les Italiens...Hahahahahahaha

Je suis rassuré.

Très rassuré.

Allez, je vais aller m'acheter une pièce ou deux de plus en argent massif.

Charles SANNAT

Les voitures d'occasion plus chères que le neuf !!



Les abonnés à la lettre Stratégies apprécieront !

L'inflation, une aubaine pour les vendeurs de voitures d'occasion

« Vendre sa voiture d'occasion au même prix, voire plus cher malgré un kilométrage plus élevé? C'est la conséquence inédite de la flambée des prix aux États-Unis.

« C'est une tendance totalement nouvelle » qui n'est pas près de s'arrêter, estime Aurelien Guillaud, propriétaire de Arlington Auto Group (AAG), un concessionnaire automobile implanté à Arlington, en Virginie.

« Ma voiture dormait dans le garage de mon appartement, donc elle était en bon état. Mais, ça m'a fait un choc » de voir que son prix était supérieur à celui d'il y a quatre ans », raconte à l'AFP Masaki Kondo, un journaliste japonais expatrié qui a revendu il y a quelques mois sa Chevrolet au même concessionnaire de Gaithersburg (Maryland), 62 000 dollars, soit 2 000 dollars de plus qu'à l'achat.

Les prix à la consommation ont flambé en 2021 aux États-Unis, +7 %, du jamais vu depuis près de 40 ans, alimentés par la hausse des prix des voitures et camions d'occasion encore plus vertigineuse (+37,3 %).

Depuis la pandémie, les constructeurs automobiles ont du mal à mettre la main sur certaines pièces, en particulier sur les puces informatiques importées d'Asie, ralentissant la production de nouveaux véhicules.

*Avec **la pénurie de voitures neuves**, il y a eu un afflux de demandes pour les voitures d'occasion, explique le concessionnaire d'Arlington.*

Les sociétés de location de voitures, dans l'incapacité d'acquérir de nouveaux véhicules, ont, elles, cessé de se défaire rapidement de leurs anciennes voitures, asséchant le marché de véhicules d'occasion et faisant grimper davantage les prix ».

Alors vous voyez le problème ?

Le sujet n'est pas l'inflation.

Le sujet ce sont les pénuries.

On ne sort plus de voitures, et on en sortira de moins en moins de thermiques puisque les constructeurs vont cesser d'investir pour les moteurs thermiques et qu'on leur demande de cesser pour migrer vers le tout électrique. Or, c'est la Chine qui s'arroge le marché des puces et des batteries, donc de l'électrique.

Bref, entre pénuries et chantage économique, sans oublier l'adaptation et la transition écologique, il n'y a plus assez de véhicules.

Alors tout ce qui est en état de rouler vaudra de plus en plus cher.

Passionnante année 2022 je vous dis, et nous ne sommes que le 14 janvier !

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

« 7% d'inflation aux États-Unis, record depuis... 1982 »

par [Charles Sannat](#) | 13 Jan 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

1982... j'étais déjà né, et je me souviens si bien de Paul Volcker qui brisait les reins de l'inflation pendant que je trempais du haut de mes 7 ans mes tartines de pain beurré dans mon chocolat chaud.

Oui, vous avez raison.

Je ne m'en souviens pas de Paul Volcker, mais plus grand j'ai lu tous les livres ou presque traitant de cette période qui conditionne en partie notre vision du monde, de l'économie et de l'inflation.

C'est bien en 1982 et 1983 que le gouverneur de la banque centrale américaine la FED cassera l'inflation avec des hausses de taux assez vertigineuses.

Depuis, nous vivons dans un monde sans inflation ou presque et où la stabilité des prix est devenue l'Alpha et l'Oméga des politiques monétaires.

Enfin était l'Alpha et l'Oméga, parce que depuis Omicron, Delta et autres variants Alpha pour rester dans la thématique de l'alphabet grec, c'est plutôt compliqué côté inflation.

Et regardez le titre du New-York Times du jour.

Les prix à la consommation atteignent 7 % en un an, le plus fort taux d'inflation aux Etats-Unis depuis 1982 !

Et vous savez cette inflation que l'on disait temporaire, finalement semble plus durable que prévu.

Enfin prévu par eux, parce que moi mes poules et mes chats savent que l'inflation des graines et pâtés est partie pour durer un bon bout de temps.

Je vous ai déjà expliqué largement les raisons qui, à mon sens, nous font entrer dans **un nouveau monde inflationniste, et ce sera durable** donc désagréable pour notre pouvoir d'achat si l'on ne prend pas garde et à notre épargne et à nos revenus.

Du coup, l'or se tient plutôt bien à 1824 dollars l'once, les menaces de remontée des taux par la FED ne semblent pour le moment faire ni chaud ni froid au métal jaune. Va-t-il anticiper et refléter les risques réels d'inflation, ou plus précisément l'inflation qui est bien réelle et l'anticipation d'un mouvement inflationniste nettement plus durable ?

Ce serait logique, mais la normalisation monétaire peut peser sur les cours de l'or, raison pour laquelle je vous incite à la prudence sur l'or pendant les prochaines semaines. Celui qui vous dit avec certitude que cela va monter ou baisser vous ment.

Personne ne le sait.

Je ne sais pas de quel côté va retomber la pièce !

Mais, ce que je sais, c'est que l'inflation, comme prévu est là. Et ça, à terme c'est très bon pour l'or.

Alors peut-on acheter de l'or ?

Oui.

Mais... on ne spéculé pas sur l'or. On l'achète comme une assurance et un placement de long terme.

Pas comme une spéculation de court terme où vous pouvez vous faire prendre à revers par une augmentation des taux imprévue par exemple.

Pour le reste et au bout du compte, il ne restera que les actifs tangibles et les métaux précieux qui seront debout quand l'heure des comptes économiques sonnera et qu'il faudra payer les coûts de la crise et de nos « quoi qu'il en coûte » !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

.L'EMA, l'agence européenne du médicament prévient que les vaccinations répétées pourraient affaiblir le système immunitaire



L'OMS a déclaré qu'il était illusoire de croire que l'on pourrait combattre la pandémie actuelle à doses de booster de plus en plus rapprochées.

Il va donc falloir trouver autre chose et revenir surtout à plus de bon sens et de nuances. Sortir de l'hystérie actuelle est assez compliqué et les journalistes portent une responsabilité énorme dans la création du climat actuel délétère.

Et c'est assez logique cette sortie puisque l'EMA qui n'est autre que l'Agence Européenne du Médicament explique que « les boosters répétés pourraient affaiblir le système immunitaire ».

En gros, là encore, c'est l'illustration de deux principes vieux comme le monde.

1. *C'est la dose qui fait le poison et c'est valable pour tous les produits y compris le Doliprane dont le surdosage est mortel !*
2. *Le mieux est toujours l'ennemi du bien !*

Voilà ce que dit cet article de l'Agence Bloomberg pas franchement une officine complotiste et anti-vax.

« Les régulateurs de l'Union européenne ont averti que les injections fréquentes de rappel de Covid-19 pourraient nuire au système immunitaire et pourraient ne pas être réalisables.

Répéter les doses de rappel tous les quatre mois pourrait éventuellement affaiblir le système immunitaire et fatiguer les gens, selon l'Agence européenne des médicaments. Au lieu de cela, les pays devraient laisser plus de temps entre les programmes de rappel et les lier au début de la saison froide dans chaque hémisphère, conformément au plan défini par les stratégies de vaccination contre la grippe, a déclaré l'agence.

Le conseil intervient alors que certains pays envisagent la possibilité d'offrir aux gens des deuxième injections de rappel dans le but de fournir une protection supplémentaire contre les infections croissantes à l'omikron. Plus tôt ce mois Israël est devenu la première nation à commencer à administrer un second rappel, ou quatrième dose, à ceux de plus de 60 ans. Le Royaume-Uni a dit que les boosters offrent un bon niveau de protection et il

n'y a pas besoin d'une deuxième injection de rappel pour le moment, mais examinera les données au fur et à mesure de leur évolution.

Les rappels « *peuvent être effectués une ou peut-être deux fois, mais ce n'est pas quelque chose qui, selon nous, devrait être répété constamment* », a déclaré mardi Marco Cavaleri, responsable de la stratégie des menaces biologiques pour la santé et des vaccins à l'EMA, lors d'un point de presse. « *Nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons passer du cadre pandémique actuel à un cadre plus endémique.* »

Le régulateur de l'UE a également déclaré lors du briefing que les antiviraux oraux et intraveineux, tels que Paxlovid et Remdesivir, maintiennent leur efficacité contre l'omicron. L'agence a déclaré qu'avril était le plus tôt possible pour approuver un nouveau vaccin ciblant une variante spécifique, car le processus prend environ trois à quatre mois. Certains des plus grands fabricants de vaccins au monde ont déclaré qu'ils envisageaient de produire des vaccins qui pourraient cibler de nouvelles variantes.

Source [Bloomberg.com](https://www.bloomberg.com) [ici](#)

Pimco conserve une opinion favorable sur les actions mondiales, mais se prépare à la fin du cycle

« Pimco a publié les conclusions de son dernier Cyclical Forum sur le thème : « Investir dans un cycle en évolution rapide ». Le pic de soutien de la politique budgétaire, et donc le pic de croissance du PIB réel, a probablement été atteint en 2021, indique la société de gestion. L'économie mondiale semble maintenant progresser rapidement vers une dynamique de fin de cycle. Dans la plupart des régions, la politique monétaire a changé de cap pour se normaliser.

Les frictions sur les marchés des biens et du travail ont stimulé l'inflation. Selon le scénario de base de Pimco, l'inflation mondiale atteindra un pic au premier trimestre, puis se rapprochera des objectifs des banques centrales d'ici la fin de l'année 2022. Le gérant surveille de près les risques de hausse de ce point de vue ».

Pour Pimco, l'une des plus grandes sociétés de gestion d'actifs au monde, nous venons de passer le « pic » d'impression monétaire et de taux bas.

Je n'en crois pas un seul mot, un seul instant.

Nous sommes déjà allés trop loin dans l'endettement et il est peu probable que nous réussions à rembourser ces dettes sans demander aux banques centrales de le faire à notre place en monétisant.

Quelle sera l'excuse ?

Je n'en ai aucune idée, mais les banques centrales trouveront forcément une excuse, un alibi ou un biais quelconque pour intervenir avant l'effondrement et l'insolvabilité généralisée.

En attendant, on fait semblant de croire à la possibilité d'un retour à la normal.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

« Et si la Chine bloquait l'économie mondiale à nouveau ? »

par [Charles Sannat](#) | 12 Jan 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Comme on dit par chez nous à la campagne, « on n'a pas le cul sorti des ronces ».

Oui, je sais c'est un poil vulgaire cette histoire d'arrière train dans les ronces, mais je trouve que l'image est très belle et que la métaphore est fort efficace pour dire que ce n'est toujours pas la fin des problèmes.

Je ne sais pas si vous vous êtes essayé à poser votre auguste postérieur dans un lit de ronces, mais je peux vous assurer que l'expérience est aussi inoubliable que désagréable.

Un peu comme cette pandémie dont il vaut mieux rire, tant nous avons tous envie d'en pleurer. Et j'ai envie de vous faire rire ou sourire et de commencer vos journées par un peu de dérision pour accompagner votre café ou chocolat chaud, voir, même votre thé matinal.

Pourquoi vous parler de la non-fin de la pandémie ? Parce que nos amis les Chinois continuent leur histoire de zéro Covid ce qui va avoir le don d'emmerder (pour utiliser une expression de notre auguste mamamouchi du Palais, qui lui non plus n'a pas le cul sorti des ronces) le monde.

En Chine, les restrictions locales se multiplient

La stratégie de la Chine c'est de traquer chaque particule virale pour empêcher toute reprise épidémique significative, ce qui implique de tout fermer, de tout verrouiller le plus rapidement possible.

Ce qui est regrettable c'est qu'ils n'aient pas réussi à tout verrouiller dès le départ, cela nous aurait évité une belle dérouillée mondiale. Mais c'est encore un autre sujet, dont l'histoire saura vous reparler lorsque vous apprendrez effaré la véritable histoire de ce virus, qui, pour le moment, je le rappelle, est lié à un pangolin de Wuhan qui aurait mangé une chauve-souris infectée avant d'être mangée par un petit chinois (ou un grand d'ailleurs) dans le marché aux animaux. Le petit, ou grand chinois en question étant le patient 0 qui aura infecté la planète entière à partir d'un plat indigeste. Cette publication n'étant pas complotiste, nous n'en dirons pas plus tout en en pensant pas moins !

Revenons donc à nos histoires de confinement en Chine.

La Chine confine dès qu'un virus bouge.

Le problème c'est que la stratégie du zéro Covid, et bien cela ne marche pas franchement. C'est assez logique. C'est une zoonose. Les virus vont des animaux à l'homme et inversement. D'ailleurs Omicron est allé muter dans les souris mais a priori pas de laboratoire pour une fois. Alors toute stratégie zéro Covid est totalement illusoire puisque cela voudrait dire qu'il faudrait aussi confiner veaux, vaches, cochons et de manière générale tous les animaux y compris les millions de rats d'égouts élevés consciencieusement par notre Dame de Paris, je ne parle de la Cathédrale mais de la Hidalgo et des services de la propreté qui seraient mieux nommés les

séances de la saleté.

Bref, je les regarde vacciner nos petits rats de l'Opéra. Pas les jeunes danseuses, non, les vrais rats qui traînent un peu partout.

Mais, les Chinois continuent sur cette voie.

Vous me direz que l'on s'en fiche de ce qu'ils font en Chine. C'est vrai. Sauf quand cela nous concerne et cela nous concerne au premier chef, puisque la Chine produit à peu près tout ce que nous consommons et que nous achetons.

Si la Chine ferme, nous aussi. Cela met quelques semaines à se voir, car les stocks se promènent sur les bateaux et donc il y a une forme d'inertie entre le moment où l'usine chinoise ferme et le moment où la dernière livraison nous arrive. Au redémarrage vous retrouvez ce même temps de latence.



Nous avons actuellement environ 20 millions de Chinois confinés chez eux.

En février ce sera les Jeux Olympiques, et il va y avoir du monde qui va arriver en Chine, puis ils vont aussi avoir leur jour de l'an... bref, c'est un joyeux bazar qui nous attend dans l'Empire du Milieu, et mon petit doigt me dit, que nous ne sommes pas au bout de nos surprises concernant cette histoire d'épidémie et de perturbations dans la chaîne logistique mondiale.

20 millions de Chinois qui ne travaillent pas c'est autant d'usines qui ne tournent pas, et de pénuries à venir.

Remarquez, cela pourrait bien faire les affaires des banques centrales à commencer par la FED qui aurait une bonne raison de ne pas monter les taux d'intérêt trop vite et trop fort.

Mon conseil reste toujours le même.

A tous ceux qui sont dépendants des produits qui viennent de Chine, à tous les artisans, les commerçants. Stockez. Forcez sur le stockage pour deux raisons. La première les risques de pénuries. La seconde ? Les prix montent, et vous achèterez de toutes façons plus cher demain qu'aujourd'hui. Stocker est donc une bonne idée.

Restez tout de même prudent et dans la nuance. Je vous exprime ici une idée générale. Je connais un artisan copain, qui vient de rentrer 300m² de parquet. Il ne sait pas où il va le poser, mais il aura du parquet à poser et pourra occuper ses ouvriers ! Il n'a pas non plus acheté 10 000m² de parquet avec un crédit sur 15 ans ! Mais vous voyez l'idée, il m'a dit en faisant ça je m'assure trois mois de boulot avec mes gars et ça me laisse le temps de voir venir et de trouver de la marchandise en cas de problème.

Bon, comme je vous le disais, « on n'a pas le cul sorti des ronces », et quand je vous disais il y a deux ans que nous en aurions au moins pour deux ans de cette histoire-là on m'a dit que j'étais sacrément pessimiste. Et encore je n'ai pas osé vous dire à cette époque ce que je pensais vraiment, à savoir qu'il va nous falloir apprendre à vivre avec ce virus pour l'éternité, et qu'il serait bien que nous n'en prenions pas pour perpétuer de leurs restrictions, car **vivre enfermé à vie pour rester vivant, ou prendre le risque de vivre en restant libre, devrait être le véritable débat que nous devrions tous avoir. Nous connaissons tous l'issue. Nous mourrons dans 100 % des cas. Il n'y a aucune mort évitable. Tout au plus peut-on gagner plus ou moins de temps. Comment veut-on utiliser son temps de vie ? Voilà la grande question.**

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

La FED de plus en plus Faucon ! 3 hausses de taux dès 2022 ?



Dans un discours préparé à l'avance et qui a déjà largement fuité, le président de la Fed promet « d'empêcher l'inflation de s'enraciner ».

« Nous utiliserons nos outils pour soutenir l'économie et un marché du travail solide et pour empêcher l'inflation de s'enraciner ».

« Nous sommes fortement déterminés à atteindre nos objectifs statutaires d'emploi maximum et de stabilité des prix », va-t-il également déclarer.

Bon, c'est la première fois que je commente un discours qui n'a pas encore eu lieu, c'est un peu comme lire dans mes poules de cristal. Décidemment on n'arrête plus les progrès ces derniers temps.

De son côté, le président de la Réserve fédérale d'Atlanta Raphael Bostic a souligné dans un entretien au Wall Street Journal « *qu'il y a un risque que l'inflation soit élevée pendant une période prolongée et nous devons répondre directement, clairement et agressivement* ».

Il a ajouté qu'en cas de persistance de l'inflation, le mois de mars serait « une possibilité raisonnable » pour la première d'une série de relèvement de taux, afin d'essayer de freiner l'inflation qui dépasse largement l'objectif de 2 % de l'institution ».

En fait Bostic voudrait 3 hausses de taux en 2022 avec un démarrage en mars de cette année !

Pour le moment les marchés ne semblent pas trop y croire. D'ailleurs l'or vient de repasser la barre des 1 800 dollars l'once en s'établissant à 1 816 dollars.

Comportement surprenant s'il en est.

Il faut dire comme le souligne Reuters que « *la Fed a acheté pour plus de 4 000 milliards de dollars d'emprunts d'État et de prêts immobiliers titrisés depuis la pandémie de COVID-19, ce qui a plus que doublé la taille de son bilan, passé de 4 100 milliards de dollars à plus de 8 700 milliards* ».

Risque de crise financière, faisons le point !

Je suis intervenu hier sur Ecorama pour faire le point sur les risques de crise financière pointés par la Banque de France.

L'un des sujets dont on parle peu et contenu dans ce dossier édité par la Banque de France ce sont les risques d'endettement des États.

Que dit exactement la BdF ? Que, je cite « *les ratios de dettes publiques sont élevés et divergents au sein de la zone euro* ».

En clair, comment va-t-on à nouveau converger et va-t-on seulement pouvoir converger entre des pays comme la France et l'Italie et d'autres comme l'Allemagne et les Pays-Bas ?

Vous avez là un risque énorme de crise financière, parce que vous avez un risque énorme de crise politique.

Matrice des risques du système financier à **Décembre 2021**

	Vulnérabilités	Résilience	Évaluation du risque
1. Valorisations de marché élevées	• Valorisations élevées des prix des actifs financiers risqués • Dépendance de la valorisation des marchés actions à l'environnement de taux bas • Recours au levier des fonds d'investissement • Évolution différenciée de l'immobilier résidentiel pouvant amener à des poches localisées de surévaluation	• Situation de liquidité solide des établissements financiers • Travaux européens et internationaux pour renforcer le cadre réglementaire existant pour les fonds d'investissement ouverts	
2. Conséquences macro-financières de l'endettement élevé	• Impact des anticipations d'inflation sur les taux d'intérêt et sur les spreads • Dette brute élevée des entreprises, hétérogénéité des situations de trésorerie • Ratios de dettes publiques élevés et divergents au sein de la zone euro	• Vigilance de la politique monétaire • Reprise macro-économique solide • Mesures macroprudentielles pour limiter l'exposition des banques aux acteurs très endettés • Solvabilité des banques et des assurances qui reste élevée et solide	

Ci-dessous la vidéo d'Ecorama d'hier.



<https://www.youtube.com/watch?v=GxWWpUQa3Xg>

Selon dernier rapport semestriel sur l'évaluation des risques financiers publié par la Banque de France, le risque d'une crise financière a augmenté. Les explications de Charles Sannat, fondateur du site insolentiae. Ecorama du 11 janvier 2022, présenté par David Jacquot sur Boursorama.com

Charles SANNAT

.Carburants, électricité, les prix flambent !



Les prix flambent que ce soit pour les carburants ou pour l'électricité !

D'ailleurs, Barbara Pompili a présenté hier la facture provisoire de toutes les mesures déjà engagées par l'État pour protéger les Français de la hausse des prix de l'énergie. Ces mesures tenez-vous bien représentent un coût total de 14 milliards d'euros sur 2021-2022 !

Énorme donc ! Et comme le dit la publicité « c'est pas fini » !

Du côté des carburants les prix à la pompe atteignent de nouveau des niveaux records nous annonce le Figaro.

« Le litre de gazole a atteint, début janvier, près de 1,59 euro, en hausse de cinq centimes par rapport à fin décembre.

Les automobilistes vont encaisser une nouvelle hausse de la facture d'essence. Selon les dernières données publiées par le ministère de la Transition écologique, les prix des carburants ont augmenté de nouveau, début 2022, atteignant des sommets. Une évolution expliquée par la hausse de la matière première, le prix du baril restant deux fois plus élevé qu'à la même époque, un an plus tôt.

Dans le détail, le litre de gazole a atteint, sur la semaine du 7 janvier, près de 1,59 euro – 1,5883 euro, précisément -, en hausse de cinq centimes par rapport au dernier relevé, fin décembre 2021. De même, le litre de SP95 (+6 centimes), de SP98 (+5 centimes) et de Superéthanol E85 (+4 centimes) ont tous augmenté ».

Ces prix n'ont jamais été aussi élevés !

Il faut dire que les cours du baril de pétrole sont repartis à la hausse après une accalmie et une baisse d'une dizaine de dollars liée aux peurs et craintes du virus Omicron, des craintes de trop courte durée pour faire baisser sensiblement et durablement le prix des carburants qui sont aussi sec repartis vers des sommets.

L'énergie sera de plus en plus chère parce qu'elle sera de plus en plus rare.

La transition énergétique sera donc douloureuse parce que très coûteuse pour les gens.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

Prêts garantis par l'État : attention à la toxicité

[Simone Wapler](#) 10 janvier 2022

Le sort de nombreux prêts garantis par l'État devient clair : ils seront honorés lorsque les poules auront des dents.

Dans sa politique du « quoi qu'il en coûte », les prêts garantis par l'État sont une des grandes réussites mises en avant par le gouvernement.

Précisons que ces prêts reposent sur de l'argent dont personne ne dispose : ni les [contribuables](#) les plus pressurés au monde, ni l'État qui empile les [déficits](#) depuis quarante-huit ans. Cet argent surgi du néant est pris au futur. Il est dépensé pour **compenser la perte de l'activité économique délibérément mise à l'arrêt par la politique du confinement.**

C'est à ce dispositif que nous devrions notre rebond de croissance exceptionnel, notre taux de chômage historiquement faible, l'amélioration de notre pouvoir d'achat si l'on en croit les exercices d'autosatisfaction du gouvernement.

Chiffres France

- 6,7 % de croissance de l'activité économique en 2021 ([source](#)) après – 7,9 % en 2020 ([source](#))
- 8,1 % de taux de chômage au troisième trimestre 2021
- +1,8 % de pouvoir d'achat en 2021

Chiffres de l'Eurozone

- 5 % de croissance de l'activité économique en 2021 après – 6,4 % en 2020 ([source](#))
- 7,4 % de taux de chômage au troisième trimestre 2021 ([source](#))
- + 1,9 % en 2021 ([source](#))

Voilà pour ce qu'on nous demande de voir.

Constatons que :

- Le rebond de croissance n'a rien d'exceptionnel. Si le PIB était de 100 en 2019, après -7,9 % et + 6,7%, il s'établit à 98,27 (contre 98,28 pour la moyenne de la Zone euro après -6,4 % et + 5 %).
- Notre taux de chômage est toujours supérieur à celui des pays de la zone euro.
- Le gain en pouvoir d'achat est en dessous de celui de la zone euro.

Beaucoup d'esbroufe et de milliards pour pas grand résultat. La comparaison est loin d'être aussi flatteuse que ce que nous présente le satisfecit officiel.

L'ardoise du « quoi qu'il en coûte » et ce qui se voit

Aujourd'hui, ces prêts garantis par l'État représentent 141,56 milliards d'euros et ont été attribués à plus de 690 000 entreprises selon les [chiffres du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance](#).

Le dispositif qui devait s'éteindre en décembre 2021 est prolongé jusqu'en juin 2022.

Les premiers remboursements devaient commencer en mars. Il s'avère dès maintenant que ce sera impossible pour bon nombre d'entreprises en difficulté. D'où la mise en place de moratoires : étaler les remboursements sur dix ans au lieu de six ans, décaler les premiers remboursements à la fin de l'année 2022.

Nous sommes ici dans la stratégie connue dans le domaine des créances pourries pour mettre la poussière sous le tapis : *extend and pretend*. Dit en français étendre les maturités et prétendre que les créances seront remboursées.

Pour le moment, selon [Bruno Le Maire](#) seraient concernées par ces rééchelonnements « 25 000 à 30 000 » très petites entreprises, souvent des commerçants, artisans ou restaurateurs. « *Le prêt garanti par l'État qui a sauvé des dizaines de milliers d'entreprises ne doit pas les couler au moment de leur remboursement* ».

Ce qui ne se voit pas et les coûts cachés

Dans la politique mise en œuvre nous voyons pour le moment des résultats très mitigés. Des entreprises déjà fragiles avant l'épidémie ont souscrit ces prêts. Résultat : le nombre de faillites en 2020 et 2021 était inférieur à la tendance préexistante grâce à cette trésorerie « tombée du ciel ».

L'IREF analysait déjà en octobre 2021 :

« Ce constat vaut pour tous les secteurs d'activité, mais celui pour lequel la trésorerie des entreprises s'est le plus nettement améliorée est l'hôtellerie-restauration. Environ 65 % des entreprises du secteur étaient en août 2021 dans une situation de trésorerie « très bonne » et « bonne » alors qu'elles n'étaient que 25 % dans ce cas en novembre 2019 ».

Mais bien sûr, la réalité reprendra le dessus. Ainsi, Euler-Hermès, organisme qui assure les crédits, s'attend à un [fort rebond des faillites en 2022](#).

En d'autres termes, le « quoi qu'il en coûte » [finance des zombies](#) : des entreprises qui seront incapables de rembourser car elles étaient à terme condamnées, covid ou pas covid.

Les zombies sont un poids mort pour l'économie car ils consomment des ressources (matérielles, humaines, financières) dans des activités non créatrices de richesses, privant d'autres entreprises saines de ces mêmes ressources. L'argent gratuit, surgi du néant et ne correspondant à aucune création antérieure de valeur ne change rien à cet état de fait. Un gaspillage reste un gaspillage même financé par de la monnaie de singe.

Qui est à même d'anticiper au mieux les changements de marché ?

La crise sanitaire a probablement changé de façon durable certains comportements : le télétravail prive des restaurateurs de leur clientèle, le tourisme est modifié, les achats en ligne se sont renforcés au détriment de certains commerces, le secteur de l'événementiel ne reprendra pas probablement comme avant, etc.

La clientèle a changé et ne reviendra pas toujours. Ce qu'on appelle *le marché* est insaisissable par quelques esprits de brillants fonctionnaires. Il est la résultante de milliards de décisions individuelles quotidiennes.

Nous avons un système d'assurance chômage qui nous coûte « un pognon de dingue » qu'il suffisait de laisser opérer. L'État pouvait assouplir les procédures (et les conséquences) de dépôts de bilan des entrepreneurs qui avaient investi au mauvais moment et subissaient de plein fouet les conséquences de la mise à l'arrêt de l'économie décidée par l'État.

Pour aider les entreprises, il ne faut pas plus d'argent gratuit tombé du ciel, de création monétaire et de dettes bidons. Il faut [moins d'impôts de production](#), moins de taxation, moins de Cerfas inutiles, moins de subventions aux zombies et plus d'oxygène aux vivants. En fait, pour aider vraiment les entreprises, il suffirait de ne pas les entraver. Je sais, c'est très difficile à comprendre pour des politiciens professionnels et des fonctionnaires qui vivent à l'écart des règles de marché et de concurrence.

Épargnants : attention aux prêts toxiques

Les sites de financement participatifs (*crowdfunding*) ont été autorisés à distribuer des prêts garantis par l'État.

Certains épargnants se sont tournés vers le prêt participatif pour obtenir un rendement supérieur aux produits d'épargne bancarisés et aux livrets. Les taux proposés sont bien supérieurs sachant qu'évidemment le risque l'est aussi.

Cependant, dans le contexte actuel, il convient de se poser une question : pourquoi une entreprise se tournerait-elle vers un intermédiaire de *crowdfunding* plutôt que sa banque pour obtenir un prêt garanti par l'État, donc en principe à risque très atténué ? D'autant plus que les banques ne semblent pas très regardantes dans leurs conditions d'attribution.

Lesdites banques sont aujourd'hui dans les faits quasi-nationalisées (ou plutôt supra-nationalisées) par la Banque centrale européenne qui garantit les obligations souveraines auxquelles elles souscrivent complaisamment. Une faillite bancaire est donc devenue improbable. Il n'en demeure pas moins qu'un fonds obligataire ou à haut rendement proposé à la clientèle peut se retrouver gelé...

Comme je l'expose [dans mon dernier livre](#) et comme le montrent 5000 ans d'histoire, la fausse monnaie (maquillée sous forme de dette, d'emprunts garantis par l'État ou à l'état de billets fraîchement imprimés) ne peut pas augmenter la richesse à l'échelle collective (elle n'augmente que la richesse des seuls faux-monnayeurs).

Il n'y a que deux issues possibles à une crise de surendettement : l'esclavage (le fruit du travail est intégralement affecté au remboursement du passif) ou le jubilé (effacement des dettes et destruction de la monnaie dans laquelle ces dettes étaient libellées).

▲ [RETOUR](#) ▲

Pourquoi l'inflation est là pour durer

Publié par [Philippe Herlin](#) | 6 janv. 2022



Les dirigeants de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) nous ont longtemps promis que leur politique monétaire laxiste n'engendrerait pas d'inflation, puis ensuite qu'il ne fallait pas s'inquiéter et qu'elle serait "transitoire". Ils concèdent désormais que le transitoire pourrait se

prolonger, mais continuent de nous vendre le "retour à la normale". Eh bien non, l'inflation va durer, et voici pourquoi.

La croissance rapide de la création monétaire, que l'on voit à travers [l'explosion du bilan de la BCE et de la Fed](#), se retrouve en partie directement consommée (monnaie de transaction), ce qui pousse les prix des biens et services à la hausse. Le surcroît de monnaie fait valser les étiquettes, c'est le mécanisme le plus basique de l'inflation.

Mais la part de monnaie qui est épargnée produit aussi son effet : lorsqu'elle s'investit dans les obligations d'État (via l'assurance-vie pour les particuliers, par exemple), elle en fait monter le prix (ce qui se traduit par une baisse du taux d'intérêt). Lorsqu'elle s'investit dans les actions, les cours progressent, et idem dans l'immobilier, le marché de l'art...

La monnaie qui se place sur les actifs financiers et les actifs réels fait monter leur prix, ce qui constitue aussi une "inflation", pas au sens strict, bien sûr, puisque les organismes statistiques ne prennent en compte que les biens de consommation, mais tout de même, et les ménages le ressentent douloureusement lorsqu'ils doivent acquérir leur logement.

L'autre effet de cet accroissement de monnaie est la dépréciation du taux de change, ce qui renchérit le prix des biens importés. On le voit dans plusieurs pays émergents (la Turquie, 30% de dépréciation par rapport au dollar, 20% d'inflation en 2021), un peu au Japon, pas encore sur l'euro mais c'est à surveiller.

L'autre cause majeure de l'inflation ne provient pas des banques centrales, mais d'un virage majeur des pays occidentaux : la transition énergétique. Elle va coûter une fortune ! D'un côté il y a destruction de capital (les centrales au charbon et – pour une part – les centrales au gaz, l'automobile à moteur thermique, l'exploitation pétrolière), puis de l'autre des investissements massifs (énergies renouvelables, voiture électrique, isolation) et à faible rentabilité. Comme l'indique une étude [Natixis](#), "ces investissements ne sont réalisables que si les taux d'intérêt à long terme sont bas [...] La transition énergétique, qui va amputer le pouvoir d'achat des ménages avec les prix plus élevés et plus variables de l'énergie, pousserait alors la BCE à maintenir une politique monétaire expansionniste."

Selon de nombreux économistes, il n'y aura pas d'inflation durable car il n'y a pas de spirale prix-salaires comme lors des années 1970, dans laquelle l'un entraînait l'autre. Mais c'était un autre modèle, une autre époque. Certes, les salaires n'augmentent pas ou peu, ce qui est destructeur pour le pouvoir d'achat, mais l'argent créé *ex nihilo* alimente bien la "machine" économique : des salariés payés à rien faire durant les confinements (en Europe), des entreprises maintenues en vie avec les subventions étatiques ou grâce aux taux zéro (entreprises-zombies), des subventions massives pour la transition énergétique (renouvelables, voitures électriques, isolation), de vastes programmes de rénovation d'infrastructures (aux États-Unis), etc. Il ne faut pas se focaliser sur le salaire. Une spirale *revenus-prix* est en train de se mettre en place et va alimenter et propulser les prix pour longtemps ! L'inflation est bien là pour durer et, l'histoire le montre, pour détruire nos économies.

▲ [RETOUR](#) ▲

Les taux bas poussent les épargnants vers des actifs alternatifs

rédigé par [Henry Bonner & Simone Wapler](#) 12 janvier 2022



Dans un monde où la croissance est intrinsèquement liée à la dette, les épargnants sont perdants. C'est pourquoi ils sont de plus en plus nombreux à se tourner vers d'autres actifs que les traditionnelles actions et obligations.



Il est clair qu'il y a une fracture progressive de la liberté financière et de la confidentialité de la vie privée.

Si vous ne voyez pas cela venir, vous risquez que tous vos actifs financiers et votre patrimoine soient captifs, indisponibles au moment où vous en auriez le plus besoin.

Le fléau de la dette

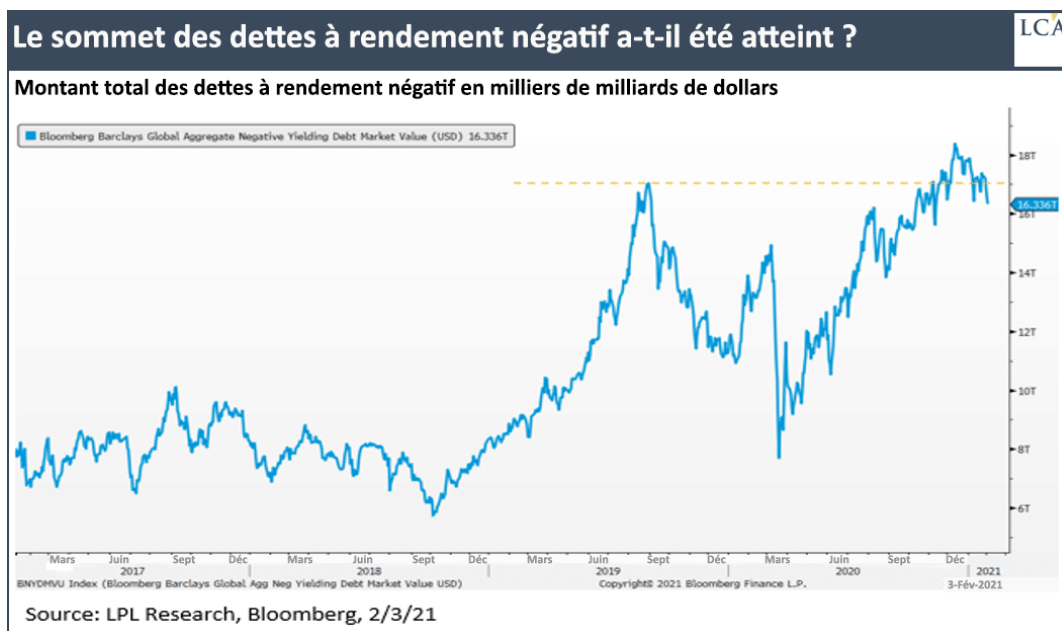
La dette, par exemple, continue à ronger le monde.

La dette mondiale atteignait 296 000 Mds\$ au deuxième trimestre selon l'Institute of International Finance. Cela représente 353% du PIB mondial. Le plus étonnant est que le ratio mondial de dettes sur PIB était en réalité en baisse de 9% en raison de la croissance du deuxième trimestre (gonflée par des milliers de milliards de relance) qui a été plus forte qu'attendue.

Lorsque la croissance du PIB ralentira aux troisième et quatrième trimestres, le ratio dette/PIB augmentera. Ce ratio n'est qu'une façon simple de comprendre le problème sous-jacent : nous vivons dans un monde où la croissance requiert une expansion permanente de la dette.

Tout ralentissement ou décroissance de la dette provoque une crise et un krach (une réévaluation de tous les prix des actifs financiers).

Regardez ce graphique.



Il y a dans le monde presque 17 000 Mds\$ d'obligations à rendement négatif – et il s'agit du rendement nominal, c'est-à-dire avant inflation.

Cela signifie que ces dettes sont vendues à des acheteurs volontaires qui savent très bien que, s'ils les conservent jusqu'à maturité, ils perdront de l'argent.

Quand vous introduisez l'inflation pour calculer le rendement réel d'autres titres de dette, le montant total d'obligations à rendement négatif est bien plus élevé.

La conséquence de cet énorme réservoir de dette à rendement négatif est que les marchés actions paraissent par comparaison attractifs. Cela conduit à des valorisations encore plus élevées au moment même où les actions sont historiquement à des niveaux déjà très risqués.

Quand les banques répercutent les taux négatifs sur leurs clients

Mais saviez-vous qu'au mois de juin 2021, 349 banques allemandes facturaient à leurs clients déposants des taux d'intérêt nominaux négatifs ? Saviez-vous que ce nombre a plus que doublé par rapport à la fin de l'année 2020, quand elles n'étaient que 171 à le faire ?

Ce phénomène pourrait tout à fait essaimer ici. D'ailleurs, la plupart des comptes bancaires courants proposent déjà un rendement négatif, une fois ajusté de l'inflation.

Historiquement, les Allemands préfèrent les espèces et l'or.

Pourquoi ? Parce qu'ils ont vécu une guerre monétaire dans le passé. Ils ont vendu leur or à la Reichsbank durant la Première Guerre mondiale pour maintenir la convertibilité du mark en or.

Aujourd'hui encore, les Allemands s'en souviennent et les Français restent plus négligents sur ces questions.

Si les banques ne peuvent pas percevoir d'intérêts sur les obligations gouvernementales, comment peuvent-elles payer des intérêts sur les dépôts d'épargne ? C'est pour cette raison qu'elles commencent à répercuter les taux négatifs.

Comment empêcher la fuite face aux taux négatifs ?

La succursale du Kansas de la Réserve fédérale a publié un article début 2021 sur ce qu'impliquerait le retour des monnaies privées pour les banques centrales. Ses auteurs y évoquaient essentiellement des cryptomonnaies.

L'article indiquait aussi que si les monnaies privées drainaient l'épargne hors du système bancaire conventionnel, la stabilité du système financier s'en trouverait affectée. Il pourrait y avoir une lente fuite hors des banques, provoquant une érosion de leurs capitaux propres.

Le retour des monnaies privées

Le président de la Security Exchange Commission (SEC), Gary Gensler, a récemment affirmé au *Washington Post* que « l'Histoire nous indique que les formes de monnaies privées ne durent pas longtemps ».

Il a comparé l'époque actuelle de décentralisation de la finance et de l'innovation des cryptomonnaies à l'époque bancaire incontrôlée du XIX^e siècle, indiquant « qu'il y aurait des victimes ».

Le développement des cryptomonnaies et de la « finance décentralisée » (DeFi, comme disent les Anglo-Saxons) constituent une menace pour le système financier et sa stabilité, selon Michael Hsu, directeur opérationnel de l'Office of The Comptroller of the Currency (OCC), l'institution qui régule les banques établies aux Etats-Unis.

Il a été jusqu'à comparer l'offre actuelle de produits à haut rendement au marché des CDS (*credit default swaps*), ces produits financiers à l'origine de la crise de 2008.

Aucun de ces deux intervenants n'a trouvé quelque chose de positif à dire au sujet des *stablecoins* – des cryptomonnaies supposées résoudre le problème de la volatilité en ayant un prix indexé sur une monnaie fiduciaire – que Gensler a comparé à des « jetons de poker » liés à la valeur du dollar.

Quant à notre propre Christine Lagarde, elle a déclaré que même si les cryptomonnaies étaient fiduciaires, elles n'étaient que des cryptomonnaies et non pas de la monnaie.

La dernière chose qu'elle et les autres banquiers centraux souhaitent est de voir émerger de la concurrence. C'est la raison pour laquelle [les développements de monnaies numériques de banque centrale sont si rapides](#).

Le principal pouvoir des devises numériques vient de l'abolition des billets.

Si les gens ne peuvent pas détenir de la monnaie physique, il devient vite plus facile de baisser les taux d'intérêt bien au-delà de zéro ; autrement, le taux zéro sur les billets sous le matelas reste attractif. Si les taux d'intérêt peuvent plonger bien au-dessous de zéro, la politique monétaire devient subitement bien plus puissante et capable de terrasser la déflation.

Ce n'est pas une surprise si la capitalisation des cryptodevises s'est envolé au-delà des 2 900 Mds\$ à son sommet, en novembre 2021. Les gens veulent une issue de secours pour ne pas rester captifs d'un système financier punitif.

▲ [RETOUR](#) ▲

Cette ruine financière que personne ne saurait prévoir

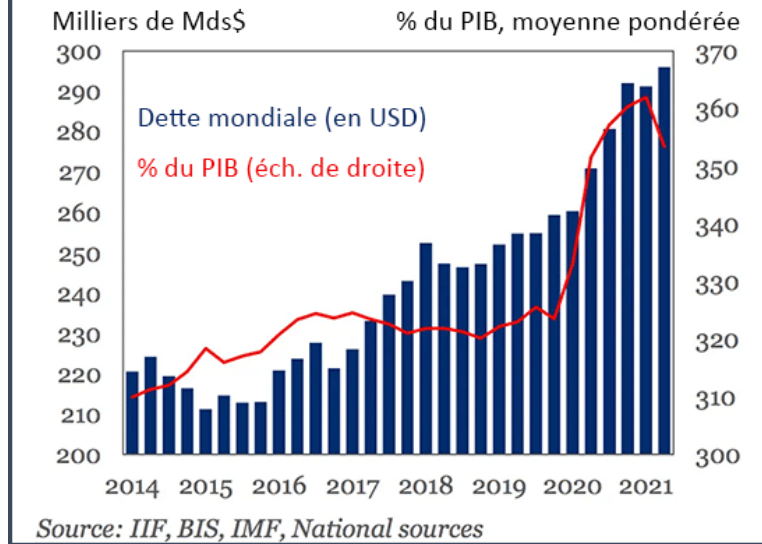
rédigé par [Bruno Bertez](#) 13 janvier 2022



Si vous détenez un portefeuille d'action, vous aurez plutôt tendance à vous soucier de comment bougent les cours des actions. Cependant, comme en 2008, la crise risque de venir d'un autre coin du monde financier.

Pour bien commencer l'année, jetons un petit coup d'œil sur la dette globale, laquelle n'est qu'une infime partie de la dette du système mondial.

LCA



A noter que la baisse actuelle sur la courbe rouge n'a pas pour origine un arrêt de la production de dettes. Elle est due à la reprise mécanique des productions, c'est-à-dire des PIB, après les arrêts dus au Covid.

Pour comprendre le phénomène de la dette, imaginez un chasse-neige qui avance et qui repousse un mur de neige devant lui.

Stock ou flux ?

L'économie dominante occulte les phénomènes de stocks. Elle fait comme si les phénomènes d'accumulation n'existaient pas, ou elle les appelle « cygnes noirs ». Les stocks ne rentrent pas dans l'intelligibilité court-termiste de l'économie politique capitaliste. L'intelligence des idiots qui gouvernent ne dépasse pas la question des flux.

Jusqu'en 2008, il y a eu un peu de prudence dans l'accumulation des dettes. On a maintenu cette idée de seuil, souvenez-vous du temps où Kenneth Rogoff et Carmen Reinhart prédisaient le chaos si les dettes d'un pays dépassaient les 90% du PIB !

Les phénomènes de stocks ne sont pas linéaires, pas dérivables, pas proportionnels, ils sont chaotiques.

Les phénomènes de stocks s'analysent comme les gouttes d'eau qui font déborder les vases, comme les fœtus de paille qui brisent le dos des chameaux, c'est-à-dire en termes de rupture ou de chaos. Il y a un « tout ou rien », un « avant et un après ». On tire sur la corde et puis, un jour, elle casse.

Le grain de sable qui déclenche l'avalanche

Pour comprendre une crise financière, il faut se référer comme je le fais et comme John P. Hussman le fait aux travaux de la physique sur les états critiques d'un système, notamment ceux du grand physicien danois Per Bak sur la criticité auto-organisée :

« Le modèle le plus réaliste et simple proposé par Per Bak est celui du tas de sable. Imaginons du sable tombant en pluie fine sur une table. Un tas de sable se forme dont la pente augmente peu à peu pour atteindre une pente critique au-delà de laquelle le sable s'écroule, puis tombe à côté de la table. On est alors en régime

permanent. Ce régime est caractérisé par des avalanches de sable imprévisibles, mais dont la fréquence est bien inversement proportionnelle à l'amplitude. »

La surévaluation et l'empilement des dettes tient jusqu'à ce qu'ils ne tiennent plus. Une fenêtre d'instabilité s'ouvre alors et n'importe quoi peut provoquer une crise.

Toute la gestion des zozos est fondée sur la continuité : si cela a marché jusqu'au temps t cela va marcher en $t+1$, puis si cela a marché jusqu'en $t+1$ cela va marcher en $t+2$, et ainsi de suite.

Le tas de capital est bien entendu trop élevé. On ne peut l'honorer. On peut en prolonger le mirage, mais c'est au prix d'une poursuite séculaire de la baisse des taux d'intérêt, c'est-à-dire en passant aux taux négatifs.

Hélas, les rachats d'actions, les *buybacks*, qui ont battu de nouveaux records en 2021, passent par l'émission d'obligations ou l'emprunt. Ce sont donc des transformations de capitaux à risque en capitaux de dettes et un processus qui augmente la fragilité du système.

Un tas est plus instable que l'autre

En effet, le tas de dettes est plus fragile et plus instable que la masse de capitaux propres, car les dettes fonctionnent en tout ou rien en général, sauf quand elles sont restructurées.

Pour comprendre tout cela, il suffit de regarder ce qui se passe en Chine.

Le mal, c'est le court-termisme, c'est la pensée qui croit que le long terme est une succession de courts termes, c'est la pensée de toutes élites, de tous les gens qui gouvernent.

Pourquoi pensent-ils ainsi ? Parce que c'est leur intérêt tout simplement ! Ils pensent non pas en fonction de la science ou du savoir mais en fonction de ce qui convient à leurs intérêts.

Sauf que cette pensée est fausse et archi fausse. Et bien sûr, on le verra en matière d'accumulation de dettes par les Etats et les banques centrales, et on le verra en matière d'accumulation des mesures liberticides : tout se désadapte. Un jour, l'avalanche arrive, sans prévenir.

Je note en passant que Jean-Claude Trichet est le dernier – à ma connaissance – parmi les patrons de banque centrale à avoir attiré l'attention sur la non-linéarité. Personne ne l'a écouté et lui-même s'est empressé d'oublier.

▲ [RETOUR](#) ▲

La Bourse américaine n'est pas aussi forte qu'on le croit

rédigé par [Bruno Bertez](#) 12 janvier 2022



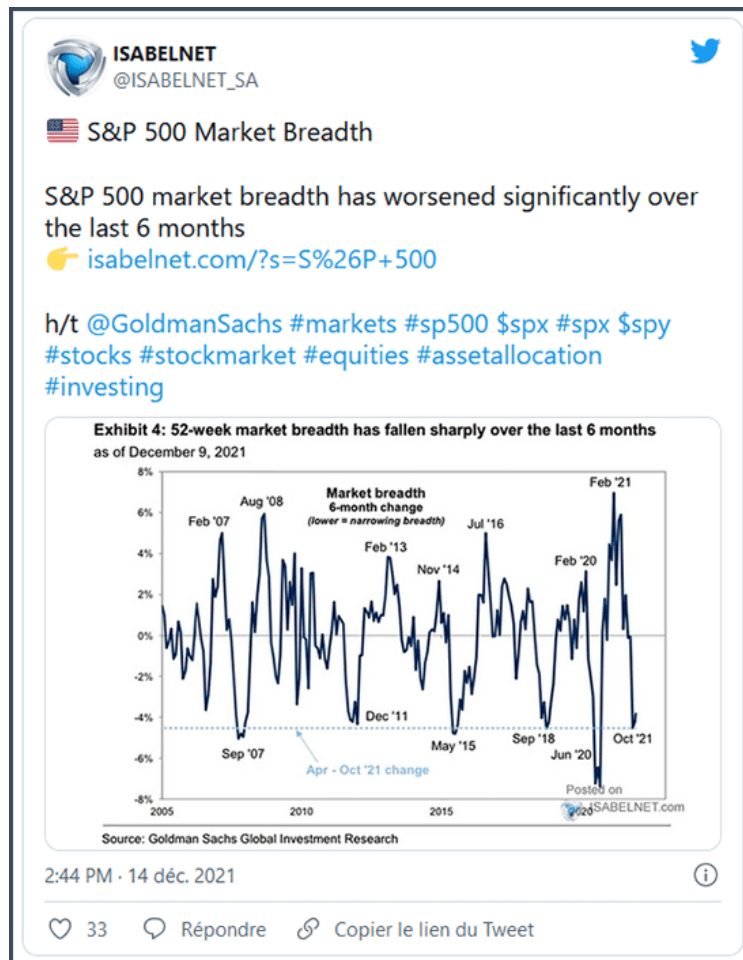
L'année 2021 aura été marquée par beaucoup de records boursiers, et les indices comme le S&P 500 affichent des performances exceptionnelles. Parmi les 500 valeurs, pourtant, toutes ne s'en sortent pas aussi bien.



La concentration est la marque de l'année boursière 2021. Cela modifie toutes les analyses que l'on peut faire sur le marché.

Le marché américain est en consolidation voire, pour certains segments, il est baissier.

La *breadth*, la « largeur » du marché, ne ment pas. L'appétit a beaucoup baissé : on chipote, on mange du bout de la fourchette, on fait la fine bouche.



Aussi bien les analyses en terme de cherté, de multiples cours bénéfiques ou de rentabilité future que l'on peut attendre : tout est sans valeur informative. Cela invalide les analyses techniques globales indicielles.

Tout ce qui est macro, tout ce qui est global, est faux avec de pareilles divergences.

Toutes les conclusions concernent des abstractions non représentatives de la réalité, des bestioles qui n'existent pas. La réalité, c'est la diversité masquée par le poids de quelques géants dont la rentabilité ou les perspectives de croissance sont très loin d'être représentatives de l'économie américaine.

Et si des entités géantes pèsent aussi lourd, c'est parce que la rentabilité et la croissance du reste de la population boursière sont insuffisantes.

Quelles prévisions pour 2022 ?

Peut-être également que cette dichotomie en dit long sur la conjoncture qui attend les Etats-Unis en 2022. Les prévisions actuelles sont peut-être trop généreuses. C'est peut-être un avertissement.

C'est parce que l'ensemble de l'économie n'est pas attrayant que l'argent en excès se loge dans un refuge, dans un amalgame de cinq véhicules exceptionnels (Microsoft, Apple, Alphabet, Nvidia et Tesla), qui représentent 32,6% de la performance du S&P 500 quand les 25 sociétés les plus importantes de cet indice en représentent 55,1% (cf. tableau ci-dessous).

La concentration en dit aussi long sur la mauvaise santé de l'économie américaine que la performance des cinq vedettes. Elle est victime du développement inégal, de la rentification et des inégalités !

Un jour peut-être, on considèrera la santé insolente des Apple et autres comme des handicaps qui pompent, drainent et préemptent le surproduit du pays... qui sait ?

Top 25 des actions ayant poussé l'indice S&P 500 à la hausse en 2021							LCA	
Au 31 décembre 2021								
		Capitalisation fin 2021 (Mds\$)	Retour en 2021					
Ticker	Nom de la société		Retour total	Poids de départ	Contribution au retour	% du retour total	Part du retour moins poids de départ	
MSFT	Microsoft	\$2,548	52 %	5.3 %	279 bp	9.7 %	4.4 %	
AAPL	Apple	2,924	35	6.7	232	8.1	1.4	
GOOGL	Alphabet	1,807	65	3.3	214	7.4	4.2	
NVDA	NVIDIA	740	125	1.0	128	4.5	3.4	
TSLA	Tesla	1,075	50	1.7	84	2.9	1.2	
HD	Home Depot	428	59	0.9	54	1.9	1.0	
FB	Meta Platforms	815	23	2.1	48	1.7	(0.4)	
UNH	UnitedHealth Group	475	45	1.1	48	1.7	0.6	
PFE	Pfizer	328	67	0.6	43	1.5	0.9	
BRK.B	Berkshire Hathaway	672	29	1.4	41	1.4	0.0	
BAC	Bank of America	364	50	0.7	36	1.3	0.5	
JPM	JPMorgan Chase	468	28	1.2	34	1.2	(0.0)	
XOM	Exxon Mobil	257	58	0.6	32	1.1	0.6	
ACN	Accenture	272	61	0.5	32	1.1	0.6	
AVGO	Broadcom	275	56	0.6	32	1.1	0.5	
LLY	Eli Lilly & Co	265	66	0.4	28	1.0	0.6	
CSCO	Cisco Systems	268	46	0.6	27	1.0	0.4	
COST	Costco Wholesale	250	52	0.5	27	0.9	0.4	
TMO	Thermo Fisher Scientific	262	44	0.6	25	0.9	0.3	
WFC	Wells Fargo	192	61	0.4	24	0.8	0.4	
CVX	Chevron	226	46	0.5	24	0.8	0.3	
LOW	Lowe's	173	63	0.4	24	0.8	0.4	
PG	Procter & Gamble	394	21	1.1	22	0.8	(0.3)	
INTU	Intuit	182	70	0.3	22	0.8	0.5	
DHR	Danaher	235	49	0.4	22	0.8	0.3	
Top 5		\$9,093		18.0 %	937 bp	32.6 %	14.6 %	
Top 25		15,895		32.9	1581	55.1	22.1	
S&P 500 entier		40,463	29 %	100.0	2871	100.0	100.0	

Source: FactSet, Goldman Sachs Global Investment Research.

▲ RETOUR ▲

La vraie révolution est en cours mais personne ne la reconnaît

Charles Hugh Smith Mercredi 12 janvier 2022

of two minds.com  charles hugh smith

Les révolutions ont une drôle de caractéristique : elles sont imprévisibles.

L'hypothèse générale est que les révolutions sont politiques. La révolution que certains prévoient aux États-Unis est l'insurrection armée classique, un coup d'État ou la fragmentation de la nation lorsque des États ou des régions déclarent leur indépendance vis-à-vis du gouvernement fédéral.

En nous concentrant sur le drame irrésistible des bouleversements politiques, nous passons à côté de la véritable révolution, qui est sociale et économique : la Grande Résignation, un mouvement mondial qui, aux États-Unis, présente des caractéristiques américaines largement méconnues.

La Grande Résignation est la véritable révolution que peu, voire personne, ne reconnaît. Le statu quo se donne beaucoup de mal pour l'écarter, par exemple, *The Great Resignation : Historical Data and a Deeper Analysis Show It's Not As Great As Screaming Headlines Suggest*, parce que cette révolution n'est pas contrôlable par la force et est donc inarrêtable.

Les sources de la révolution sont évidentes : vous truquez l'économie pour enrichir les 10 % les plus riches et augmenter la richesse des 0,1 % les plus riches, et vous vous demandez ensuite pourquoi les 90 % les plus pauvres sont endettés, fauchés, épuisés et mécontents ? L'orgueil des élites dirigeantes et de leurs laquais est hors de proportion, car cette exploitation structurelle est supposée être non seulement acceptable mais délicieuse pour les 90 % du bas de l'échelle.

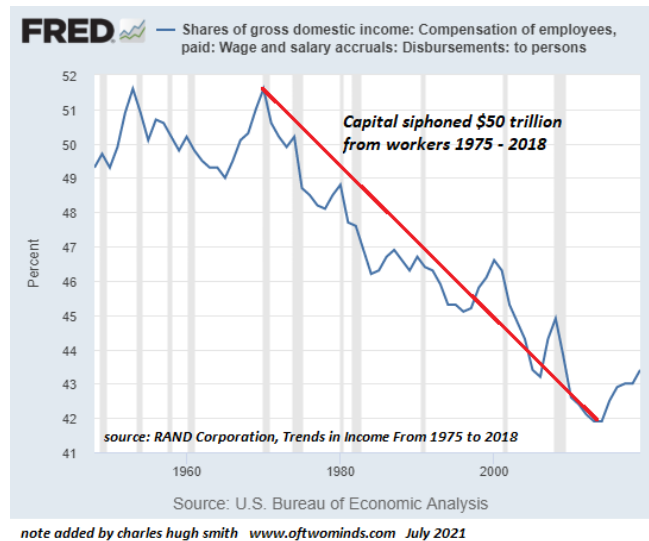
Ou bien, la vision plus cynique de ceux qui sont au sommet et qui regardent vers le bas est la suivante : ils doivent travailler aux salaires que nous payons dans des conditions inhumaines parce qu'ils y sont obligés : tous les esclaves de la dette et les ânes des impôts doivent accepter nos salaires et nos conditions ou mourir de faim.

C'est du néo-féodalisme néolibéral sans les gants des relations publiques.

Deuxièmement, ce qui arrive aux protestations publiques contre l'exploitation systémique et la déresponsabilisation des 90 % les plus pauvres est assez évident : elles ne mènent nulle part. Quelqu'un se souvient-il de Occupy Wall Street ? C'est le destin de tout mouvement quasi-politique : cooptation, suppression, etc., puis négligence bienveillante lorsque la pression exercée sur le terrain finit par épuiser les paysans.

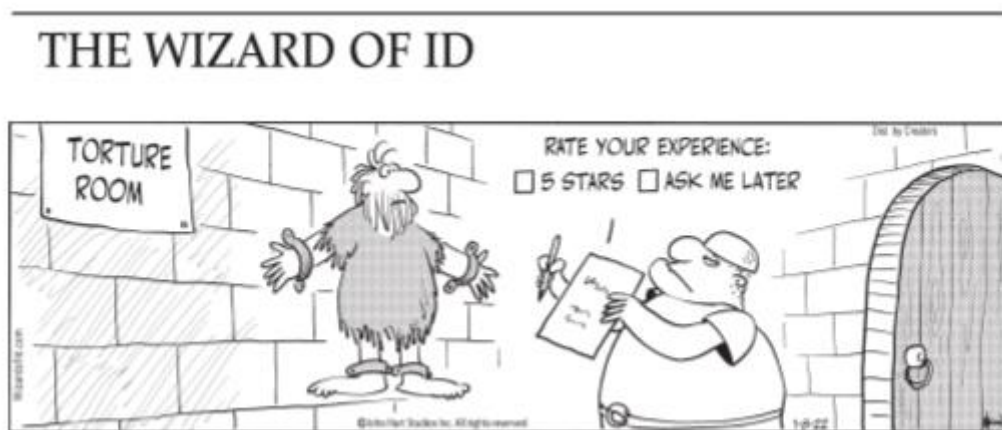
La véritable révolution se déroule donc hors des feux de la rampe, au fur et à mesure qu'une personne se retire. Ils choisissent d'échapper à la course infranchissable, à l'épuisement, à l'endettement, à l'impuissance, à l'acceptation de conditions de travail abusives et à tous les pièges fatigants du néoféodalisme.

Après 45 ans de perte de pouvoir, la main-d'œuvre a enfin un peu d'influence. Une partie de ce pouvoir est due à la démographie - la génération du baby-boom prend sa retraite en masse, ce qui entraîne une diminution de la main-d'œuvre - et à la révolution de l'opting out, puisque des millions de personnes démissionnent, créant ainsi une pénurie de main-d'œuvre sans précédent.



Comme des millions de travailleurs renoncent à l'emploi et à l'exploitation conventionnels, les individus ont la possibilité, grâce à la pénurie de main-d'œuvre, de renverser le jeu que les employeurs ont gagné pendant 45 ans. Les entreprises américaines ont abandonné la prétention de récompenser la loyauté il y a longtemps, et personne ne croit au discours des entreprises selon lequel "nous sommes une famille" - à moins que les entreprises américaines ne fassent référence à une "famille" abusive et dysfonctionnelle.

Voici une description du lieu de travail typique d'une entreprise : une "salle de torture" où les dirigeants sont obsédés par les faux commentaires des employés et des clients.



Les travailleurs américains se rendent compte que la seule façon d'avancer est de s'en sortir. Arrêtez de jouer le jeu truqué et commencez à jouer les joueurs.

Les travailleurs sont maintenant en mesure de démissionner et d'exiger de meilleurs salaires et conditions, puis de démissionner à nouveau pour obtenir davantage, puis de démissionner à nouveau. Les employeurs grincent des dents devant cette perte de pouvoir, mais c'est ce qui se passe dans les révolutions : le pendule passe d'un extrême à l'autre.

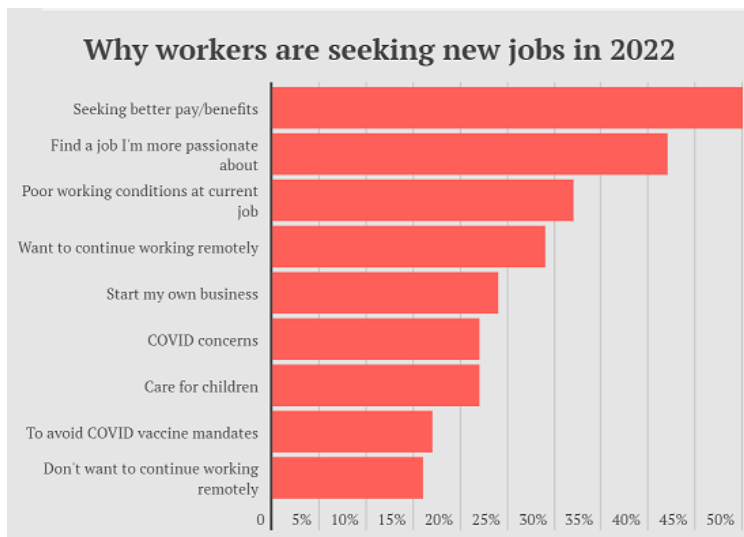
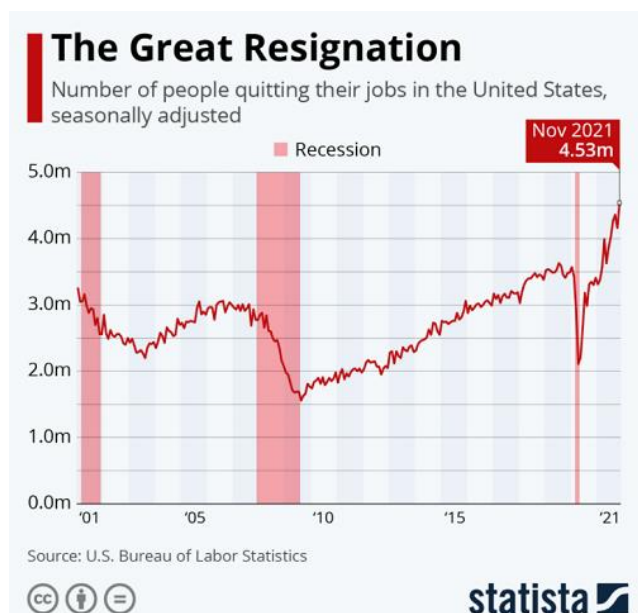
Les travailleurs réalisent qu'ils sont impuissants à changer un système truqué par les urnes ou par des moyens conventionnels. La seule liberté qui leur reste est de démissionner et de jouer le système à fond, ou de se retirer dans l'économie informelle, de s'essayer au casino truqué de la spéculation effrénée ou d'abandonner le rêve inaccessible de la McMansion sur le terrain de golf et de se construire une micro-maison sur une parcelle rurale bon marché et de travailler dans sa propre micro-entreprise.

Un grand nombre de travailleurs en ont assez de traiter avec le public américain abusif qui semble penser qu'il a le droit d'abuser des employés. Le gouvernement a le monopole de la force, mais il n'a pas le pouvoir de forcer les individus à tolérer les abus des employeurs, des collègues ou des clients.

Ceux qui démissionnent donnent des raisons conventionnelles, ce qui obscurcit la révolution. La dynamique structurelle à l'origine de la Grande Démission n'est pas entièrement consciente ; la conscience que le sol s'est déplacé sous nos pieds n'est pas facilement perceptible ou décrite, mais nous la ressentons et agissons néanmoins en conséquence.

L'ingéniosité américaine est de plus en plus tournée vers le jeu des acteurs via l'initiative individuelle. Alors que l'élite financière se concentre sur le dépouillement du prochain jeu truqué, les travailleurs se concentrent sur le renflouement sous une forme ou une autre.

Les révolutions ont une drôle de caractéristique : elles sont imprévisibles. La révolution mondiale est considérée comme "transitoire" parce qu'elle est terriblement gênante pour le statu quo truqué contre les 90 % du bas de l'échelle. Mais elle n'est pas transitoire, elle prend de l'ampleur.

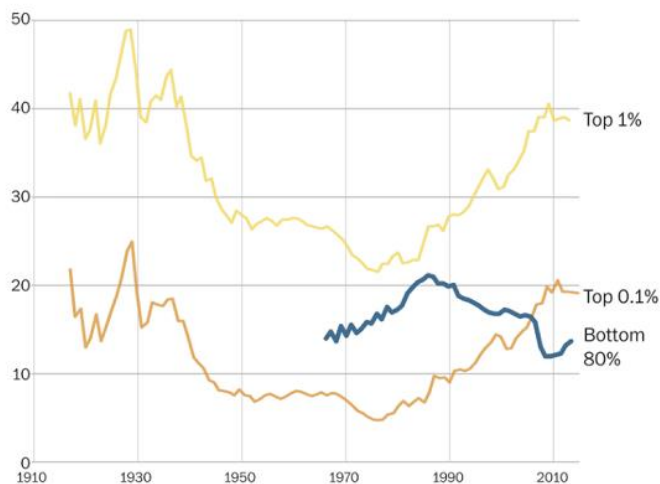




The top 0.1% now own more than the bottom 80%

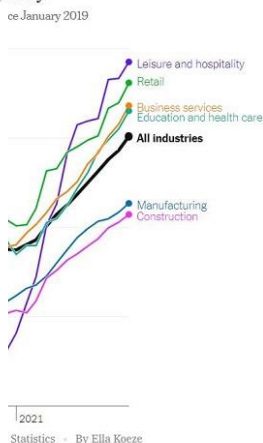
Wages continue their upward trajectory.

Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



Sources: Gabriel Zucman, World Inequality Database

THE WASHINGTON POST



▲ [RETOUR](#) ▲

**.Pourquoi l'impression monétaire
ne s'arrêtera pas...**

**Ce que vous devez faire pour vous préparer
par International Man 12 janvier 2022**

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Note de l'éditeur : Les lecteurs de longue date connaissent peut-être Nick Giambruno.

Nick a travaillé en étroite collaboration avec Doug Casey pendant de nombreuses années et était auparavant rédacteur en chef ici à International Man.

Il est connu pour repérer les grandes tendances géopolitiques et économiques avant la foule et pour voir les crises avant qu'elles ne surviennent.

Nick s'est rendu dans d'innombrables pays qui ont connu l'hyperinflation et des crises financières... notamment le Zimbabwe, le Liban, Haïti, la Turquie, l'Argentine, la Syrie, le Nicaragua, la Bosnie, la Colombie, l'Ukraine, le Kazakhstan, l'Iran et bien d'autres endroits instables où la plupart des gens n'oseraient pas aller.

Il sait ce qui se passe réellement lors d'une "réinitialisation" monétaire... et ce que vous devez faire.

Les idées de Nick sont particulièrement urgentes aujourd'hui...

Parce que **les États-Unis sont à l'aube de leur pire crise depuis près d'un siècle.**

Vous trouverez tous les détails dans la discussion avec Nick ci-dessous.



L'homme international : Le gouvernement américain a imprimé plus d'argent récemment qu'il ne l'a fait pendant ses presque 250 ans d'existence.

La tendance ne semble pas vouloir s'arrêter.

Le gouvernement américain n'a-t-il pas d'autre choix que de continuer à imprimer de la monnaie ?

Nick Giambruno : Que fera la Fed lorsqu'elle ne pourra plus maintenir la charade selon laquelle l'inflation est sous contrôle ?

C'est la question à 64 000 dollars.

La Fed a déjà imprimé des milliers de milliards de dollars - et ne montre guère de signe de ralentissement - ce qui signifie qu'une inflation beaucoup plus élevée est déjà prévue dans le gâteau. La seule question est de savoir comment la Fed va y répondre.

Ludwig von Mises, le parrain de l'économie autrichienne de marché libre, a résumé le dilemme de la Fed :

"Il n'existe aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par l'expansion du crédit. L'alternative est seulement de savoir si la crise doit survenir plus tôt comme résultat d'un abandon volontaire de l'expansion du crédit, ou plus tard comme une catastrophe finale et totale du système monétaire impliqué."

La Fed a deux choix : 1) continuer à imprimer des trillions et laisser l'inflation monter en flèche ou 2) resserrer

la politique monétaire et regarder les marchés s'effondrer.

En d'autres termes, elle peut sacrifier le marché boursier ou le dollar.

Lorsqu'ils sont confrontés à ce choix, les politiciens choisissent généralement l'option la plus expéditive. Par conséquent, ils sont susceptibles de choisir l'option la plus facile - continuer à imprimer de l'argent.

En outre, à moins que le Congrès ne prenne des décisions politiquement impossibles pour réduire les dépenses, le gouvernement américain aura des déficits sans fin de plusieurs milliards de dollars <par mois> que l'impression monétaire toujours plus importante devra financer.

Le Congressional Budget Office estime que le déficit total entre aujourd'hui et 2031 sera proche de 20 000 milliards de dollars <de plus>, mais il est presque certain que ce chiffre est inférieur à la réalité.

Qui va financer ce déficit de 20 000 milliards de dollars, selon une estimation prudente ? La seule entité capable est la presse à imprimer de la Fed.

Mais il y a une autre raison impérieuse pour laquelle le gouvernement américain ne va pas baisser le ton de ses presses à imprimer. C'est parce que l'inflation réduit le poids réel de la dette. Elle vous permet d'emprunter en dollars et de rembourser en pièces de dix cents.

L'inflation est une bénédiction pour les débiteurs, et il n'y a pas de plus gros débiteur dans l'histoire du monde que le gouvernement américain.

Voici l'essentiel. Le gouvernement américain est incité à continuer à créer d'énormes quantités d'inflation.

C'est une terrible nouvelle pour tous ceux qui détiennent leurs économies en dollars américains.

Donc, oui, le gouvernement américain n'a pas d'autre choix que de continuer à imprimer. C'est la tendance indéniable à long terme - même s'ils font des gestes insignifiants pour dire le contraire à court terme.

Max Keiser a bien résumé la situation : "**on ne peut pas réduire la taille d'un système de Ponzi**".

Un bref coup d'œil sur la façon dont le gouvernement américain se finance révèle qu'il gère, sans aucun doute, une chaîne de Ponzi géante. Et comme les autres systèmes de Ponzi, s'ils arrêtent d'injecter de l'argent frais, tout s'effondrera.

La grande différence, bien sûr, est que contrairement aux systèmes de Ponzi privés, le gouvernement américain peut continuer à injecter de l'argent frais dans son escroquerie en imprimant de l'argent. C'est donc exactement ce que je m'attends à ce qu'il continue à faire, car s'il arrête, le château de cartes s'effondrera.

C'est la vision d'ensemble que chacun devrait garder à l'esprit.

Cela ne veut pas dire que la Réserve fédérale ne fera pas quelques gestes symboliques de resserrement à court terme. Elle le fera probablement. Mais je pense qu'elle reprendra rapidement l'impression exponentielle de monnaie dès que les marchés commenceront à s'effondrer et que les institutions feront faillite.

Il y a une autre raison importante pour laquelle tout resserrement monétaire réel est exclu. C'est parce que le gouvernement américain ne pourrait pas payer les intérêts de la dette fédérale si les taux se rapprochaient de leurs niveaux historiques.

Lorsque vous mettez tout cela ensemble, la tendance à long terme est claire.

Le gouvernement américain n'a pas d'autre choix que de continuer à imprimer des quantités croissantes de monnaie, en dépit de toute mesure symbolique de resserrement. C'est un cercle vicieux dont il ne peut s'échapper.

C'est cette vision fondamentale qui guide mes décisions d'investissement. Je suis plus intéressé par une vision d'ensemble que par des transactions à court terme sur des marchés truqués.

International Man : *L'inflation* a récemment atteint des sommets aux États-Unis.

Au début, la Fed, les médias grand public et l'administration Biden ont essayé d'ignorer son existence, puis ils ont dit qu'elle était simplement "transitoire", et maintenant certains d'entre eux prétendent que "*l'inflation est bonne*".

Que se passe-t-il vraiment ici ?

Nick Giambruno : Pour les raisons que j'ai décrites ci-dessus, le gouvernement américain - et ceux qui lui sont liés - sont les plus grands bénéficiaires de l'inflation. C'est la raison pour laquelle vous entendez toutes ces choses ridicules de la part de la Fed et de ses apologistes dans les milieux universitaires et les médias sur le fait que "l'inflation est bonne".

Quel genre de personne pense que la hausse des prix des produits alimentaires, de l'essence, des vêtements, des loyers et des soins médicaux est une bonne chose ?

Les seuls qui le pensent sont des imbéciles ou ceux qui profitent de la baisse du niveau de vie de tous les autres. C'est comme dire que l'Amérique a besoin de plus d'infections par le ver solitaire. C'est répugnant.

S'il vous plaît, ne croyez pas cette tromperie absurde de gaslighting.

Ils crachent sur vos bottes et vous disent qu'il pleut.

La réalité est que l'inflation est hors de contrôle, qu'il n'y a rien qui puisse l'arrêter, et que c'est un poison pour les individus et l'économie.

Voici l'horrible vérité que le gouvernement, les médias grand public et les universitaires ne veulent pas que vous sachiez...

La Réserve fédérale et les autres banques centrales n'existent que pour vous voler de l'argent à travers l'inflation et le rediriger vers les personnes politiquement connectées. C'est leur objectif principal, et cela l'a toujours été. L'argent représente votre temps et votre énergie - votre vie. Donc, en fait, ils vous volent votre vie via l'inflation.

Toute évaluation honnête de la situation révèle qu'il s'agit d'une tyrannie aux proportions historiques, comme le féodalisme et l'esclavage.

C'est pourquoi ils se donnent tant de mal pour faire de la propagande et vous embrouiller avec l'inflation. Ils savent que la vérité est laide, et ils ne veulent pas que vous la connaissiez ou que vous sachiez le rôle qu'ils y jouent.

L'homme international : Nous avons vu ce qui se passe lorsque les gouvernements impriment leur monnaie jusqu'à ce qu'elle ne vaille plus rien à travers l'histoire. L'Argentine, le Venezuela, le Zimbabwe, et beaucoup d'autres ont essayé cela. Et le résultat est toujours le même. Néanmoins, le gouvernement américain semble penser qu'il est à l'abri de la réalité économique.

Quels autres tours ou cartes ont-ils à jouer à ce stade ?

Nick Giambruno : Quel que soit le nom et la forme qu'ils lui donnent, vous pouvez être sûrs que l'effet net sera de transférer plus d'argent et de pouvoir au gouvernement.

Ils proposent des politiques manifestement ridicules, comme l'imposition des plus-values latentes et un impôt sur la fortune, ce qui montre qu'ils sont désespérés.

Mais malheureusement, je pense que le monde des clowns ne fait que commencer.

L'inflation incontrôlée est également une excuse courante pour les gouvernements de mettre en place des contrôles de capitaux, des contrôles de prix, des confiscations de richesses et toutes sortes d'autres mesures désagréables.

Par exemple, en **Argentine**, où les prix augmentent régulièrement de 40 % ou plus chaque année, ils ont rendu illégale la publication de statistiques sur l'inflation qui diffèrent des chiffres officiels du gouvernement.

Je ne serais pas du tout surpris si le gouvernement américain faisait quelque chose de similaire. Au minimum, le fait de discuter de statistiques d'inflation autres que les chiffres officiels truqués du gouvernement pourraient être considéré comme de la "désinformation" et faire en sorte que vous ou votre entreprise ne soient plus informés.

L'élément le plus terrifiant du menu est sans doute la monnaie numérique de la banque centrale (CBDC), qui permettrait la mise en place d'un système de surveillance orwellien surveillant et contrôlant chaque centime que vous gagnez, épargnez et dépensez. Les CBDC sont un sujet important ; nous devrions leur consacrer notre prochaine conversation.

L'homme international : Que peuvent faire les personnes avisées et les investisseurs prudents pour profiter et se protéger de toute cette folie ?

Nick Giambruno : L'inflation a anéanti des millions de personnes à travers l'histoire. Mais vous n'êtes pas obligé d'en faire partie.

La bonne nouvelle est que vous pouvez transformer des citrons en limonade. En prenant les bonnes décisions financières, vous pouvez non seulement éviter les pertes paralysantes mais aussi profiter de l'inflation.

Je vais révéler tous les détails sur ce que vous pouvez faire dès maintenant dans une annonce vidéo urgente, La grande "réinitialisation" monétaire de 2022.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'inflation des prix est à son plus haut niveau depuis 1982. Que va faire la Fed ?

Ryan McMaken 01/12/2022 Mises.org

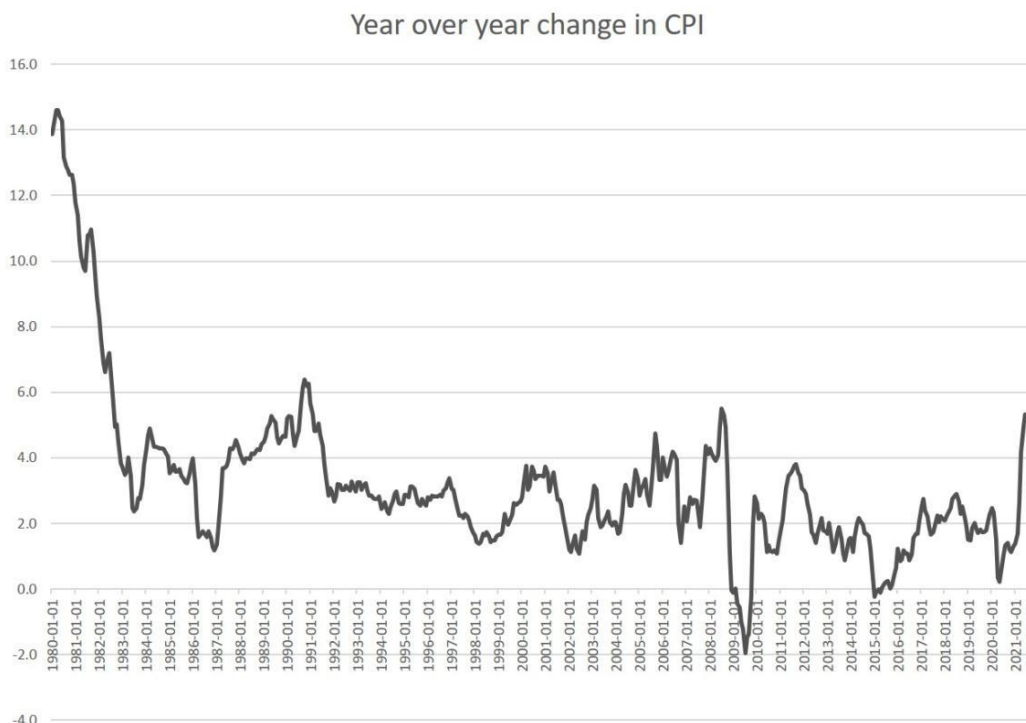


MISES WIRE



Selon de nouvelles données publiées mercredi par le Bureau of Labor Statistics, l'inflation des prix en décembre a de nouveau augmenté pour atteindre un nouveau record sur plusieurs décennies, atteignant le plus haut niveau enregistré depuis près de quarante ans. Selon l'indice des prix à la consommation (IPC) de décembre, l'inflation des prix en glissement annuel a atteint 7,1 %. Elle n'a pas été aussi élevée depuis juin 1982, où le taux de croissance était de 7,2 %.

L'augmentation de décembre est supérieure à celle de novembre, qui était de 6,9 % en glissement annuel. Et elle est nettement supérieure à celle de décembre 2020, qui était de 1,3 % en glissement annuel.



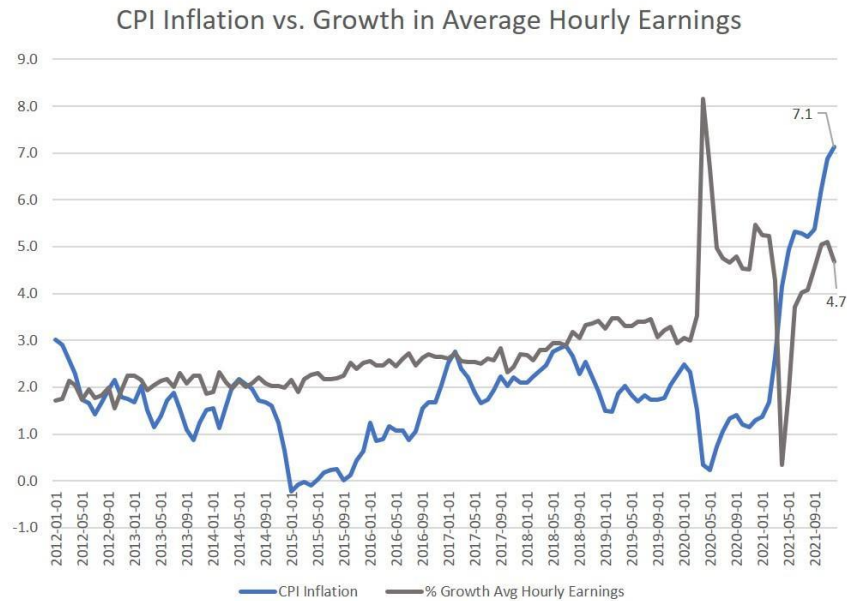
Cette flambée de l'inflation des prix est susceptible d'accroître encore la pression politique sur la Réserve fédérale et son président Jerome Powell pour "*faire quelque chose*" contre l'inflation des prix. Après avoir insisté pendant des mois sur le caractère "transitoire" de l'inflation des prix et sur le fait qu'elle n'était pas une source d'inquiétude, il est apparu clairement en octobre 2021 que l'inflation des prix atteignait certains des pires niveaux enregistrés depuis plusieurs décennies.

Depuis lors, la Fed a complètement changé de discours, et Powell a qualifié cette semaine l'inflation de "*menace grave*" et a réaffirmé que la Fed prévoyait de relever le taux cible des fonds fédéraux :

Au fur et à mesure que nous avançons dans l'année... si les choses évoluent comme prévu, nous normaliserons notre politique, ce qui signifie que nous mettrons fin à nos achats d'actifs en mars et que nous augmenterons les taux au cours de l'année.

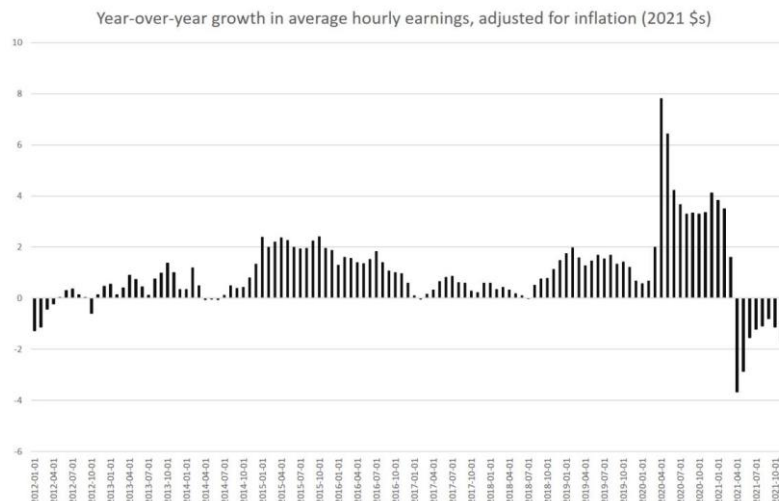
Notez le conditionnel "si les choses évoluent comme prévu". Naturellement, le resserrement prévu par la Fed dépendra fortement du fait que les indicateurs économiques de la Fed montrent ou non une amélioration économique continue et un marché boursier haussier.

Pour de nombreux Américains, cependant, les nouvelles sont déjà mauvaises, et l'inflation pèse sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Les chiffres de décembre sur le salaire horaire moyen montrent que l'inflation continue d'effacer les gains réalisés par les travailleurs. En décembre 2021, le salaire horaire moyen a augmenté de 4,7 % sur un an. Mais avec une inflation de 7,1 %, il est clair que les revenus ne suivent pas :



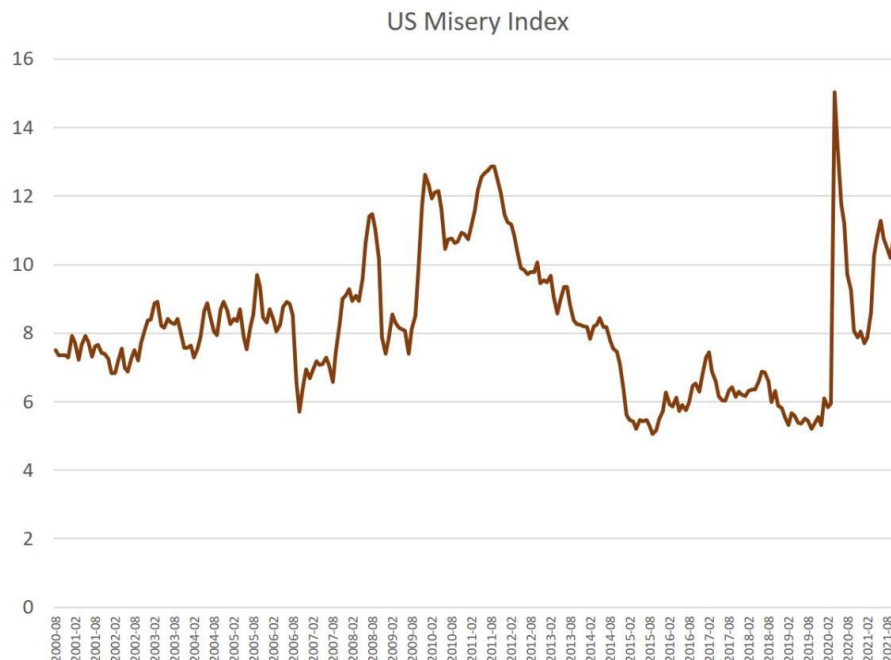
Source : BLS : Tableau B-3. Salaires horaires et hebdomadaires moyens de tous les employés des entreprises privées non agricoles ; indice des prix à la consommation.

En examinant cet écart, nous constatons que la croissance des gains réels a été négative au cours des huit derniers mois, s'établissant à -2,3 % en glissement annuel pour décembre 2021.



Source : BLS : Tableau B-3. Salaires horaires et hebdomadaires moyens de tous les salariés des entreprises privées non agricoles ; indice des prix à la consommation.

Combinée au taux de chômage de 3,9 % en décembre, la croissance de l'inflation en novembre place l'indice de misère américain à 11. Il s'agit de "niveaux proches de ceux de la récession", similaires à ceux de l'indice de misère enregistrés lorsque le taux de chômage a grimpé en flèche dans le sillage de la crise financière de 2008.



En plus de l'inflation de l'IPC, l'inflation du prix des actifs continuera probablement à poser des problèmes aux consommateurs. Par exemple, selon l'Agence fédérale du logement et des finances, **la croissance des prix de l'immobilier** est montée en flèche ces derniers mois, avec une croissance d'une année sur l'autre de **16,4 %**.

Apparemment, cependant, les données sur les bénéfices ne reflètent pas la réalité de la situation économique. Comme l'a noté Newsweek la semaine dernière, une grande partie du public américain n'est pas satisfaite de l'économie actuelle, dans laquelle les revenus sont en baisse en raison de l'inflation. Mais cela ne dérange pas des économistes comme Gary Burtless, de la Brookings Institution, qui voit dans le marché boursier la preuve que les *"perceptions du public ne reflètent peut-être pas la réalité"*. Plus explicite est Paul Krugman qui déclare : *"c'est en fait une très bonne économie, bien qu'avec quelques problèmes."* Mark Zand, de Moody's Analytics, insiste sur le fait que *"l'économie est en plein essor. Elle est en train d'exploser de toutes parts"*.

De nombreux électeurs - qui ne sont peut-être pas aussi prospères et éloignés des problèmes de la vie quotidienne que les économistes grassement payés - ne sont pas d'accord avec ces évaluations optimistes. Et cela continuera à exercer une pression supplémentaire sur l'administration et la Fed.

Mais nous saurons très bientôt si la Fed est d'accord avec l'idée que l'économie "éclate de partout". Bien que M. Powell ait déclaré qu'il pensait que l'économie n'avait plus besoin de mesures de relance d'urgence, cela ne signifie pas que l'économie puisse tolérer autre chose qu'une légère réduction des achats d'actifs, des taux d'intérêt bas et des autres manifestations de l'assouplissement quantitatif. Le fait est que dans notre économie de bulle, le boom ne peut se poursuivre que tant que les infusions de crédit nouvellement créé se poursuivent. La Fed n'aura probablement pas à faire marche arrière sur l'assouplissement quantitatif avant que l'absence de mesures de relance ne mette les États-Unis sur la voie de la récession. Et c'est probablement le choix auquel la Fed est confrontée : choisira-t-elle de maintenir le boom en évitant une véritable réduction des mesures de relance ? Ou va-t-elle vraiment essayer de s'attaquer à l'inflation et déclencher une récession en conséquence ?

Étant donné qu'il s'agit d'une année électorale, il est difficile de voir la Fed faire quoi que ce soit qui pourrait même risquer une récession, mais si l'inflation de l'IPC continue de grimper, la Fed pourrait être forcée de le faire.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Comment les statistiques du PIB créent l'illusion d'une croissance

économie alimentée par la Fed

01/11/2022 Frank Shostak Mises.org



MISES WIRE



La plupart des experts ont tendance à évaluer la force d'une économie en termes de produit intérieur brut (PIB) réel. Le cadre du PIB examine la valeur des biens et services finaux produits pendant un intervalle de temps particulier, généralement un trimestre ou une année. Le PIB est formé par la somme des dépenses des consommateurs en biens et services, des dépenses des entreprises en usines, machines et stocks, des dépenses du gouvernement et des exportations moins les importations.

Une augmentation des dépenses de consommation, des investissements des entreprises et des dépenses publiques renforce l'économie telle que décrite par la statistique du PIB. En outre, lorsque le différentiel entre les exportations et les importations se renforce, la statistique du PIB suit le mouvement.

Dans cette optique, une augmentation des composantes du PIB entraîne une augmentation de la demande globale de biens et de services dans l'économie. Par conséquent, on considère que cela entraîne une augmentation de l'offre de biens et de services. L'augmentation de la demande entraîne une augmentation de l'offre globale.

On considère également que le pompage monétaire effectué par la banque centrale permet d'augmenter le taux de croissance du PIB. Selon ce raisonnement, en réponse à l'augmentation de la masse monétaire, les consommateurs vont tenter de se débarrasser du surplus d'argent dans leurs poches. Par conséquent, ils sont susceptibles d'augmenter leurs dépenses en biens et services.

De même, la demande globale de biens et de services va se renforcer avec l'augmentation du différentiel entre les exportations et les importations. Une augmentation du différentiel implique un renforcement de la demande des étrangers pour les biens et services produits localement par rapport à la demande nationale pour les biens et services étrangers.

Il semble qu'en influençant les composantes du PIB, le gouvernement et la banque centrale peuvent exercer un contrôle sur le taux de croissance de l'économie. Mais est-ce bien le cas ?

Sans épargne, la croissance économique n'est pas possible

La statistique du PIB réel est construite selon l'idée que le moteur d'une économie n'est pas la production de richesses mais plutôt leur consommation. Ce qui compte ici, c'est la demande de biens et de services finaux. Comme les dépenses de consommation représentent la plus grande partie de la demande globale dans le cadre du PIB, il est communément admis que la demande de consommation est le principal moteur de la croissance économique. Tout ce qui compte dans cette optique, c'est la demande de biens qui, à son tour, donnera lieu presque immédiatement à leur offre.

Notez que la rareté de la demande limite la croissance économique dans cette façon de penser. Mais la demande n'est jamais rare. Au contraire, sans l'expansion et l'amélioration de la structure de production, il sera difficile d'augmenter l'offre de biens et de services en raison de l'augmentation de la demande totale.

L'expansion et l'amélioration de l'infrastructure dépendent de l'expansion de la réserve d'épargne. (Cette réserve comprend les biens de consommation finaux.) La réserve d'épargne est nécessaire pour soutenir les différents individus qui sont employés dans l'amélioration et l'expansion de l'infrastructure.

Observez que l'épargne est le facteur déterminant de la croissance économique future. Si un renforcement de la croissance économique nécessite une infrastructure particulière alors qu'il n'y a pas assez d'épargne pour construire une telle infrastructure, le renforcement souhaité de la croissance économique ne se produira pas. Le cadre du PIB, cependant, est hostile à l'épargne, étant donné que dans ce cadre, plus d'épargne affaiblit la consommation.

De même, l'augmentation des dépenses publiques entraîne le détournement de l'épargne du secteur privé générateur de richesse vers le gouvernement, ce qui sape le processus de création de richesse. De même, le pompage monétaire met en marche le détournement de la richesse des générateurs de richesse vers les consommateurs de richesse en établissant un échange de rien contre quelque chose. Notez que puisque les activités gouvernementales ne génèrent pas de richesse, ces activités entraînent une consommation sans production préalable de richesse.

De même, les augmentations de la masse monétaire entraînent une consommation sans production préalable, c'est-à-dire un échange de rien contre quelque chose. Par conséquent, les augmentations des dépenses publiques et les augmentations de la pompe monétaire entraînent une consommation sans le soutien de la production.

Par conséquent, les augmentations de la demande totale causées par les dépenses gouvernementales et le pompage monétaire de la banque centrale sont de mauvaises nouvelles pour la croissance économique. Notez que la consommation sans soutien de la production affaiblit le flux d'épargne. Cela affaiblit à son tour le processus de formation du capital, sapant ainsi les perspectives de croissance économique.

La production réelle totale ne peut être définie de manière significative

Pour calculer un total, il faut additionner plusieurs choses. Pour que des choses soient additionnées, elles doivent avoir une unité en commun. Il n'est cependant pas possible d'ajouter des réfrigérateurs aux voitures et aux chemises pour obtenir la quantité totale de biens.

Puisque la production réelle totale ne peut être définie de manière significative, elle ne peut évidemment pas être quantifiée. Pour surmonter ce problème, les économistes utilisent la dépense monétaire totale en biens, qu'ils divisent par un prix moyen des biens. Cependant, le calcul d'un prix moyen est-il possible ?

Supposons que deux transactions soient effectuées. Lors de la première transaction, un téléviseur est échangé contre 1 000 dollars. Dans la deuxième transaction, une chemise est échangée contre 40 dollars. Le prix, ou le taux d'échange, de la première transaction est de 1000 \$/téléviseur. Le prix de la deuxième transaction est de 40 \$/chemise. Pour calculer le prix moyen, nous devons additionner ces deux rapports et les diviser par 2. Cependant, on ne peut pas additionner 1000 \$/ensemble TV et 40 \$/chemise, ce qui implique qu'il n'est pas possible d'établir un prix moyen. À ce sujet, **Rothbard** écrit :

" Ainsi, tout concept de niveau de prix moyen implique d'additionner ou de multiplier des quantités d'unités de biens complètement différentes, comme le beurre, les chapeaux, le sucre, etc. et est donc dénué de sens et illégitime. "

Puisque le PIB est exprimé en dollars, qui sont déflatés par un déflateur de prix douteux, il est évident que les fluctuations du soi-disant PIB réel sont en réponse aux fluctuations de la quantité de dollars injectés dans l'économie.

Maintenant, une fois que l'économie est évaluée en termes de PIB réel, il n'est pas surprenant que la banque centrale semble être capable de diriger l'économie. Par exemple, en augmentant le taux de croissance de la masse monétaire, les actions de la banque centrale sont censées renforcer l'économie. Notez qu'après un certain temps, le taux de croissance du PIB réel va montrer une réponse positive à ce pompage. De même, si la banque centrale réduit le taux de croissance de la masse monétaire, cela va ralentir la croissance économique en termes

de statistiques du PIB réel.

Politiques des banques centrales et cycles d'expansion et de contraction

Une politique monétaire souple de la banque centrale, qui entraîne une expansion de l'argent à partir de "rien", déclenche un échange de rien contre quelque chose, ce qui équivaut à un détournement de la richesse des activités génératrices de richesse vers des activités non génératrices de richesse.

Ces activités sont des bulles. Elles sont apparues à cause de l'orientation monétaire souple de la banque centrale et non à cause du marché libre. Dans le processus, ce détournement affaiblit les générateurs de richesse, ce qui affaiblit à son tour leur capacité à accroître la masse globale de la richesse.

Notez qu'une augmentation du pompage monétaire causée par la politique monétaire souple de la banque centrale fait augmenter le chiffre d'affaires monétaire et donc le PIB **<maquillage de chiffres>**. Notez à nouveau que l'augmentation du PIB reflète ici l'augmentation des activités de la bulle.

Une fois que le chiffre d'affaires monétaire est dégonflé par ce que l'on appelle l'indice des prix moyens, il est probable que cela se manifeste par un renforcement du PIB réel. Ce renforcement est qualifié de *boom économique*. La plupart des experts et des commentateurs considèrent ce renforcement comme une preuve factuelle que les politiques monétaires souples de la banque centrale ont réussi à faire croître l'économie.

Cependant, lorsque la banque centrale durcit sa position monétaire en réponse aux attentes de fortes augmentations des différents indices de prix dans les mois à venir, cela ralentit le détournement de la richesse des producteurs de richesse vers les activités de la bulle. Ces activités reçoivent désormais moins de soutien de la part de la masse monétaire, de sorte qu'un effondrement économique ou une récession apparaît.

Il convient de noter que ces activités n'ont jamais été économiquement viables - elles ne pouvaient pas s'autofinancer sans le détournement de la richesse vers elles au moyen d'une expansion de la masse monétaire. Par conséquent, la plupart de ces activités sont susceptibles de périr ou de survivre à peine. Nous pourrions en conclure que les récessions concernent la liquidation des activités économiques qui ont vu le jour grâce à la politique monétaire souple de la banque centrale. Ce processus de récession est enclenché lorsque la banque centrale revient sur sa position antérieure.

Les politiques permanentes des banques centrales, qui visent à atténuer les conséquences de leurs tentatives antérieures de stabiliser ce que l'on appelle l'économie, c'est-à-dire le PIB réel, sont des facteurs clés des cycles répétitifs d'expansion et de récession.

En raison des décalages temporels variables entre les variations de la monnaie et celles des prix et du PIB réel, les responsables de la politique de la Fed sont confrontés à des données économiques qui pourraient être en contradiction avec les objectifs de la Fed. Cela oblige les responsables des banques centrales à réagir aux effets de leurs propres politiques monétaires antérieures. Ces réponses aux effets des politiques passées donnent lieu à des fluctuations du taux de croissance de la masse monétaire et, à leur tour, à des cycles récurrents d'expansion et de contraction.

Même les activités de bulles bien gérées ne peuvent échapper à la récession économique

Certains commentateurs ont affirmé que les entreprises bien gérées peuvent échapper à un effondrement économique. Mais ce ne sera pas le cas. Par exemple, en raison de l'orientation monétaire souple de la part de la Fed, diverses activités apparaissent pour répondre à la demande de biens et de services des premiers destinataires de l'argent nouvellement injecté.

Or, même si les activités de bulles sont bien gérées et que les gestionnaires maintiennent un contrôle des stocks très efficace, il est peu probable que ce fait les aide une fois que la banque centrale aura inversé sa position monétaire souple. Les activités de bulles sont le produit de l'orientation monétaire souple de la banque centrale - elles n'ont jamais été "approuvées" par le marché en tant que telles. Elles sont apparues en raison de l'augmentation de la masse monétaire, qui a donné lieu à la production de biens et de services produits par les activités de la bulle.

Une fois l'orientation monétaire de la banque centrale inversée, quelle que soit la qualité de la gestion des activités de la bulle, ces activités sont susceptibles de subir des pressions et de courir le risque d'être liquidées. Étant donné que les consommateurs n'ont pas alloué leur épargne aux activités de la bulle, une fois que le taux de croissance de la masse monétaire ralentit, ces activités sont sous pression. Les activités de la bulle ne peuvent se maintenir sans le soutien de la pompe monétaire de la banque centrale.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Mauvaises nouvelles, bonnes nouvelles et encore des mauvaises nouvelles

Jim Rickards 11 janvier 2022

DAILY RECKONING



Nous sommes maintenant en 2022 et nous sommes toujours confrontés au COVID-19 - le chiffre 19 étant le diminutif de 2019. Les fermetures n'ont pas arrêté la situation, les masques n'ont pas arrêté la situation, les vaccins n'ont pas arrêté la situation.

En fait, le nombre de cas quotidiens est maintenant plus élevé qu'il ne l'était au printemps 2020. Comme toujours, le virus va là où il veut aller.

La dernière variante, la variante Omicron, est une situation de *bonne nouvelle, mauvaise nouvelle*.

La mauvaise nouvelle fait la une des journaux tous les jours. Omicron est très contagieux. Il traverse les communautés et les grandes villes à une vitesse incroyable. Cela ne devrait pas être une surprise.

Comme je l'explique depuis plus d'un an, les vaccins ne sont d'aucune utilité car ils n'empêchent pas les gens d'être infectés et ils n'empêchent pas la propagation du virus par ceux qui sont infectés.

Plus de vaccins, plus de cas

Les données montrent en fait que les personnes entièrement vaccinées sont plus susceptibles d'attraper la variante Omicron que les personnes non vaccinées.

Dans certains cas, 80 % ou plus des nouvelles infections par Omicron concernent des personnes vaccinées. C'est

normal. Si 80 % de la population est vaccinée, et si les vaccins n'arrêtent pas la propagation, on peut s'attendre à ce que 80 % des nouvelles infections surviennent chez les vaccinés.

C'est exactement ce qui se passe.

Une étude menée par Harvard sur 68 pays et 2 947 comtés américains a révélé que des taux de vaccination plus élevés semblaient en fait correspondre à des infections plus importantes.

Maintenant, la bonne nouvelle

La bonne nouvelle est que l'Omicron produit un cas bénin. Il y a quelques symptômes et c'est terminé en un jour ou deux. La plupart des personnes souffrant d'une infection à Omicron la décrivent comme quelque chose comme un rhume, voire une grippe légère au pire.

La nouvelle est encore meilleure : Omicron produit des anticorps qui sont très efficaces pour prévenir les infections futures par le SAR-CoV-2. Par une ironie ultime, Omicron pourrait être le vaccin que nous attendions.

La plupart des vaccins produisent une version légère de la maladie afin de prévenir une version grave ou mortelle. Le premier vaccin contre la variole consistait en une dose légère de variole bovine, qui produisait une maladie bénigne, mais empêchait la variole mortelle.

En tout état de cause, Omicron semble plus efficace pour prévenir une infection future que les expériences de modification génétique de Pfizer et Moderna. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire.

Retour aux mauvaises nouvelles

De nombreuses preuves apparaissent maintenant que les vaccins à ARNm de Pfizer, Moderna et d'autres sociétés pharmaceutiques produisent une myocardite (insuffisance cardiaque) chez les hommes de moins de 40 ans et en particulier chez les hommes âgés de 16 à 25 ans.

Il n'y a pratiquement aucune raison pour les jeunes hommes et femmes de se faire vacciner. Ils courent un risque relativement faible de contracter le COVID et un risque encore plus faible de résultats graves par rapport aux groupes plus âgés.

Il apparaît maintenant que les effets secondaires graves, notamment l'insuffisance cardiaque, l'emportent largement sur les avantages des vaccins pour les jeunes hommes.

Nous sommes peut-être près de la fin de la pandémie, car la variante légère Omicron se propage et contribue à nous conduire à l'immunité collective.

Mais nous ne sommes probablement qu'au début de ce qui pourrait être des décennies d'effets secondaires fatals et débilitants de ces traitements de modification génétique qui ont été mis en production à la hâte sans essais de sécurité adéquats.

Voici une possibilité alarmante mais réaliste : Les coûts futurs imposés à l'économie par la sur-vaccination pourraient être encore plus importants que les énormes coûts économiques de la pandémie que nous subissons depuis 2020.

Conséquences dans le monde réel

Les mandats de vaccination ont déjà des conséquences dans le monde réel.

Vous avez probablement entendu parler de la technologie de communication sans fil 5G. Les fournisseurs de 5G veulent installer la 5G dans les avions. Mais l'Administration fédérale de l'aviation s'est inquiétée du fait que la technologie 5G pourrait interférer avec l'avionique des avions civils et militaires.

Les fournisseurs de services sans fil ont été invités à interrompre les travaux sur la 5G jusqu'à ce que des solutions puissent être trouvées au problème des interférences de la 5G avec les systèmes des avions.

L'instrument avionique particulier qui souffre d'interférences sans fil 5G est un altimètre numérique qui est essentiel pour atterrir en toute sécurité par faible visibilité. Par mauvais temps, les pilotes ne sont pas en mesure d'atterrir à vue et n'essaieront pas d'atterrir s'ils sont obligés de se fier à des altimètres qui peuvent subir des interférences dues aux communications sans fil.

Pourquoi ce problème n'a-t-il pas été identifié et réglé plus tôt ?

Un tiercé dysfonctionnel

Il n'y a rien de nouveau dans l'avionique numérique ou la 5G. Le fait est que le problème avait déjà été identifié.

La vraie difficulté était que les altimètres n'ont pas pu être réparés à temps parce qu'il y a une pénurie d'ingénieurs qualifiés dans la région de Wichita pour faire le travail. (Wichita est un centre d'expertise d'ingénierie en avionique pour des raisons historiques ; pensez-y comme une sorte de Silicon Valley pour les ingénieurs en avionique).

La raison de cette pénurie d'expertise est le mandat de vaccination des entrepreneurs fédéraux imposé par Joe Biden.

La quasi-totalité des sociétés d'ingénierie avionique sont des contractants fédéraux, car elles travaillent sur des contrats militaires et civils, et elles sont réglementées par la FAA.

Ces ingénieurs, dont beaucoup sont des hommes dans la quarantaine et la cinquantaine, ont un taux de vaccination relativement faible, plutôt 50% que la moyenne nationale de 80%. Ils sont licenciés ou mis à pied à cause du mandat de vaccination.

Il s'agit d'un tiercé dysfonctionnel de technologies contradictoires (5G contre avionique), d'une mauvaise politique de santé publique (le mandat vax) et des préférences personnelles des ingénieurs (faibles taux de vaccination).

Tout cela se joue comme une autre rupture de la chaîne d'approvisionnement parce que les altimètres ne peuvent pas être recalibrés à temps.

Hystérie mondiale

Mais la réaction excessive à la pandémie et les politiques de santé publique défectueuses qui en ont résulté ne se limitent pas aux États-Unis.

Nous avons vu des politiques encore plus malavisées et destructrices en Chine, en Australie, en Autriche, en Allemagne et en France. La réponse de la Chine a été particulièrement sévère parce qu'elle s'est engagée dans une approche draconienne mais irréaliste de " zéro COVID ".

Lorsqu'un cas se présente en Chine, une ville entière est fermée à la circulation et des protocoles de traçage massifs et intrusifs sont mis en place.

Récemment, des dizaines de milliers de citoyens de Xi'an (une ville de plus de 13 millions d'habitants dans le centre de la Chine) ont été relogés de force dans des camps de quarantaine en dehors des limites de la ville, simplement parce qu'ils vivaient dans le même bâtiment ou dans le même quartier qu'une personne identifiée comme souffrant du COVID.

Cela se produit également dans les principales installations portuaires telles que Ningbo, juste au sud de Shanghai, ce qui ne fait qu'ajouter aux perturbations déjà importantes de la chaîne d'approvisionnement mondiale. **Bien entendu, une politique de "zéro COVID" est vouée à l'échec <le vaccin chinois contre le covid ne fonctionne pas>**, ce qui signifie que la Chine détruit sa propre économie sans raison valable.

Pendant ce temps, l'Australie est pratiquement en état de siège à Melbourne et à Sydney, où les résidents sont arrêtés simplement pour être sortis. L'Autriche a complètement isolé les personnes non vaccinées et les a bannies de la vie publique.

Cet épisode de politique publique insensée a également frappé la France.

Ennemis de la démocratie ?

Le président français Emmanuel Macron a juré de s'attaquer aux non-vaccinés et de les "énervier" jusqu'à ce qu'ils se soumettent à son mandat de vaccination. Macron affirme que les non-vaccinés sont les "ennemis" de la "démocratie" et qu'ils sont engagés dans "le mensonge et la stupidité" pour avoir refusé la vaccination.

Bien sûr, celui qui est vraiment stupide, c'est Macron. Comme je l'ai décrit plus haut, les vaccins ne préviennent pas l'infection et ils n'empêchent pas les personnes infectées de propager le virus. Les vaccins ne font rien pour arrêter la propagation de la variante Omicron ou d'autres variantes du virus.

Encore une fois, plus de 80 % des nouvelles infections par le COVID concernent les personnes vaccinées (et stimulées), selon des études fiables menées en Israël, en Afrique du Sud, aux États-Unis et dans d'autres pays.

Il s'agit d'un bulletin d'information financier et non politique. Mais priver des citoyens de leurs droits civils parce qu'ils ne prennent pas un vaccin qui ne fonctionne pas est la plus grande violation des droits civils de tous. À long terme, l'histoire remettra les pendules à l'heure.

Des personnages comme Macron seront considérés comme les idiots qu'ils sont.

À court terme, il faut s'attendre à une faible performance économique mondiale et à une possible récession résultant de ces politiques draconiennes et malavisées.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Partenaire du pouvoir

Comment le quatrième pouvoir a trahi sa mission et est devenu le complice des élites

Bill Bonner Private Research 11 Janvier 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis le Poitou, France...

Le COVID a frappé notre famille la semaine dernière, les totalement vaxxés comme les non-vaxxés. Joe Biden l'appelle la "*pandémie des non-vaccinés*". Apparemment, le virus n'avait pas été informé.

Le médecin local a été appelé sur les lieux.

"Le Covid va devoir suivre son cours", a-t-il dit. Mais je vais vous donner de l'amoxicilline et de la prednisone pour prévenir les infections secondaires." Il a facturé 50 \$ pour la visite à domicile.

Était-ce une bonne façon de procéder ? Nous n'en savons rien. Certains membres de la famille, non vaccinés, n'ont rien pris et ont à peine remarqué leurs infections. D'autres, vaccinés, ont pris les médicaments... et étaient sur pied en 24 heures.

Une autre, jeune, non vaccinée, a pris les médicaments mais a encore des fièvres persistantes, des sueurs nocturnes, des insomnies et d'autres désagréments.

Une fille et son mari avaient déjà la maladie ; ils - les vétérans - n'ont pas été touchés par le récent assaut.

Dans l'ensemble, le virus a fait son travail. Nous avons fait le nôtre. Tout s'est bien terminé. Nous sommes tous en voie de guérison. Un grand merci à nos chers lecteurs pour leurs bons vœux... et leurs recommandations.

Une variante très légère

Nous ne connaissons pas mieux la médecine moderne que Joe Biden, mais il semble logique qu'une personne vulnérable de plus de 70 ans veuille se faire vacciner. Elle a peut-être quelque chose à gagner... et beaucoup à perdre.

Quant aux personnes jeunes et en bonne santé... elles ont peu à craindre. Et se faire vacciner ne va apparemment pas aider leurs proches à survivre non plus. Au contraire. On a probablement attrapé le virus d'un membre de la famille déjà vaxxé. Et la version omicron, surtout, semble indifférente aux vaccins.

Un article paru cette semaine dans le **Wall Street Journal** nous apprend que 90 jours après avoir été vacciné, on a plus de chances de contracter le virus Omicron que si l'on n'a jamais été vacciné du tout. En d'autres termes, les vaccins pourraient rendre plus probable le fait que vous tuiez votre grand-mère.

Un autre article, paru dans le Daily Caller, nous apprend que le virus Omicron est en fait moins menaçant pour les personnes de plus de 70 ans que la grippe ordinaire :

Avant la variante Omicron, une personne âgée de 75 ans vaccinée avait en moyenne 0,5 % de chances de mourir du COVID-19 si elle le contractait, selon le New York Times. Le taux de mortalité typique de la grippe pour la même cohorte d'âge, selon les données des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) examinées par le NYT, se situe dans une fourchette similaire entre 0,6 % et 1,3 %.

Ce matin, le CDC demande de nouveaux masques pour empêcher la propagation de l'Omicron. Mais ne devrait-il pas nous encourager à nous démasquer complètement, pour que nous puissions tous attraper le très bénin Omicron et en finir avec lui ?

On pourrait penser que quelqu'un se poserait la question.

Et n'oubliez pas que les blocages coûtent à l'économie mondiale, des trillions de dollars de perte de production. Pour ceux qui vivent avec moins de 5 dollars par jour, cette réduction pourrait être désastreuse. En fin de compte, (bien que personne ne le sache avec certitude) les politiques gouvernementales en réaction au Covid peuvent endommager plus de vies qu'elles n'en améliorent... surtout parmi les pauvres.

Mais aujourd'hui, nous gardons notre mépris pour **le 4e pouvoir - les journalistes**. Comme nous allons le voir, ils ne posent plus les questions importantes. Au lieu de cela, ils aboient sur commande.

Des intérêts contradictoires

Dans les années 90 ou au début des années 2000, la presse grand public est devenue le principal propagandiste de l'ensemble de l'élite qui contrôle les politiques publiques américaines. Elle a considéré que son rôle n'était plus d'éclairer ou de clarifier... mais, comme la Pravda, de faire passer la ligne du parti et de discréditer quiconque s'y aventurerait.

Voici un exemple insignifiant. Reuters (dont le président est également membre du conseil d'administration de Pfizer) :

Deux fonctionnaires présentant des arguments vendredi à la Cour suprême des États-Unis pour bloquer les vaccins obligatoires ordonnés par l'administration du président Joe Biden ont été testés positifs au COVID-19 et présenteront leurs arguments à distance, ont déclaré leurs bureaux.

Quel est le lien entre la contestation des vaccins obligatoires devant la Cour suprême et la contamination par le COVID-19 ? Pour autant que nous le sachions, il n'y en a aucun.

Mais les médias aiment nous raconter des histoires sur les anti-vaxxers qui meurent du covid. Ils le font comme un avertissement subtil... sortir de la boîte de l'opinion de l'élite peut être mortel.

Et maintenant, les médias ont une histoire de deux décennies de ne pas poser de questions, mais simplement dire au public ce qu'ils veulent qu'il croit. Le terrorisme... la récession... l'effondrement du marché... le Snowmageddon... les armes de destruction massive... la peste - il s'est multiplié les histoires de peur, chacune apportant plus de décisions à prendre pour les décideurs... et plus d'argent à dépenser pour l'élite.

Oui, chaque peur a un prix. Chacune apporte une réponse - une nouvelle loi... une nouvelle réglementation... un nouveau programme et des trillions de dollars d'argent frais, de l'argent de la "presse à imprimer" - des verrouillages, des fermetures, des taxes, des fixations de taux d'intérêt, des mandats - et un pas de plus vers l'éloignement de la démocratie consensuelle que les médias grand public prétendent être si désireux de protéger.

L'élite en est clairement sortie gagnante. En tant que propriétaire du capital boursier et obligataire des États-Unis, elle a vu sa richesse augmenter de plus de 30 000 milliards de dollars depuis 2009. Mais le citoyen moyen s'est, relativement, appauvri. Les salaires ont stagné tandis que le taux de croissance du PIB par habitant a été divisé par deux.

La presse n'aurait-elle pas dû poser des questions ?

- Les mesures de "relance" ne fonctionnent manifestement pas ; pourquoi les maintenir ? Où sont les

preuves que les planificateurs gouvernementaux peuvent améliorer le fonctionnement de l'économie ?

- Pourquoi est-il logique de déclencher une guerre avec l'Irak... d'envoyer nos soldats en Afghanistan... de faire la guerre à un groupe inconnu de personnes - des terroristes - pour des raisons inconnues... et à des coûts inconnus ?
- Comment se fait-il que nous continuions à mettre des gens en prison pour des crimes liés à la drogue... alors qu'il n'y a aucune preuve que cela soit bénéfique... et beaucoup de preuves que cela fait beaucoup de mal ?
- Pourquoi utilisons-nous l'argent du public pour renflouer les grandes et riches sociétés d'investissement de Wall Street ?
- Quelle est, exactement, la raison de faire un cas fédéral de Covid 19 ? Ne serait-il pas préférable de le traiter comme une question de santé ordinaire... qui doit être abordée par le médecin et le patient ?
- Comment se fait-il que le meurtre de George Floyd soit si important, mais que celui d'Ashli Babbitt ne le soit pas ?

La presse n'a posé aucune de ces questions. Elle n'a pas demandé au pouvoir la vérité... ni dit la vérité au pouvoir. Au lieu de cela, elle est devenue une marionnette... ne remettant plus en question le gouvernement, mais répétant comme un perroquet ses réclamations et ses affirmations, aussi absurdes soient-elles. Il est devenu un partenaire du pouvoir, et non plus la mouche du coche du public.

J'ai vu quelque chose... je n'ai rien dit

Les journalistes se sont assis aux premiers rangs pour assister à la farce des "armes de destruction massive"... sans jamais poser la question évidente : "En quoi cela nous concerne-t-il que l'Irak ait des armes de destruction massive ? N'avons-nous pas nous aussi des armes de destruction massive ?".

Puis, pendant vingt ans, on a laissé le Pentagone gaspiller de l'argent et des vies en Afghanistan. Est-ce qu'une seule grande publication américaine l'a remis en question ? Non ; la presse a suivi le bâillon... du début à la fin... même pendant que les généraux ratés prenaient leur retraite et s'installaient confortablement dans des cabinets de lobbying, des entreprises de défense, des groupes de réflexion et des fonds spéculatifs.

Les médias sont également restés les bras croisés alors que l'alarme terroriste "voyez quelque chose, dites quelque chose" transformait les États-Unis en un pays de mouchards timorés. Ils ont applaudi la dépense de 6 000 milliards de dollars pour protéger les bonus de Wall Street et ont fermé les yeux pendant que l'ensemble de l'économie américaine était corrompue et truquée au profit de l'élite. Et il s'est immédiatement aligné sur l'émeute du Capitole en tant qu'expression du "terrorisme suprémaciste blanc."

Faut-il s'étonner que l'accusation de "fake news" de Donald Trump ait été retenue ? Faut-il s'étonner qu'à l'élection de 2020, la presse ait perdu toute crédibilité... et que le public ait pu croire tout ce qu'il voulait ?

Plus demain... sur l'un des présidents les plus décevants de l'Amérique... et le discours d'investiture qui n'a jamais été prononcé.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le discours d'investiture qui n'a pas été prononcé

Bill convoque le fantôme du bon sens...

Bill Bonner Recherche privée 12 janvier 2022



Bill Bonner écrit aujourd'hui depuis le Poitou, France...

Le **Washington Post** apporte des nouvelles mornes ce matin :

.... les moteurs de la reprise économique mondiale - qui ont passé la vitesse supérieure en 2021 après que le monde se soit arrêté en 2020 - ralentissent.

Et voici **The Week** avec un autre rapport sombre :

Les rayons des supermarchés américains sont à moitié vides et Omicron n'est pas le seul coupable.

... les rayons vides... sont arrivés dans les épiceries américaines.

Devait-on en arriver là, on se le demande ? Et si nous n'étions pas partis en guerre contre les "terroristes", et avions économisé 8000 milliards de dollars à la place ? Et si, en 2008, nous avions laissé Wall Street régler ses propres problèmes, au lieu de rendre l'économie dépendante de taux d'intérêt artificiellement bas et de trillions de dollars fraîchement imprimés ? Et si, face à la COVID, Donald Trump avait agi avec prudence et patience... au lieu de paniquer et de décréter l'état d'urgence ?

Et si les choses avaient continué comme d'habitude ? Pas de dette de 29 000 milliards de dollars. Pas d'inflation de 6%. Pas d'étagères vides dans les supermarchés. Pas de lockdowns. Pas de vaxx contre anti-vaxx.

Notre thème cette semaine a été la façon dont la presse grand public a cessé de poser des questions à la classe dirigeante pour la rejoindre. Cela a privé les citoyens ordinaires de l'accès à une source commune d'informations honnêtes, les laissant en proie aux cinglés de gauche et de droite... et à la merci de l'élite.

Mais la déréliction de la presse a été plus qu'égalée par l'infortune des présidents américains du XXI^e siècle - Bush, Obama et Trump - qui ont chacun apporté leur grande contribution au déclin de la nation.

En 2016, la situation était probablement déjà désespérée, mais imaginez comment Donald J. Trump aurait pu réjouir les cœurs... et faire fuir ses ennemis !

Dans les moments de nostalgie, nous pensons à la façon dont les choses auraient pu se passer si différemment, si seulement Donald J. Trump n'était pas un tel imbécile.

Gros mensonges

Lors de l'élection de novembre 2016, l'Establishment avait misé gros sur Hillary Clinton. La presse lui avait apporté son soutien total. Les universités, Wall Street, le Pentagone, l'élite de DC - tous étaient de son côté. Les grands et les bons savaient de quel côté leur pain était beurré. Quel coup dur quand les votes ont été comptés.

Cette semaine, un article d'opinion dans CNN a noté que "les Républicains en particulier ont embrassé un grand mensonge : que les élections américaines sont remplies de fraude."

Mais c'est aussi un mensonge. Le grand mensonge n'a pas commencé avec les républicains en 2020 ; il a commencé en 2016 lorsque la presse d'élite a décidé d'utiliser "l'interférence russe" comme un moyen de saper le vote pour Trump.

La presse s'est jetée sur cette histoire... et l'a rabâchée pendant les deux années suivantes. Mais l'accusation était toujours délirante. Tout le monde a essayé d'influencer l'élection américaine ; il était tout simplement incroyable qu'un oligarque russe - plutôt que n'importe lequel des autres millions d'influenceurs, de lobbyistes, de donateurs, de médias qui étaient sur le coup - ait pu influencer le résultat dans un sens ou dans l'autre.

Mais l'élite était hystérique. Tous les arguments possibles ont été utilisés contre Trump. C'était un coureur de jupons. C'était un promoteur raté. C'était un imposteur. La presse a rongé les accusations comme un chien avec un os.

Mais toutes les propositions de M. Trump n'étaient pas aussi idiotes que la plupart d'entre elles. Au sujet de l'émeute de Charlottesville, M. Trump a déclaré qu'il y avait "des gens bien des deux côtés". C'était sûrement vrai ; certains étaient là juste pour protester contre le retrait de leurs monuments bien-aimés. Et à propos du COVID, "ne le laissez pas prendre le contrôle de votre vie", comme l'a dit le président, était un bon conseil. Pourtant, la presse a hurlé comme s'il s'agissait de la décision la plus irresponsable prise par un fonctionnaire depuis que Ponce Pilate a livré Jésus-Christ à la foule.

Dans la brèche

M. Trump, croyaient-ils, menaçait l'ensemble de leur programme... leur gros budget militaire, leur maintien de l'ordre dans le reste du monde et leur ersatz de "construction nationale"... leur rêve d'un nouvel ordre mondial dirigé par leurs institutions internationales - la Banque mondiale, l'ONU, l'OMS, etc. - remodelant l'Amérique selon les principes européens de protection sociale...

...et le plus important de tous, leur utilisation continue du système monétaire pour transférer la richesse et le pouvoir à eux-mêmes.

Plus précisément, la Fed a baissé les taux d'intérêt à la suite des attentats du 11 septembre et du crash des dot.com. Cela a créé une crise plus importante, une crise du financement hypothécaire, qui a débouché en septembre 2008. Une fois de plus, la Fed est venue à la rescousse de Wall Street en abaissant les taux d'intérêt et en injectant des milliers de milliards de dollars. Ajusté en fonction de l'inflation, le taux directeur de la Fed a été inférieur à zéro pratiquement depuis lors.

Les riches s'en sont trouvés immensément mieux. Cela a permis de financer leurs programmes farfelus, de faire grimper le prix des actifs et de leur donner au moins 10 000 milliards de dollars de plus en actions et obligations en 2016, autant qu'en 2009. Mais elle a faussé et aigri l'économie. Ceux qui n'avaient pas d'actifs financiers importants (90 % de la population) ont en fait perdu du terrain - avec des salaires stagnants et un taux de croissance du PIB par habitant réduit de moitié depuis le XXe siècle.

Lorsque Donald J. Trump est entré dans cette brèche, nous avons douté que même un leader intelligent et déterminé puisse faire une réelle différence. Avec l'ensemble de l'Establishment aligné contre lui, la tâche serait ardue.

Mais même nous - aussi cyniques que nous soyons - n'étions pas préparés à l'incompétence totale, à l'inconséquence et à l'imbécillité de l'équipe Trump.

Et M. Trump lui-même, bien qu'il soit présenté comme l'ennemi de l'Establishment, était en fait le meilleur cadeau qu'il ait jamais reçu. Quand il a quitté ses fonctions, les riches étaient plus riches que jamais. Et l'opposition au programme de l'élite avait été presque complètement discréditée.

Mais imaginons - dans un moment de fantaisie - une histoire alternative. Imaginons un dirigeant résolu, intelligent, doté d'un esprit sérieux et d'une touche de charme. Il aurait pu prononcer un discours d'investiture que nous citerions encore aujourd'hui :

Mes chers compatriotes, j'ai des nouvelles difficiles dont nous devons discuter.

Comme toute société, nous comptons sur nos élites pour nous aider dans nos politiques publiques et pour nous guider dans des sujets complexes. Quelle devrait être notre position en Ukraine ? Devrions-nous passer des combustibles fossiles à l'énergie nucléaire ? Nous n'avons ni le temps ni l'expertise pour résoudre ces questions nous-mêmes.

Mais parfois, une élite est corrompue. Elle commence à se préoccuper d'elle-même et non du public qu'elle est censée servir. C'est pourquoi je crois que la presse a été si dure avec moi. Au lieu de poser des questions difficiles en votre nom, la presse traditionnelle offre des fausses nouvelles conçues pour promouvoir son propre agenda. Et maintenant, elle a peur que je puisse bouleverser la donne.

Et c'est exactement ce que j'espère faire. Voici la situation en quelques mots : les 10% les plus riches du pays possèdent la plupart de nos richesses et contrôlent la plupart de nos institutions et de nos politiques publiques. Ils ont compris comment utiliser notre système monétaire pour se récompenser à vos dépens.

La Fed crée de l'argent. Et avec cet argent, elle fait grimper les prix des actions et des obligations. Les riches deviennent plus riches. Mais l'économie s'enfonce sous la dette... et alors vos prix à la consommation augmentent.

Au cours des 15 dernières années, [parlant en 2016] la dette américaine a augmenté de 12 000 milliards de dollars. C'était la facture de deux très mauvais investissements. D'abord, les guerres de George W. Bush au Moyen-Orient. Et ensuite, les cadeaux de M. Obama à Wall Street. Ces cadeaux et d'autres gâchis ont porté la dette américaine à 18 000 milliards de dollars. C'est de l'argent que vous devrez payer, d'une manière ou d'une autre, soit par une augmentation des impôts... soit par une augmentation des prix à la consommation. Il n'y a pas d'autre moyen.

Ils vous diront que nous allons "croître" pour nous sortir de cette dette. Mais vous ne pouvez pas croître en faisant des investissements non performants. Et vous ne pouvez pas emprunter votre chemin vers la prospérité.

Donc, c'est la fin du panier de la ménagère.

Je ne signerai aucun budget qui ne soit pas équilibré. Je demande une réduction de 300 milliards de dollars dans le budget du Pentagone. Je ramène les troupes à la maison ; nous en avons assez de ces guerres ingagnables. Et je remplace cette charlatane de Janet Yellen [alors présidente de la Fed] par quelqu'un qui laissera les acheteurs et les vendeurs déterminer les taux d'intérêt, plutôt que de les faire déformer par les apparatchiks de la Fed.

Donc, voici le deal. Nous devons renverser la situation. Et la seule façon de le faire est de s'y mettre et de se mettre au travail.

Est-ce que le Donald aurait pu s'en sortir ? Aurait-il été mis en accusation pour dépression nerveuse... ou assassiné par les fauteurs de guerre ?

Nous n'en savons rien. Mais ça aurait été amusant à regarder.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les risques du maillon faible chinois

rédigé par [Bruno Bertez](#) 14 janvier 2022

LA CHRONIQUE AGORA

DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUEZ L'INTELLIGENCE, C'EST TUEZ LA PENSÉE, C'EST TUEZ L'HOMME. PROVERBE ANTOINE

Après une année 2021 marquée par les problèmes d'approvisionnements, des infrastructures à l'arrêt pour diverses raisons et les premières secousses dans son secteur immobilier, la Chine fait face à... une liste de problème très similaire en 2022.



La Chine va connaître une année 2022 extrêmement difficile.

Les développements immobiliers et fonciers pointent vers une aggravation de la crise, qui pourrait s'étendre davantage jusqu'à l'effondrement d'une bulle de logements, d'appartements, de produits connexes et finalement arrivée à l'orée d'une crise systémique.

Le 3 janvier, Bloomberg détaillait l'ampleur du problème :

« Un mur de dettes qui arrivent à échéance et une augmentation de la demande saisonnière de liquidités mettront à l'épreuve les marchés financiers chinois ce mois-ci, faisant pression sur la banque centrale pour assurer une liquidité suffisante.

La demande de liquidités pourrait totaliser environ 4 500 milliards de yuans (708 milliards de dollars) en janvier, soit 18% de plus que l'année dernière, selon les calculs de Bloomberg basés sur des données officielles et des estimations d'analystes.

'Il faut s'attendre à une augmentation du montant des prêts arrivant à échéance et une demande de liquidités pour les dépenses pendant le Nouvel An lunaire... ' [NDLR : le 1^{er} février], a déclaré Yishuang Li, analyste chez Cinda Securities Ltd., citant les paiements d'impôts et l'échéance des prêts sur police. »

L'enjeu clé pour 2022, c'est la crise de confiance. La perception que Pékin maîtrise la crise de l'immobilier et des développeurs s'estompe. La foi dans la puissante « méritocratie » de Pékin est menacée.

La « tolérance zéro » de Pékin contre le Covid exige des sacrifices personnels considérables, avec des dizaines de millions de confinés pour quelques dizaines de « cas » détectés, et des infrastructures essentielles parfois à l'arrêt, comme le port de Ningbo l'été dernier.

Désormais, Omicron risque d'exposer une population très vulnérable (vaccins moins efficaces et immunité naturelle limitée). Les épidémies d'Omicron, les blocages généralisés, les infections massives et la crise économique ne sont pas un scénario improbable.

Pékin risque l'apparition d'un problème politique... Cliquez ici pour lire la suite.

La compétence du leadership sera-t-elle remise en question ?

Pékin risque l'apparition d'un problème politique. Le leadership a été vénéré au niveau national pour une gestion économique habile. Il existe aujourd'hui un gouffre immense entre la perception d'une compétence inattaquable et la réalité d'un échec catastrophique à maîtriser au niveau du crédit et des bulles immobilières.

Le *Financial Times* nous renseignait le 4 janvier sur ce point :

« Les banques chinoises se sont précipitées pour respecter leurs quotas de prêts annuels imposés par l'État le mois dernier en achetant des instruments financiers à faible risque plutôt qu'en émettant des prêts, une attitude qui, selon les banquiers et les analystes, reflète la méfiance des institutions financières sur le ralentissement de l'économie du pays. »

La hausse de la demande pour les acceptations bancaires, garanties par leurs émetteurs et classées techniquement comme des prêts, a réduit le rendement des instruments à près de 0% dans la seconde quinzaine de décembre, atteignant un plancher record de 0,007% le 23 décembre.

C'était bien inférieur au coût moyen du capital de 2,5% des banques chinoises sur la même période, ce qui implique qu'ils préféreraient perdre de l'argent sur des acceptations bancaires à faible rendement plutôt que de risquer des pertes plus importantes en émettant leurs propres prêts... »

« Les autorités veulent que nous soutenions l'économie réelle tout en maîtrisant les créances douteuses », disent en somme les banquiers. Appuyer sur le frein et sur l'accélérateur : pas de meilleure recette pour un blocage.

La banque centrale à la rescousse

En cas de blocage généralisé, Pékin n'aura guère d'autre alternative que d'injecter de grandes quantités de liquidités dans le système.

Cela signifie que comme les autres banques centrales, la Banque populaire de Chine risque d'alimenter l'inflation. La confluence d'une baisse des prix des actifs (appartements et valeurs mobilières) et d'une hausse des prix à la consommation et d'une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs va constituer un véritable défi pour les décideurs politiques et le système bancaire.

Une hausse des rendements et une instabilité monétaire affaiblirait davantage le système bancaire chinois.

La bulle chancelante de la Chine et ses ramifications augmentent les risques géopolitiques. Une crise intérieure peut être un facteur de développements plus belliqueux avec Taïwan.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les dirigeants cherchent à gouverner

par Jeff Thomas 13 janvier 2022





Les dirigeants cherchent à gouverner. Cela semble un peu évident, n'est-ce pas ? Et pourtant, à chaque fois, nous élisons de nouveaux dirigeants, en imaginant que "*ce nouveau groupe sera meilleur - il nous représentera comme il l'a promis*".

Malheureusement, le système démocratique ne fonctionne pas vraiment bien du tout. L'idée est censée être que si les anciens dirigeants dépassent leurs limites, de nouveaux candidats peuvent se présenter et promettre un renversement de l'autocratie du groupe précédent, et nous les élisons. Ils procéderont alors à la mise en œuvre de ce renversement.

Bien sûr, nous savons tous que c'est cette dernière partie qui ne se produit jamais. Le nouveau groupe ne tient pas ses promesses aux électeurs - en fait, il cherche presque invariablement à accroître son pouvoir sur eux. Et comme chaque groupe prend plus de pouvoir que le précédent, le pays décline lentement, jusqu'à ce qu'il atteigne finalement l'état de tyrannie.

Mais qu'est-ce qui est au cœur de ce processus ? Pourquoi diable ne semble-t-il jamais arriver que les nouveaux dirigeants diminuent réellement leur pouvoir et deviennent de véritables représentants de ceux qui les ont élus ? Il doit bien y avoir quelques bons dirigeants de temps en temps.

Pour répondre à cette question, regardons à nouveau ce titre, en haut de la page...

Les dirigeants cherchent à gouverner. Régner n'est pas une question secondaire, ce n'est pas un sous-produit. C'est leur objectif même. C'est la raison pour laquelle ils se sont présentés aux élections.

Mais alors, pourquoi de meilleures personnes, moins obsédées, ne se présentent-elles pas ? Eh bien, ils le font parfois, le plus souvent aux niveaux inférieurs de la fonction publique, où ils se rendent vite compte que la politique est une sale affaire et que leurs collègues fonctionnaires les détestent pour leur intégrité. En fait, ils se retrouvent isolés, un peu comme le policier new-yorkais Frank Serpico - un agneau parmi les vipères. Dans un tel environnement, il est peu probable qu'un "bon gars" fasse long feu.

Il y a bien le **Ron Paul** occasionnel, un phare dans la nuit, mais les Ron Paul sont rares et atteignent encore plus rarement de hautes fonctions. Au contraire, ceux qui ont le plus de chances d'occuper une fonction publique et de s'y maintenir sont ceux qui désirent le plus gouverner.

Donc, si nous suivons ce raisonnement, qui, dans une société donnée, souhaite le plus gouverner ? Eh bien, clairement, ceux qui sont les plus obsessionnels dans leur désir de contrôler les autres. Encore plus s'ils possèdent ce désir à un degré pathologique.

Dans un petit pays, ce phénomène est moins prononcé, car il y a moins de personnes pour se présenter aux élections. Plus le pays est grand, plus il y a de chances que les personnes pathologiques non seulement se présentent, mais fassent tout ce qu'il faut pour réussir. Leurs chances de succès initial et continu sont donc bien plus grandes que celles des "bons" candidats.

Si le raisonnement ci-dessus est correct, nous trouverions nos assemblées législatives remplies de personnes pathologiques.

Dans un grand pays, tous les candidats, dans tous les partis, pourraient bien répondre à cette description, ce qui garantirait pratiquement que les premières places seraient occupées par des personnes pathologiques. (On estime qu'environ 6,2 % de la population est susceptible d'être narcissique. Les sociopathes sont à 4%).

Alors, testons cela. Examinons une liste de traits de caractère de chacune de ces psychopathies et demandons-nous si les descriptions correspondent à l'un (ou à tous) de nos dirigeants.

Narcisisme

- Sens grandiose de l'importance de soi
- Préoccupé par des fantasmes de succès et de pouvoir illimités
- Demande une admiration excessive
- A un sens prononcé du droit
- Exploite les autres
- Manque d'empathie
- Fait preuve d'un comportement arrogant et hautain

Sociopathie

- Charme superficiel et bonne intelligence
- Manque de fiabilité
- Mauvaise foi et manque de sincérité
- Absence de remords et de honte
- Mauvais jugement et incapacité à apprendre par l'expérience
- égocentrisme pathologique et incapacité à aimer

En examinant les traits ci-dessus et en les comparant aux traits que nous observons chez nos dirigeants politiques, nous ne nous demandons plus pourquoi nos dirigeants ne sont pas plus véridiques, plus fiables, plus représentatifs, moins arrogants, etc. En fait, dans n'importe quelle situation donnée, nous pouvons nous attendre à des excès de la part des dirigeants dans chacune des catégories suivantes :

- Un droit présumé au pouvoir (à la fois sur l'électorat et sur d'autres États souverains).
- Un manque extrême de préoccupation pour la vérité ou l'intégrité (la réalité devient ce que le dirigeant a décidé le plus récemment).
- Absence de préoccupation réelle pour l'électorat à quelque niveau que ce soit (bien que la "préoccupation" puisse très bien être feinte).

- Incohérence et manque de fiabilité dans les actions et les décisions politiques.
- Fascination pour les opportunités de conflits armés (tant au niveau national qu'international).
- L'insouciance dans le sacrifice de la vie d'autrui dans les situations de combat (le conflit armé est un jeu intéressant, plutôt qu'une nécessité malheureuse).

Quelle que soit la nation à laquelle appartient le lecteur, il peut relire la description ci-dessus, tout en imaginant chacun des derniers dirigeants que son pays a eus, et se demander si ces traits s'appliquent. (Encore une fois, plus le pays est grand, plus il est probable que toutes les cases soient cochées, en ce qui concerne chaque dirigeant, quel que soit son parti politique). En outre, si le lecteur décide d'étendre l'exercice à ceux qui occupent les deuxième et troisième échelons du pouvoir (vice-premier ministre, vice-président, chancelier de l'Échiquier, secrétaire d'État, etc., selon la juridiction), je pense que ces personnes répondront également assez bien au questionnaire.

Bon, alors. Nous étions déjà un peu sombres au sujet de ceux qui ont ostensiblement été élus pour "représenter nos intérêts". Maintenant, il apparaît non seulement qu'ils sont mauvais, mais qu'il y a peu d'espoir d'amélioration, à moins d'exhumer Guy Fawkes et de le cloner en grand nombre.

Que pouvons-nous donc glaner de cet exercice ?

Nous pouvons supposer que, qu'un État souverain ait été fondé comme une république libre (par exemple, la Rome antique ou les États-Unis), ou qu'il ait été fondé dès le départ comme un État oppressif (par exemple, la France ou l'Union soviétique après leurs révolutions respectives de 1799 et 1917), il est certain que les individus pathologiques seront ceux qui chercheront le plus désespérément à être élus. Cela signifie donc qu'au fil du temps, le nouvel État progressera invariablement vers la tyrannie, jusqu'à ce qu'il soit mis fin au système pour repartir sur de nouvelles bases.

Cela signifie que le lecteur pourrait souhaiter évaluer le point que son pays d'origine a atteint dans son déclin et se demander s'il a atteint le point de rendement décroissant en ce qui concerne sa liberté personnelle de vivre sa vie comme il l'entend.

La bonne nouvelle, c'est qu'à tout moment de l'histoire, il existe des pays qui se trouvent à différents stades de déclin, et le lecteur a le choix quant à l'endroit où il peut résider, travailler et investir, s'il souhaite les poursuivre.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La plus forte inflation des biens depuis 1975

Brian Maher 12 janvier 2022

DAILY RECKONING



Aujourd'hui, nous sommes frappés par le tonnerre, la foudre, le tonnerre et la stupéfaction...

C'est parce que - par un merveilleux miracle de Dieu - les experts économiques ont finalement fait mouche.

Ils avaient prédit que l'indice des prix à la consommation (IPC) de décembre enregistrerait une hausse de 7 % sur un an.

Ce matin, le Département du travail des États-Unis a annoncé la nouvelle. L'IPC du mois de décembre a en effet enregistré une hausse de 7 % par rapport à l'année précédente.

Cette accélération de 7 % représente la plus forte inflation annuelle des prix à la consommation depuis 1982... soit 39 ans. rapporte CNBC :

L'inflation a progressé à son rythme le plus rapide sur 12 mois depuis près de 40 ans en décembre, selon un indicateur très surveillé publié mercredi par le département du travail.

L'indice des prix à la consommation, qui mesure les coûts de dizaines d'articles, a augmenté de 7 %, selon le Bureau of Labor Statistics du ministère... Les économistes interrogés par Dow Jones s'attendaient à ce que l'indice augmente de 7 % sur une base annuelle...

L'augmentation annuelle est la plus rapide depuis juin 1982 et intervient dans un contexte de pénurie de biens et de main-d'œuvre et dans la foulée de l'afflux sans précédent de liquidités dans l'économie américaine par le Congrès et la Réserve fédérale.

L'inflation des biens la plus élevée depuis 1975

Ajoute M. Brian Price, directeur de la gestion des investissements chez Commonwealth Financial Network :

Le rapport de décembre sur l'IPC, qui fait état d'une augmentation de 7 % au cours des 12 derniers mois, sera choquant pour certains investisseurs, car nous n'avons pas vu un chiffre aussi élevé [depuis près de 40 ans].

Le coût des services a augmenté de 3,7 % d'une année sur l'autre. Il s'agit du taux le plus élevé depuis janvier 2007.

Le coût des biens, quant à lui, a progressé de 10,7 % d'une année sur l'autre, soit le rythme le plus soutenu depuis mai 1975.

Près de 47 ans !

Entassons maintenant le Pélion sur l'Ossa, esquissons la scène dans des couleurs encore plus sombres...

Nous apprenons aujourd'hui que le salaire horaire moyen réel - c'est-à-dire le salaire horaire corrigé de l'inflation - a diminué de 2,4 % d'une année sur l'autre.

L'homme moyen recule.

Soit dit en passant, l'an dernier à la même époque, 1 % des petites entreprises affirmaient que l'inflation représentait leur principale menace.

Un an plus tard ? Vingt-deux pour cent des petites entreprises affirment aujourd'hui que l'inflation représente leur principale menace.

Les actions ont haussé les épaules

Comment le marché boursier a-t-il pris les nouvelles d'aujourd'hui ? Elle a pris la nouvelle debout, plutôt facilement.

Le Dow Jones a gagné 38 points sur la journée. Le S&P 500 a ajouté 13 points, le Nasdaq Composite 34 points.

L'inflation est largement considérée comme une menace pour les actions. Pourquoi les actions ne se sont-elles pas effondrées aujourd'hui ? Le susdit M. Price :

Cependant, cette publication était largement anticipée par beaucoup, et nous pouvons voir cette réaction sur le marché obligataire, puisque les taux d'intérêt à long terme sont en baisse jusqu'à présent ce matin.

Les taux d'intérêt à long terme ont maintenu leur repli jusqu'au sifflet de clôture...

L'obligation du Trésor à 10 ans rapportait 1,74 % à 8 h 30 (heure de l'Est). Le même billet du Trésor à 10 ans rapportait 1,72 % à 16 h 30 (heure de l'Est).

Mais pourquoi ? L'inflation galopante fait généralement bondir les rendements obligataires.

Un rappel sur les obligations

Rappelez-vous : Les prix et les rendements des obligations représentent les extrémités opposées d'une balançoire de terrain de jeu.

Si les prix des obligations augmentent, les rendements obligataires baissent. Si les prix des obligations baissent, les rendements obligataires augmentent.

Les obligations à long terme sont particulièrement sensibles aux effets corrosifs de l'inflation. L'inflation ronge la valeur de leurs obligations comme une termite ronge l'épicéa.

Dix ans d'inflation réduiront leurs obligations à de la sciure.

Les détenteurs d'obligations à long terme exigent donc une sorte d'assurance. En d'autres termes, ils exigent des rendements obligataires plus élevés pour compenser les méfaits de la termite, pour devancer l'inflation.

Plus l'obligation est datée, plus ils exigent une compensation.

Un bon du Trésor à 10 ans rapportant 7 % pourrait vous séduire, par exemple. Mais que se passe-t-il si l'inflation est en moyenne de 8% sur la même période ?

L'inflation engloutirait votre rendement de 7 % - et plus encore. Vous auriez besoin d'un rendement de 9 % juste pour devancer l'inflation.

Entre-temps, vous pouvez vous rebiffer devant un bon du Trésor à 10 ans qui rapporte 3 %. Mais si l'inflation est de 2 %... alors votre obligation à 3 % vous rapporte 1 %.

Un gain minime, certes. Mais vous vous en sortez avec une peau entière, et un peu de graisse en plus.

Votre obligation à 10 ans à 3 %, dans ces conditions, est infiniment meilleure qu'une obligation à 7 % si l'inflation est de 8 %.

Après ce bref rappel de la dynamique des obligations, nous devons nous demander pourquoi les rendements des obligations à 10 ans ont baissé suite aux nouvelles inflationnistes d'aujourd'hui.

Depuis début décembre, les rendements à 10 ans avaient galopé à leur rythme le plus rapide depuis 20 ans. Ils ont atteint un pic de 1,78% le 10 janvier.

Ces deux derniers jours, ils ont perdu leur ardeur. Et nous nous interrogeons : Peut-être le marché obligataire rejette-t-il la sagesse populaire qui veut que l'inflation persiste ?

Il est pourtant plus facile de poser la question que d'y répondre. C'est parce que les méfaits massifs de la Réserve fédérale ont déformé le marché obligataire.

Ses signaux ne sont plus aussi vrais qu'ils l'étaient autrefois.

Supposons pour le moment que l'inflation est en marche, qu'elle est sur ses jambes et qu'elle s'étire.

Que va faire la Réserve fédérale ?

Les taux réels les plus bas depuis les années 1970

Elle ne peut pas laisser l'inflation se déchaîner - ne serait-ce que pour sauver un lambeau d'amour-propre institutionnel.

Elle est chargée, après tout, de maintenir la stabilité des prix. Sept des neuf derniers rapports sur l'IPC ont dépassé les estimations du consensus.

Les gens commencent à parler. Et donc la banque centrale doit agir - les apparences doivent être maintenues.

Les pronostiqueurs estiment que la Réserve fédérale imposera peut-être quatre hausses de taux cette année.

Ils commenceraient leur travail à un niveau très, très bas - zéro. Mais le véritable taux d'intérêt, le taux réel, le taux ajusté à l'inflation, est bien inférieur à zéro.

Le taux d'intérêt réel est le taux d'intérêt nominal, inflation soustraite. Le taux des fonds fédéraux a été fixé à zéro.

Pourtant, l'inflation globale est de 7%. Maintenant, allez-y et soustrayez le taux d'inflation du taux nominal.

Vous apprenez que le taux réel des fonds fédéraux est de -7% (0% moins 7%). Jamais, depuis les années 1970, les taux d'intérêt réels n'ont plongé à des profondeurs aussi impossibles.

Jim Reid de la Deutsche Bank, ici résumé par Zero Hedge :

Le taux réel des fonds fédéraux en décembre était d'environ moins 7 %, ce qui, pour référence, est plus bas qu'à n'importe quel moment dans les années 1970, lorsque le taux des fonds fédéraux le plus bas en termes réels était d'environ moins 5 %.

Des taux d'intérêt négatifs ? Ici, vous avez des taux d'intérêt négatifs - et en masse.

Là encore, que va faire la Réserve fédérale ? Combien de hausses de taux va-t-elle déclarer cette année ? Comment va-t-elle attaquer son bilan ?

Nous ne le savons pas. Mais nous savons ceci : Nous sommes profondément, résolument, sans équivoque avec Michael Every de Rabobank :

"La Fed aura tort, comme d'habitude. La seule question est de savoir quelle sera l'ampleur des dégâts qui en résulteront".

▲ [RETOUR](#) ▲

L'argent sain ne suffit pas

Brian Maher 13 janvier 2022

DAILY RECKONING



Nous reconnaissons aujourd'hui une possibilité inquiétante : *Une monnaie saine ne garantit pas un gouvernement sain.*

En d'autres termes, la monnaie saine - dans notre monde déchu, fait de péchés et de vices - ne peut contraindre les hommes pécheurs et vicieux à être hostiles à un gouvernement sain.

Pas plus que les constitutions et les déclarations des droits. Est-ce la preuve dont vous avez besoin ? Nous vous renvoyons simplement aux innombrables friponneries du gouvernement des États-Unis.

Le Daily Reckoning a, pendant des années, battu ses tam-tams en faveur d'une monnaie privée et décentralisée. C'est parce que nous croyons que l'argent privé et décentralisé est l'argent de la liberté.

Et nous sommes corps et âme pour la liberté - notre liberté, votre liberté, la liberté de l'homme à 3 kilomètres dans la rue... la liberté de l'homme à 3 000 kilomètres à l'autre bout du pays.

C'est une des raisons pour lesquelles nous embrassons l'or. Il est indépendant de l'État. Le gouvernement ne peut pas le créer d'un seul coup. Le travail humain doit l'extraire du sol.

L'or existe en quantité suffisante, mais limitée. Le dollar fiduciaire existe en quantités potentiellement illimitées.

Un serviteur dangereux et un maître redoutable

Le dollar papier - ou le dollar numérique d'aujourd'hui - est également le grand épouvantail du cycle d'expansion et de ralentissement. Il gonfle les bulles de tous les modèles, de toutes les marques.

Pendant ce temps, le papier-monnaie alimente le grand gouvernement comme l'oxygène alimente le feu. Et comme Washington a prévenu il y a longtemps :

"Comme le feu, [le gouvernement] est un serviteur dangereux et un maître effrayant."

Contrairement au dollar fiduciaire, l'or est une monnaie saine. C'est donc une monnaie honnête.

Et comme nous l'avons déjà dit : Tout ce qui est honnête dans ce monde de péché et de vice vaut un huzzah, vaut une défense.

Il reste donc peu d'honnêteté.

Contrairement à la monnaie fiduciaire, la monnaie saine encourage les vertus de l'épargne... l'économie... la gratification différée. Elle permet de penser à l'avenir.

Et une monnaie honnête et saine est une monnaie disciplinée. Il enchaîne le gouvernement dans d'épaisses et impossibles entraves.

Un état en charge de l'argent est un renard en charge d'un poulailler.

"L'or incarne l'esprit public d'un chat de gouttière".

Comme nous l'avons déjà écrit, l'or résiste aux améliorations sociales. Il ne se soucie pas du bien commun. Il est dépourvu de toute compassion humaine.

L'or incarne l'esprit public d'un chat de gouttière. C'est ce que nous aimons chez l'or. Il convient à notre tempérament glacial et distant.

Et il se détourne au son des trompettes. "Tu vas là-bas", dit l'or à son homologue en papier. "Je vais rester ici."

Le papier monnaie, la monnaie fiduciaire, la monnaie dévaluée, c'est la monnaie du service public.

C'est parce que la monnaie fiduciaire a un esprit civique. Elle a un coeur. Et contrairement à l'or, elle suit les ordres.

Quelle que soit la guerre, quel que soit le gâchis, quelle que soit l'escroquerie dans laquelle on lui ordonne de s'engager... elle s'y engage.

La monnaie fiduciaire sacrifie volontairement sa valeur pour le bien commun. L'or, quant à lui, protège féroce et jalousement la sienne.

Les méfaits de l'argent public

L'économiste de l'école "autrichienne" **Ryan McMaken** :

L'argent contrôlé par l'État est immoral, dangereux et appauvrissant. Elle ouvre la voie au vol par l'État de la richesse privée par le biais de la taxe sur l'inflation, et permet ainsi à l'État de faire davantage ce qu'il fait le mieux : faire la guerre, tuer, emprisonner, voler et enrichir les amis du régime aux dépens de tous les autres. Privatiser le système monétaire et imposer une "séparation de la monnaie et de l'État" permettrait de limiter ces activités.

Aujourd'hui, de nombreux batteurs de tambours des crypto-monnaies croient que ces monnaies numériques sont l'or du 21^e siècle. Elles sont des créations privées du marché libre. Les gouvernements ne peuvent pas les singer.

Les utopistes pensent même que les crypto-monnaies peuvent bannir complètement l'État, le reléguant pour toujours dans la boîte de l'enfer de l'histoire.

L'argent sain ne va pas réparer le monde

Pourtant, une monnaie privée et décentralisée est-elle nécessairement synonyme de liberté par rapport à l'emprise de l'État ? **McMaken** :

Il est également important de ne pas surestimer les avantages de retirer l'argent des mains de l'État. La tentation de pousser l'idée de "réparer le monde" à des niveaux utopiques est souvent observée chez les maximalistes des crypto-monnaies, et chez certains promoteurs de l'or également...

L'idée que le passage à une autre monnaie mettra en quelque sorte fin au vol, à la pauvreté ou même à la guerre est le genre de pensée messianique qui aurait donné du fil à retordre aux marxistes de la vieille école.

L'or - après tout - a précédé l'État. Pourtant, l'or ne s'est pas logé dans l'État, l'État ambitieux, avare et malicieux.

L'État a développé et a grandi sous l'or... comme la tique grandit sous la prise de sang. Encore une fois, **McMaken** :

*Les États sont bien antérieurs aux monopoles monétaires dont ils jouissent aujourd'hui. Au cours des **XVI^e et XVII^e siècles** - sans le bénéfice des monnaies fiduciaires - les États ont créé d'énormes armées permanentes pour la première fois. Ils ont établi des économies mercantiles. De nombreux dirigeants ont réussi à mettre en place de grandes bureaucraties au service des États absolutistes. Les États sont centralisés à un degré qui n'avait pas été observé en Europe occidentale depuis les Romains. C'est une période de gains énormes dans la construction de l'État pour les princes et leurs agents.*

Plus encore :

Pourtant, ces États ne pouvaient pas "imprimer de la monnaie" ni profiter des avantages de la monnaie fiduciaire, sauf dans des cas très limités et de courte durée. En effet, cette période d'immense croissance étatique était aussi une période de monnaies "concurrentes" et "parallèles" au cours de laquelle une grande variété de pièces d'or et d'argent - la plupart étrangères - se faisaient concurrence à l'intérieur des frontières d'un même État. De nombreux efforts déployés par les régimes pour émettre une monnaie douteuse et dévaluée ont échoué parce qu'il y avait tant d'alternatives. Mais cela n'a pas empêché Louis XIV, par exemple, de mettre sur pied un État puissant.

Voici la conclusion de McMaken, qui fronce les sourcils et vole l'esprit :

Ainsi, lorsque nous nous posons la question "Les États peuvent-ils survivre sans monnaie fiduciaire ?", la réponse est clairement : "Toute l'expérience montre que oui."

Hélas... toutes les expériences montrent que oui.

L'État n'a pas besoin d'un monopole sur la monnaie pour mener ses affaires, note cet homme. De quoi a-t-il besoin ?

Il a simplement besoin d'un monopole sur le pouvoir coercitif - le pouvoir coercitif de la fiscalité en particulier.

La fiscalité est le système sanguin de l'État, le système sanguin vivant et vital de l'État. Tant que les impôts entrent, le cœur est occupé... et le sang coule librement.

Pensez-vous que les crypto-monnaies vous délivrent de la main de fer du percepteur ? Essayez de deviner...

Pas d'échappatoire au fisc

Certains défenseurs des crypto-monnaies ont néanmoins tenté de prétendre que, lorsque le système financier est décentralisé par les réseaux cryptographiques, les États seront en quelque sorte incapables de taxer. Cela fonctionnerait si les ressources ne prenaient aucune autre forme que la monnaie. Mais ce n'est pas le cas. Puisque les êtres humains sont des êtres physiques - avec des besoins de nourriture, d'eau, d'abri, de chauffage et plus encore - l'État doit seulement se concentrer sur la taxation et le contrôle des biens physiques. Cela déplacerait certainement la charge fiscale du secteur financier vers les biens physiques, mais cela ne mettrait pas fin à la capacité de taxer.

Au contraire, si les États se retrouvent avec moins d'accès à l'économie monétisée, ils augmenteront les taxes sur l'immobilier, le commerce de détail, le carburant et le capital physique difficile à déplacer. Ces États pourraient même exiger que ces paiements soient effectués dans la monnaie préférée de l'État, garantissant ainsi le maintien de la monnaie contrôlée par l'État, même si cette monnaie est une monnaie moins préférée dans un cadre concurrentiel.

Et si vous refusez ?

Ceux qui refusent de se conformer verraient leurs biens confisqués sous la menace d'une arme d'État.

La monnaie saine : Seulement une pièce d'un puzzle beaucoup plus grand

En conclusion :

Oui, retirer le contrôle de l'argent des mains des politiciens et des bureaucrates est clairement une bonne chose, et devrait être fait rapidement et complètement. Mais cela ne va pas "réparer le monde". Ce n'est qu'une pièce d'un puzzle beaucoup plus grand.

Une pièce d'un puzzle beaucoup plus grand... en effet.

Comme nous l'avons soutenu dès le début : Une monnaie saine - dans notre monde déchu de péchés et de vices - ne peut contraindre les hommes pécheurs et vicieux hostiles à un gouvernement sain.

Hélas, la capacité de contraindre les hommes pécheurs et vicieux est la pièce du puzzle qui nous échappe à jamais...

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'enfer à payer

Flambée des prix, rayons vides, coupures d'énergie... et autres signes sur la route de la ruine

Bill Bonner Recherche privée 13 janv. 2022



Montage de l'image : J-P

Bill Bonner écrit aujourd'hui depuis Paris, France...

Le titre de ce matin dans le Financial Times :

L'inflation américaine, qui atteint son plus haut niveau depuis quatre décennies, alimente les craintes de la Fed concernant la reprise de l'emploi.

Oui, cher lecteur. L'inflation ne s'est pas relâchée en décembre.

"L'indice des prix à la consommation a augmenté de 7 % en glissement annuel le mois dernier, ce qui représente une augmentation par rapport au taux de 6,8 % enregistré en novembre et le plus grand bond depuis juin 1982.

Le chemin de la ruine comporte de nombreux rebondissements. Et il y a beaucoup de signes le long du chemin pour tromper les voyageurs.

Nous ne serions pas surpris de voir les chiffres de l'inflation se modérer dans les mois à venir. Mais la direction générale du déclin de l'Amérique ne devrait pas changer. Comme nous l'avons exploré dans ces pages, les personnes qui contrôlent la politique publique américaine ont un programme.

Cela implique de dépenser beaucoup d'argent qu'ils n'ont pas (dont une grande partie va dans leurs propres poches)... et de faire beaucoup de choses qui pourraient avoir des conséquences très désagréables. Le passage de l'ancien carburant "sale" au nouveau carburant propre en fait partie.

Voici un titre de Reuters. Nous avons dû le lire trois fois. Et même après, nous n'étions pas sûrs de ce que cela signifiait :

Le charbon représentera 85 % de la capacité totale de production d'électricité des États-Unis qui sera retirée en 2022.

(Reuters) - Les centrales au charbon représenteront environ 85 % de la capacité totale de production d'électricité aux États-Unis qui doit être mise hors service cette année, le gaz naturel et les énergies renouvelables prenant une part plus importante de l'offre, a déclaré mardi l'Energy Information Administration des États-Unis.

L'un des thèmes que nous abordons ici, dans le Journal, est que les autorités fédérales sont en train de se faire malmener en s'ingérant dans le secteur de l'énergie. **Le combustible fossile est ce qui rend la civilisation moderne possible. Il permet aux camions de rouler et à 7,9 milliards de personnes de survivre. Supprimez-les soudainement... ou maladroitement... et ce sera l'enfer.**

Mais le mot "maladroitement" a pratiquement été inventé pour décrire la façon dont le gouvernement fait les choses. Il intimide. Il est maladroit. Il fait passer le proverbial taureau dans le magasin de porcelaine pour une ballerine.

Normalement, le "marché" de l'énergie s'adapte aux conditions sur le terrain, des milliers de producteurs répondant à des signaux de prix délicats et en temps réel afin de fournir 600 quadrillions de Btus d'énergie par an.

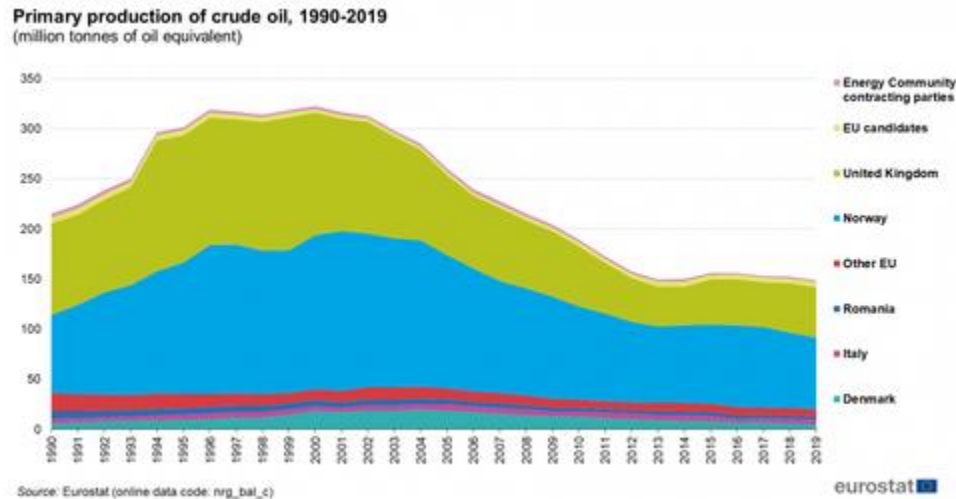
Mais lorsque la politique et l'inflation s'en mêlent, il y a forcément des problèmes. Des "perturbations de la chaîne d'approvisionnement", par exemple. Des pics de prix. Pénuries. Coupures de courant. Erreurs. Défaillances. Voici les nouvelles de Berlin :

Des milliers de personnes dans l'est de Berlin ont dû se débrouiller pendant des heures dimanche soir

sans chauffage et sans eau chaude - avec des températures extérieures d'environ trois degrés Celsius. Une brève panne de courant chez l'opérateur du réseau électrique de l'État, Stromnetz Berlin, avait paralysé dans l'après-midi la centrale thermique de Klingenberg, dans le quartier de Rummelsburg, comme l'a annoncé le fournisseur d'énergie Vattenfall. La centrale électrique appartenant à l'entreprise a dû être mise à l'arrêt.

L'Europe montre la voie. Depuis 2 000, dans l'Ancien Monde, la production de pétrole a diminué de moitié. Les réacteurs nucléaires sont mis hors service. Et le prix du gallon d'essence, lorsque nous avons fait le plein hier près de Paris, était d'environ 7 dollars.

La production européenne de pétrole en baisse



(Source : Eurostat)

Les gens n'aiment pas être à court d'électricité. Et ils n'apprécient pas que leurs coûts énergétiques augmentent. Au Kazakhstan, le président a donné l'ordre de "tirer pour tuer" les manifestants. L'histoire est qu'après des années de contrôle du prix du carburant, le gouvernement a décidé qu'il en avait assez... a éliminé les contrôles de prix... et le prix a doublé du jour au lendemain. Cela a déclenché de sérieuses objections... dans lesquelles les manifestants ont mis le feu au parlement du pays.

Pendant ce temps, aux États-Unis, CNN rapporte :

Les rayons des épiceries américaines sont vides, et ils le restent, car les magasins s'efforcent de réapprovisionner rapidement les produits de première nécessité comme le lait, le pain, la viande, les soupes en conserve et les produits de nettoyage.

Après avoir dû faire face à deux années de pandémie et de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, les épiceries n'ont toujours pas obtenu le répit qu'elles espéraient.

Nous n'avons aucune connaissance particulière de ces nouvelles. Mais notre intuition est qu'ils sont liés au nouvel "activisme" de nos dirigeants... et à la corruption de nos élites. Une autre intuition est que nous en verrons d'autres.

Salutations,

Bill Bonner

P.S. Uh oh...

Le gaz naturel bondit de 14 % car la vague de froid à venir devrait stimuler la demande, rapporte CNBC. Le contrat à terme continu est en hausse de 30 % depuis le début de l'année, après une hausse de 47 % en 2021.

La vague de froid va alimenter la demande dans le Nord-Est, où le gaz naturel est le principal combustible pour la production d'électricité (et où beaucoup de gens vont monter le chauffage ce week-end). Le directeur des investissements Tom Dyson a rappelé à nos lecteurs payants de lire la transcription ou d'écouter l'audio de la conversation d'une heure que nous avons eue avec Rick Rule et Byron King fin 2021.

Cette conversation - que nous avons appelée *la Catastrophe de l'hiver* - portait sur la façon dont les investisseurs peuvent profiter des gaffes politiques et de la mauvaise politique énergétique pour bénéficier de la hausse des prix de l'énergie en 2022. Accédez à la transcription en cliquant sur le lien ci-dessous.

▲ [RETOUR](#) ▲